

SEANCE DU MERCREDI 20 JUIN 1990
VERGADERING VAN WOENSDAG 20 JUNI 1990ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 2206.

COMMUNICATION:

Page 2206.

Société nationale du logement.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT (Discussion):

(Reprise). — *Orateurs*: M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes, M. Tobback, ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics, et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, M. Coëme, ministre de la Défense nationale, p. 2206.

COMMUNICATION DE M. LE PRESIDENT:

Orateurs: Mme Delruelle-Ghobert, M. Seeuws, p. 2222.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi ajustant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1990.

Projet de loi ajustant le budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1990.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Van Hooland, rapporteur, Hatry, Deprez, Monfils, Didden, De Bondt, M. Colla, ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, Mme Demeester-De Meyer, secrétaire d'Etat aux Finances, adjoint au ministre des Finances, M. Schiltz, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Politique scientifique, p. 2222 et p. 2229.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 2206.

MEDEDELING:

Bladzijde 2206.

Nationale Maatschappij voor de huisvesting.

MEDEDELING VAN DE REGERING (Bespreking):

(Hervatting). — *Sprekers*: de heer Wathelet, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand, de heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de heer Coëme, minister van Landsverdediging, blz. 2206.

MEDEDELING VAN DE VOORZITTER:

Sprekers: mevrouw Delruelle-Ghobert, de heer Seeuws, blz. 2222.

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de Rijksmidelenbegroting van het begrotingsjaar 1990.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de Algemene Uitgabenbegroting van het begrotingsjaar 1990.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heren Van Hooland, rapporteur, Hatry, Deprez, Monfils, Didden, De Bondt, de heer Colla, minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie, mevrouw Demeester-De Meyer, staatssecretaris voor Financiën, toegevoegd aan de minister van Financiën, de heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid, blz. 2222 en blz. 2229.

Projet de loi ajustant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1990.

Discussion et vote d'articles, p. 2238.

Projet de loi ajustant le budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1990.

Discussion et votes des articles, p. 2239.

ORDRE DES TRAVAUX:

Orateurs: M. De Bondt, M. le Président, p. 2228.

PROPOSITION DE LOI (Dépôt):

Page 2248.

M. Cooreman. — Proposition de loi visant à plafonner la rémunération des travailleurs salariés à 120 000 francs par mois pour calculer la cotisation à la sécurité sociale.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de Rijksmidelenbegroting van het begrotingsjaar 1990.

Beraadslaging en stemming over artikelen, blz. 2238.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1990.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 2239.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN:

Sprekers: de heer De Bondt, de Voorzitter, blz. 2228.

VOORSTEL VAN WET (Indiening):

Bladzijde 2248.

De heer Cooreman. — Voorstel van wet strekkende tot plafonnering van het loon der werknemers op 120 000 frank per maand voor de berekening van de sociale-zekerheidsbijdrage.

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 20 m.
De vergadering wordt geopend te 14 h 20 m.

CONGES — VERLOF

Mme Herman-Michielsens, pour raison de santé, demande un congé.

Verlof vraagt: mevrouw Herman-Michielsens, om gezondheidsredenen.

— Ce congé est accordé.

Dit verlof wordt toegestaan.

MM. Belot, pour raison de santé; Bock, pour d'autres devoirs; Borin, empêché, et Verschuere, à l'étranger, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Belot, om gezondheidsredenen; Bock, wegens andere plichten; Borin, belet, en Verschuere, in het buitenland.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

COMMUNICATION

Société nationale du logement

MEDEDELING

Nationale Maatschappij voor de huisvesting

M. le Président. — En exécution de l'article 35 de l'arrêté royal du 10 décembre 1970 portant le Code du logement, confirmé par

la loi du 2 juillet 1971, le ministre des Finances transmet au Sénat, pour être déposés sur le bureau, le bilan de la Société nationale du logement et le rapport du conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires pour l'exercice 1989.

Overeenkomstig artikel 35 van het koninklijk besluit van 10 december 1970 houdende de Huisvestingscode, bekrachtigd door de wet van 2 juli 1971, zendt de minister van Financiën aan de Senaat, om op het bureau te worden neergelegd, de balans van de Nationale Maatschappij voor de huisvesting alsmede het verslag van de raad van beheer, waaruit de stand der zaken blijkt voor het boekjaar 1989.

— Il est donné acte de cette communication au ministre des Finances.

Van deze mededeling wordt aan de minister van Financiën akte gegeven.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

Reprise de la discussion

MEDEDELING VAN DE REGERING

Hervatting van de bespreking

M. le Président. — Nous reprenons la discussion de la communication du gouvernement.

Wij hervatten de bespreking van de mededeling van de regering.

La parole est à M. Wathelet, Vice-Premier ministre.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Monsieur le Président, je diviserai mon exposé en trois points. Je formulerai tout d'abord quelques considérations générales. J'évoquerai ensuite quelques éléments concrets relatifs aux faits qui ont donné lieu au rapport dressé par la commission d'enquête. Je passerai enfin en revue les décisions du gouvernement et les mettrai en rapport avec les différentes observations qui ont été émises. Je ne prétends cependant pas répondre ainsi à tous les points qui ont été abordés.

Comme MM. Lallemand et Cerexhe l'ont déclaré avec force, le gouvernement a tenu parole et a respecté les engagements pris par la Chambre: il n'a pas seulement analysé le rapport de la commission d'enquête, mais il en a également tiré des conclusions opérationnelles et ce dans un délai très bref.

Aucune attitude n'étant plus sotte que celle qui consiste à affirmer que l'on a raison sur tout, je reconnais volontiers, en écho à certaines remarques formulées par M. Henrion, par exemple, que tout n'est pas parfait. Bien sûr, nous avons déjà pris des décisions avant la fin des travaux de la commission d'enquête. Cependant, dès le dépôt du rapport, nous avons aussi fait preuve de célérité. Pour des raisons d'intérêt général et de politique, au sens noble du terme, cette rapidité s'imposait d'ailleurs, le débat fondamental devant avoir lieu dans la quinzaine et, à tout le moins, avant les congés. Partant, nous n'avons pas eu la possibilité d'examiner le tout en détail.

Je me tourne notamment vers M. Erdman qui a soulevé le point de la discussion relative au statut du juge d'instruction. A cet égard, M. Henrion a bien voulu reconnaître qu'il était sage de réfléchir. Soyez cependant assuré, monsieur Erdman, que notre attitude n'implique nullement que nous sous-estimions l'importance de ce problème. Bien au contraire, il retient toute notre attention. Seule la rapidité avec laquelle nous avons dû procéder est en cause. Je cite, à titre d'exemple, l'objection de constitutionnalité présentée par M. Henrion sur les désignations à temps déterminé au sein du ministère public notamment. L'étude juridique doit évidemment être effectuée.

Par ailleurs, certains d'entre vous m'ayant interrogé à ce sujet, je rappelle que ces décisions de désignation à temps déterminé prises par le gouvernement, ne permettent à ce dernier que de recourir aux moyens juridiques disponibles pour exécuter sa décision. En l'occurrence, il s'agit d'une loi et, en cas de nécessité impérative, d'une proposition de révision de la Constitution.

Il était, à mon avis, important de présenter, dans les meilleurs délais, un programme concret et substantiel. A l'intention de M. Lallemand, je signale que le rapport et les décisions ne devaient pas constituer une sorte de voile pudique qui vaudrait amnistie pour les faits qui ont donné lieu à la création de la commission d'enquête. Dès lors, il n'est pas question de conclure que: « Nous avons des propositions de structure à présenter mais, que dès lors, nous ne nous occupons plus des enquêtes en cours. »

Aucun doute n'est permis à cet égard, tant dans le chef des parlementaires de la commission d'enquête de la Chambre que dans le chef du gouvernement.

M. Arts pose la question de savoir quand. Cette interrogation est évidemment essentielle et nous sommes tous tentés de la poser en pareilles circonstances. Lorsqu'on annonce des initiatives aux journalistes, ils sont impatients de savoir quand elles seront opérationnelles. Lorsque le gouverneur de la Banque nationale communique au gouvernement des calculs prouvant que si nous emboîtons le pas à *Deutsche Mark*, nous connaissons une baisse du taux d'intérêt, nous souhaitons — et c'est parfaitement compréhensible — savoir quand cette dernière interviendra. Lorsqu'on annonce des mesures en matière de banditisme et de terrorisme, vous nous répondez « quand ? ».

Je voudrais émettre deux remarques.

En premier lieu, le gouvernement élabore — ce sera, sans doute, en discussion vendredi — un calendrier précis de toutes

les décisions à prendre, qu'il s'agisse de circulaires, d'arrêtés royaux, de projets de loi ou de décisions budgétaires.

En deuxième lieu, nombre de points sont en cours d'examen. Ainsi, en ce qui concerne une loi sur la protection de la vie privée, sur les armes ou sur la détention préventive, le processus est déjà bien engagé.

En liaison avec cette réflexion, permettez-moi de vous indiquer, chers collègues parlementaires, que la réalisation de ces objectifs dépendra en grande partie de vous. En effet, l'agenda parlementaire est déjà chargé de nombreux projets de loi. Si je prends comme référence le chapitre de la déclaration gouvernementale qui parle de la protection des droits de l'homme ou de la justice de qualité — c'est la traduction de *hoogstaande*, terme au sujet duquel nos amis néerlandophones ont émis quelques réflexions amusées et amusantes —, je constate que la plupart, sinon tous les projets nécessaires, à l'exception de celui concernant l'interdiction des écoutes, soit sont déposés sur la table du Conseil des ministres, soit ont été envoyés, pour avis, au Conseil d'Etat ou même sont déjà introduits ou votés dans l'une ou l'autre des Chambres législatives.

Ce programme nous entraînera au-delà de la présente législature, déjà largement entamée. Il engagera, dès lors, d'autres gouvernements et d'autres assemblées que les nôtres. Cela plaide pour le sérieux du programme, pour son caractère concret, même si le gouvernement et vous-mêmes ne pouvez avoir la prétention de tout réaliser avant les prochaines élections.

Toujours dans le cadre des réflexions générales, j'ajoute que nos décisions vont dans le sens des conclusions du rapport de la commission. Il est clair que, sur certains points, nous divergeons d'avis avec ledit rapport. Je pense, par exemple, au rôle des commissaires d'arrondissement. A cet égard, je n'ai entendu aucun sénateur défendre techniquement cette proposition que le gouvernement n'estime pas opportune.

Par contre, 90 p.c., voire 95 p.c. des décisions que nous présentons vont dans le sens souhaité par la commission d'enquête. Ce sont très souvent, ainsi que M. Cerexhe l'a indiqué, des réformes en profondeur.

Par ailleurs, ainsi que je l'ai fait, en réponse à l'interpellation de M. Henrion, je désire m'écarter de tout jugement général démotivant. A force de ne parler que de certains policiers ou magistrats qui ont commis des erreurs ou de fonctionnaires qui se sont rendus coupables de certaines fautes, on pourrait donner l'impression, tout à fait erronée, que tous les participants au système, tous les collaborateurs de la justice, en Belgique, doivent faire l'objet d'un jugement négatif. Rien n'est plus faux.

En cette matière, comme dans d'autres, l'adage selon lequel « il n'y a pas de fumée sans feu » est extrêmement destructeur. Les rumeurs, qui ont aujourd'hui droit de cité, sont tout aussi destructrices. Ce concept est également valable en économie. J'ai vécu de très près l'évolution de Cockerill-Sambre. En ce domaine aussi, l'arbre qui tombe fait beaucoup plus de bruit que la forêt qui pousse. Cinq cent mille boeings qui atterrissent parfaitement ne frappent ni nos imaginations, ni nos intelligences, ni l'opinion publique et n'obtiennent jamais autant de retentissement qu'un seul avion qui s'écrase.

Il faut donc se garder d'émettre tout jugement général.

Si notre système judiciaire et ceux qui y collaborent — comme les parlementaires et les membres de l'Exécutif — doivent collectivement améliorer de nombreuses choses, il ne faut pas pour autant conclure, loin de là, que tous seraient coupables des agissements mis en exergue dans les conclusions de la commission d'enquête.

Nous avons de bons magistrats, de bons policiers. Même si le rapport de la commission d'enquête constate certains manquements, il ne faut pas pour autant conclure que le système est mauvais, de même que tous ceux qui y travaillent. Nous ne souhaiterions d'ailleurs pas que l'on tire semblables conclusions à propos du Parlement.

Comme l'a dit M. Lallemand, outre les décisions précises déjà prises par le gouvernement et un programme lourd, existe la preuve d'un processus de prise de conscience pouvant entraîner un autre danger, celui de retomber en léthargie.

Après ce débat à la Chambre et au Sénat, après les litiges de la presse, après le maintien de la justice dans l'actualité, on risque de retomber dans une certaine monotonie, d'autres problèmes étant susceptibles d'accaparer l'attention.

Tous ensemble, nous devons faire en sorte — le ministre de la Justice en aura sans doute la tentation plus que les autres, de même que les membres de la commission de la Justice du Sénat davantage que les autres sénateurs — que la justice reste au premier plan de nos préoccupations et de l'actualité.

Cela me paraît nécessaire sur le plan budgétaire, sur le plan de la législation ainsi que sur le plan de la motivation des magistrats et des policiers.

MM. Lallemand, Arts et Erdman ont déclaré qu'après la question « quand? », viendrait la question « combien? ».

Il est évident, et il faut laisser au moins ce crédit au gouvernement, qu'il n'a pas pris une décision aussi concrète que celle, par exemple, de la création d'un Institut de criminalistique pour dire ensuite qu'il ne faut y consacrer aucun moyen financier.

Dans la décision du gouvernement figure, en premier lieu, la reconnaissance que les augmentations de crédits seront indispensables; en deuxième lieu, qu'il ne faut pas appliquer la politique de l'autruche en décrétant que les problèmes des finances publiques n'existeraient plus et enfin que, par priorité, les crédits supplémentaires seraient financés par des réductions d'autres dépenses qui seraient moins prioritaires, soit à l'intérieur des fonctions d'autorité, soit en dehors de celles-ci.

J'ajoute, en guise de conclusion sur les considérations générales, que les maîtres mots de nos décisions sont la transparence et le contrôle, la transparence étant déjà, à elle seule, un excellent moyen de contrôle. Nous avons par ailleurs voulu établir un équilibre entre, d'une part, l'efficacité de l'appareil judiciaire et policier et, d'autre part, la protection du citoyen et les nécessaires garanties démocratiques qui doivent lui être assurées.

En résumé, opération d'envergure et prise de conscience sur la base d'un calendrier précis. En l'occurrence, je compte également sur vous. Nous devons aussi être bien conscients que cette opération ne sera pas gratuite.

La deuxième partie de mon intervention se rapporte aux moyens qui seront utilisés pour prouver qu'il n'y a pas, à l'arrière-plan des décisions, une quelconque amnistie à l'égard des faits qui ont coûté la vie à vingt-huit personnes et qui ont donné lieu à la création de la commission d'enquête.

Je puis vous affirmer que tous les moyens nécessaires resteront à la disposition des autorités judiciaires dans l'enquête dite du Brabant wallon. Tous les agents ayant eu, au sein de la gendarmerie, des relations avec l'extrême droite ou avec d'autres mouvements, relations incompatibles avec la qualité d'officier de police judiciaire ou de membre des forces de l'ordre, seront éliminés. Plusieurs ont d'ailleurs déjà été exclus. S'il doit y en avoir d'autres, des mesures identiques seront prises.

Enfin, le gouvernement a rouvert dans chacune des administrations concernées, les dossiers relatifs aux personnes qui auraient été injustement punies à l'occasion de ces enquêtes, soit par des mutations d'office, soit par d'autres sanctions injustifiées.

Pour tous les dossiers particuliers auxquels vous songeriez et suivant la suggestion de plusieurs d'entre vous, j'observerai une stricte discipline de justice sereine.

Nous ne devons céder ni à la tentation de réclamer du sang ni à celle de vouloir faire tomber des têtes. Ce serait évidemment beaucoup plus spectaculaire qu'un austère projet de loi sur la coordination des polices, mais nous devons essayer, ensemble, de résister à une tentation que nous avons précisément reprochée à d'autres, à l'intérieur ou non des services de police. Nous ne devons pas poser de jugements *a priori* ni condamner pour le plaisir. En ce domaine comme dans d'autres, nous devons donner l'exemple de ce que nous voudrions que notre système tout entier accomplisse dans le pays.

Enfin j'ai, comme vous le savez, décidé la réouverture du dossier Latinus, c'est-à-dire, en fait, de multiples autres dossiers, qui lui sont nécessairement connexes.

En ce qui concerne les forces de police, M. Tobback répondra tout à l'heure. Je voudrais, d'ores et déjà, vous prier de bien vouloir l'excuser s'il n'arrive pas juste après mon intervention. Il répond actuellement à une interpellation à la Chambre. La coordination entre les ministres et les Chambres peut — vous pouvez le constater — parfois s'avérer aussi difficile qu'entre les forces de police! (*Sourires.*)

M. Tobback vous répondra non seulement sur ce qui relève de ses compétences propres, mais aussi à certaines questions particulières qui lui ont été directement posées. Je voudrais cependant rappeler quels sont nos maîtres mots en la matière.

Il faut se rappeler d'abord que chaque chapitre de la décision gouvernementale présente la synthèse des décisions déjà prises et déjà exécutées. Je pense notamment aux circulaires sur les pratiques policières particulières au sujet desquelles nous avons entamé le débat en commission de la Justice, débat que nous terminerons avant les vacances. Je pense également à la circulaire sur le contrôle des fonds spéciaux, la désignation du magistrat national et d'un commissaire en chef de la vingt-troisième brigade. Une circulaire a aussi été consacrée à la centralisation de la documentation de la police judiciaire et de la gendarmerie pour ce qui regarde les indicateurs en matière de criminalité grave, et à la mise sur pied d'un registre central des armes, accessible à tous les services de police. Ces mesures renforcent la coordination réelle sur le terrain.

En outre, vous n'ignorez pas que j'ai pris, en septembre dernier, la décision d'imposer une formation initiale à tous les nouveaux membres de la police judiciaire. En effet, jusqu'en septembre 1989, on devenait membre de la police judiciaire après avoir réussi l'examen, mais sans recevoir d'emblée une quelconque ombre de formation initiale avant l'entrée en service.

Je profiterai de cette occasion pour déjà répondre à la question de M. Desmedt concernant la nomination du magistrat national. Il voulait savoir si pour ce faire, une intervention législative n'était pas nécessaire. J'ai pensé hier, après le débat, qu'il pourrait relire, dans le rapport de la commission d'enquête de la Chambre, le détail de ce que j'ai déclaré sur la notion de magistrat national. J'avais proposé à cette commission de me suggérer sa préférence quant à trois options différentes. La première est une option minimaliste qui ne suppose aucune modification de la loi. La deuxième est une option intermédiaire avec modification de la loi pour le ministère public. La troisième est une option extrême qui aurait aussi impliqué une modification de la loi pour les juges d'instruction, par la création d'une sorte de juge d'instruction national. En fait, la Chambre ne m'a pas répondu. Le rapport de la commission d'enquête n'indique pas à quelle solution celle-ci donne la préférence. Je me limiterai donc aujourd'hui à ce que j'ai appelé la thèse minimale qui consiste à travailler avec les instruments dont nous disposons.

Dans l'état actuel de la situation, pour ce qui est du magistrat national, nous n'avons pas besoin, monsieur Desmedt, de modifications législatives.

Tout d'abord, ce magistrat est délégué dans un parquet général pour l'« enlever » à la tutelle directe d'un procureur du Roi d'un des vingt-sept arrondissements, puisqu'il doit avoir une compétence sur l'ensemble du territoire. Ensuite, nous ne lui confions que des tâches de coordination, sous la direction du collège des procureurs généraux, ce qui signifie qu'il dépend des décisions unanimes de ces procureurs généraux puisque ce collège n'existe pas en droit.

Depuis deux ans, j'essaie que ce collège s'impose en fait — toutes mes circulaires en sont la preuve — de façon à ce que nous ayons, en Belgique, une politique criminelle et non plusieurs. Le magistrat national est donc chargé de la coordination entre les différents parquets, notamment dans les affaires les plus délicates de pratiques particulières ou de contrôle des fonds spéciaux, sous la direction directe des procureurs généraux.

Il faut, à mon sens, laisser le système fonctionner tel quel sur le terrain pour en mesurer les avantages et les inconvénients avant de se lancer dans une législation à ce sujet. Si des législations sont nécessaires pour l'améliorer, je suis prêt à entamer

cette action et j'ai d'ores et déjà certains projets dans mes cartons.

Une exception toutefois qui vous sera soumise avant les vacances: il s'agit de créer au sein du parquet général de Bruxelles deux postes supplémentaires de substituts du procureur général ou d'avocats généraux, qui seront réservés à ce ou ces deux magistrats nationaux. En effet, dans les cadres actuels, il s'agit d'un magistrat qui «ne sert plus à rien pour le procureur du Roi de Bruxelles» puisqu'il fait de la coordination sur l'ensemble du territoire. Cela signifie que le procureur du Roi dispose d'une unité en moins. Si, demain, ce magistrat était nommé au parquet général, cela ferait une unité de moins pour le procureur général de Bruxelles et son parquet général. Il faut donc que nous neutralisions, sur le plan du parquet général de Bruxelles — ou du parquet du procureur du Roi de Bruxelles —, le fait que des missions spéciales sont confiées à un ou deux de leurs magistrats à compétence nationale de coordination.

Dès lors, dans le projet d'extension des cadres qui vous parviendra — ce projet est actuellement examiné à la Chambre —, le parquet général de Bruxelles comptera deux postes supplémentaires qui sont justifiés par la raison de ne pas faire «payer» à Bruxelles uniquement le fait que l'on confie à un ou deux magistrats des compétences qui s'étendent sur l'ensemble du territoire.

Pourquoi Bruxelles? Au départ, j'avais songé à une formule à la fois plus symbolique et plus originale, à savoir placer le magistrat national au sein du parquet général du doyen des procureurs généraux. En l'occurrence, aujourd'hui, c'eût été à Liège. Je pense que c'était une meilleure solution. Toutefois, en raison des impératifs linguistiques de notre législation, une personne, même parfaitement multilingue et qui réussirait tous les examens imaginables, ne pourrait être désignée à Liège, si elle appartient au rôle linguistique néerlandophone, ou, inversement, ne pourrait être nommée à Gand si elle appartient au rôle linguistique francophone.

Quel que soit le doyen du collège des procureurs généraux, ce n'est donc qu'à Bruxelles que nous pouvons législativement, en matière de cadre, installer le magistrat national. Telle est la seule raison du choix de Bruxelles.

Pour conclure sur cette question, on peut renforcer demain, par une loi, le rôle de ce magistrat national. Ce serait également nécessaire si l'on voulait institutionnaliser le collège des procureurs généraux. Ce serait certainement nécessaire si l'on voulait donner à ce magistrat national des tâches de réquisition, ce qui n'est pas le cas, puisque les procureurs du Roi gardent toutes leurs compétences. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui. Il est préférable d'observer sur le terrain les résultats de la première étape, qui ne nécessite pas de loi, à l'exception de cette modification des cadres qui vous sera présentée encore avant les vacances.

Cela dit, j'invite les collègues à réfléchir avec moi, au sein de la commission de la Justice, à l'extension de la réforme entreprise aux deux phases dont je parlais tout à l'heure, la phase médiane et la phase extrême, qui voudraient que, par loi, on aille plus loin dans la notion de magistrat national, quitte à créer une notion de juge d'instruction national auprès duquel pourraient être rassemblées toutes les enquêtes connexes en certaines matières. Ce système a été mis en place notamment en France et en Italie où toutes les affaires de terrorisme ou de mafia sont confiées à un seul juge d'instruction compétent pour l'ensemble du territoire. Il présente toutefois des inconvénients, à commencer par le fait que ce juge d'instruction devient une cible rêvée pour les adversaires qu'il est chargé de combattre. Le passage à une phase ultérieure de la notion de magistrat national demande donc une réflexion de fond.

Pour ce qui est des polices, en dehors de ce qui a déjà été décidé et que je viens de vous résumer, je citerai trois mots magiques dont les initiales en français donnent CCC...

Contrôle, coordination, carrière. J'estime qu'une bonne part des questions posées par la commission d'enquête seront résolues lorsque des progrès auront été réalisés dans ces trois domaines.

Je ne compte pas détailler la question du contrôle. Vous avez marqué un accord de principe général — le projet de loi vous

sera évidemment soumis — sur la nécessité d'organiser un contrôle externe de nos services de police.

Mijnheer Arts, dit ontwerp moet nog door de regering beslist worden vóór de vakantie.

Au-delà du contrôle externe des services de police et des services de renseignement, et toujours en matière de contrôle, nous avons prévu une forme de contrôle automatique, qui est la désignation à temps déterminé. M. Henrion a longuement parlé de cette question.

Nous nous sommes inspirés, monsieur Henrion, de ce qui existe dans les pays qui nous entourent où pour de très hautes fonctions au sommet de l'administration, des postes de confiance vis-à-vis du pouvoir exécutif, soit les nominations se font à temps déterminé, soit le pouvoir exécutif a le même pouvoir vis-à-vis d'eux que vis-à-vis d'un agent de cabinet, c'est-à-dire qu'il peut librement déplacer le titulaire de ce type de fonction qui convenait à un moment donné mais ne convient plus à un autre.

A l'égard des magistrats, le problème est beaucoup plus délicat. Il n'est, en effet, pas question d'agir de la même manière pour les magistrats du siège en raison du principe absolu de la séparation des pouvoirs.

Pour les procureurs généraux, nous avons indiqué notre volonté d'instaurer un système de nomination à terme de dix ans.

Il subsiste deux questions, monsieur Henrion, dont je ne sous-estime pas l'importance. La première est celle de la constitutionnalité que vous avez posée et qui doit être étudiée. Si un problème constitutionnel se pose, cela n'ôte rien à l'éventuelle qualité ou opportunité intrinsèque de notre décision, mais cela demandera une norme de degré supérieur.

Le deuxième point est celui de l'opportunité même de la mesure par rapport à l'indépendance qui doit être celle des magistrats du ministère public. Ce problème se pose d'une autre manière vis-à-vis des hauts fonctionnaires auxquels cette mesure serait appliquée. Et j'en viens au fameux paragraphe qui ne règle pas tous les problèmes et qui stipule que, pour toutes les personnes qui feraient l'objet d'une nomination à temps déterminé, il faut pouvoir leur offrir, à l'expiration du terme, des responsabilités de niveau équivalent ou supérieur.

Cela implique, monsieur Henrion, qu'au-delà même de la question de principe, nous avons intérêt à n'envisager qu'une mise en application progressive et non rétroactive de cette disposition, de manière à ne pas être confrontés, au début de l'application de la loi, avec la situation de dix, quinze ou vingt personnes qui n'auraient pas démerité, mais qui auraient terminé un terme et devraient se voir confier des missions identiques ou supérieures dans un autre poste.

Pour les hauts fonctionnaires, nous avons prévu un mandat renouvelable de cinq ans parce que l'indépendance ne se pose pas du tout dans les mêmes termes que pour les magistrats. Pour les magistrats du ministère public, les procureurs généraux, c'est-à-dire cinq personnes au maximum, nous avons prévu qu'il s'agirait d'un terme de dix ans non renouvelable. Nous avons choisi cette formule pour éviter qu'un procureur général ne détermine sa politique en fonction d'un éventuel renouvellement. Son indépendance est ainsi préservée pendant dix ans et il n'est pas question de dire qu'avec une bonne politique criminelle, il aura dix ans de plus, et qu'avec une mauvaise politique, aux yeux du gouvernement, son mandat ne sera jamais renouvelé.

Enfin, en matière d'opportunité, vous avez demandé s'il y avait des raisons pour que quelqu'un qui a été substitut, qui a eu un avis favorable pour devenir premier substitut, puis substitut du procureur général, puis avocat général et enfin procureur général, puisse s'entendre dire, après dix ans d'exercice de cette fonction, qu'il doit être mis fin à sa carrière. Vous estimez que, s'il a convenu pour cinq nominations, il doit convenir pour la sixième.

Il faut, en cette matière, faire une distinction. La première différence est que la fonction de procureur général se situe au sommet de la hiérarchie opérationnelle du ministère public. Il n'y a donc pratiquement plus de contrôle interne et hiérarchique. La deuxième réside dans le fait que si quelqu'un méritait d'être

nommé procureur général à 40 ans — exemple que vous avez évoqué mais qui n'est pas d'actualité aujourd'hui —, il peut y avoir un inconvénient à le nommer aujourd'hui puisqu'il devrait nécessairement rester vingt-sept ans en fonction.

On peut raisonnablement se poser la question de savoir si l'on peut être un « numéro un » dans des postes aussi sensibles et de haut niveau pendant tant d'années, sans qu'aucun contrôle interne ne soit exercé, d'autant que nous savons que cette fonction est de plus en plus stressante et que garder l'enthousiasme, la volonté et la motivation pendant tant d'années doit être difficile. Certains peuvent y arriver, c'est évident, mais nous nous trouvons dans un système où celui qui est fatigué après dix ans doit nécessairement être laissé à son poste dix-sept années supplémentaires. Cet obstacle du quart de siècle, qui existe également dans l'administration, aboutit, monsieur Henrion, à ce que l'on ne nomme pratiquement jamais à des postes de procureurs généraux des gens plus jeunes qui pourraient très bien remplir les fonctions au moment de leur nomination.

Nous avons pensé que s'il fallait donner la chance à chacun, à n'importe quel moment de la carrière, cela devait être fait à temps déterminé. Il est évident que pour quelqu'un qui pose sa candidature à cinquante-sept ans, comme cela arrive souvent à l'heure actuelle, cela ne pose pas de problèmes. Par contre, des nominations de personnes plus jeunes peuvent en poser. Je vous confirme ce que je vous ai dit hier, à savoir que le plus jeune de nos cinq procureurs généraux a cinquante-deux ans; le procureur général de Gand qui a prêté serment hier en a cinquante-neuf.

En résumé, je dirai que la réflexion s'impose d'abord sur la question de la constitutionnalité.

En second lieu, nous devons nous montrer inventifs sur la suite de la carrière de ces personnes. En effet, le terme de dix ans n'est pas compris comme une sanction — au contraire —, mais nous ne voulons pas faire dépendre d'un renouvellement l'exercice d'une fonction de procureur général.

Enfin, nous voulons que chacun ait sa chance sans que la société, par la grande protection des fonctions, ne soit victime du fait qu'elle devrait garder des personnes à des postes de responsabilité, extrêmement sensibles, pendant une durée trop longue, d'ailleurs inhabituelle dans toutes nos traditions, durée qu'il deviendra probablement de plus en plus difficile de tenir en raison du caractère toujours plus stressant de ces fonctions.

M. Erdman a estimé qu'un terme minimum doit être instauré. C'est une excellente idée que je partage. Cela ne figure pas dans la communication du gouvernement, mais il me semble que pour un procureur général, un terme de sept ans minimum pourrait être opportun, dans la mesure où l'on ne peut développer une véritable politique dans un ressort de cour d'appel qu'avec une durée minimum de fonctions. Ce problème existe d'ailleurs pour les premiers présidents de cour d'appel. Le principe est que les nominations n'étant pas faites par le pouvoir politique, elles sont bonnes...

Toutefois les premiers présidents disent eux-mêmes qu'il n'est pas sain, dans notre société complexe, que des postes aussi importants soient occupés pour une durée trop courte. Je pense que, pour des fonctions de caractère exécutif ou de ministère public, il faudrait également prévoir un terme minimum, sans lequel il n'est pas possible de développer une véritable politique. Ceci concerne donc le contrôle automatique ou externe.

J'en viens à présent à la coordination des polices. Dans ce domaine, nous proposons une autorité informatique commune et la centralisation de certains chapitres de la documentation criminelle. En effet, il y a à la PJ et à la gendarmerie une vingtaine de chapitres qui existent des deux côtés. Ils sont parfois plus complets d'un côté que de l'autre, certes, mais cela ajoute à la nécessité d'une centralisation.

Nous avons commencé par l'imposer dans le domaine de la criminalité grave pour les informations données par les indicateurs.

En ce qui concerne la concertation des polices au niveau local, je tiens à donner deux précisions. En effet, des questions ont été posées à ce sujet. La concertation aura lieu au niveau des arrondissements pour ce qui concerne le judiciaire sous la prési-

dence du procureur du Roi, avec les différents services de police et dans chaque arrondissement.

La concertation dite pentagonale, c'est-à-dire entre les autorités administratives et les autorités judiciaires, doit avoir lieu, selon la décision du gouvernement, au niveau local. Cela ne signifie pas au niveau communal ni au niveau de l'arrondissement. En fait, en fonction des situations concrètes, nous devons envisager l'aire géographique ou administrative la meilleure dans laquelle cette concertation pentagonale doit être organisée. La règle ne doit pas être identique pour tout le territoire. On conçoit bien que, pour la seule commune d'Anvers, une concertation pentagonale soit organisée. Je le dis à dessein parce qu'elle existe. On m'a posé la question de savoir qui va la diriger. Les Anversois, très pragmatiques, ne se sont pas posés cette question. Ils ne vont pas établir de statuts ni discuter pendant trois ans pour savoir s'il convient d'accorder la présence au procureur général ou au gouverneur. Ils s'arrangent ensemble, à la demande de l'un ou de l'autre, et le système fonctionne bien. Le gouverneur et le procureur général, administratif et judiciaire, s'entendent à merveille pour réaliser cette coordination.

Je préconise donc qu'on la pratique sur le terrain là où elle est possible entre des hommes qui s'entendent, avant de se poser la question théorique de savoir qui la présidera. Les matières administratives et judiciaires doivent trouver un terrain où les problèmes communs sont traités. C'est en travaillant ensemble qu'on parvient à éviter les problèmes finalement assez théoriques ou qui ne se posent qu'au moment où l'on établit les statuts, c'est-à-dire au moment où l'on n'a pas encore travaillé ensemble. A mon avis, ce sont des problèmes de moindre importance.

Ce système fonctionne dans certaines régions du territoire. Il peut être adapté selon les zones. Ce qui est pratiqué dans une ville comme Anvers ne doit pas l'être à Profondeville. La situation est différente. Il faut réunir certaines aires géographiques en fonction des problèmes criminels spécifiques.

Carrière, en troisième lieu. Nous devons être attentifs, si nous voulons coordonner les polices, à une harmonisation des compétences judiciaires de chaque police. Il n'est pas normal que les compétences des officiers de police judiciaire soient différentes à la gendarmerie, à la PJ, à la police communale, ni que les allocations de nuit soient différentes, selon que le service est presté à la gendarmerie ou à la police judiciaire. Une harmonisation est donc nécessaire.

Pourquoi garder plusieurs polices? Pourquoi pas une seule police pour éviter la guerre des polices? Cette solution immédiate, automatique, serait bien plus simple au fond. Mais chaque formule comporte des avantages et des inconvénients. Vous connaissez les inconvénients de n'avoir qu'une seule police sous la coupe d'un seul ministre, même si cette formule a l'avantage de supprimer la guerre interne. Mais ce n'est pas le seul argument dont il faille tenir compte. Pour des raisons d'équilibre démocratique, nous devons maintenir plusieurs corps de police. Je suppose que les municipalistes ici présents ne me contrediront pas en ce qui concerne la police communale.

Quelle est ma position comme ministre de la Justice face aux deux thèses en présence? D'un côté, la gendarmerie qui dépendrait du ministre de l'Intérieur et, de l'autre, la fusion de la PJ et des BSR. Peu importe, dirais-je, pour autant que le contrôle du ministre de la Justice et des autorités judiciaires soit renforcé sur les missions judiciaires. Ce qui ne va pas aujourd'hui entre la gendarmerie et le judiciaire, c'est que le contrôle du « client », si je puis ainsi m'exprimer, c'est-à-dire des autorités judiciaires, n'est pas exercé par elle, mais par la hiérarchie de la gendarmerie.

Je comprends fort bien cette situation difficile, ayant été longtemps ministre régional et ayant eu à ma disposition des fonctionnaires nationaux auxquels je confiais des missions, mais à qui je n'avais rien à dire en termes de promotion ou de discipline.

Le fait que la procédure disciplinaire était exercée par un ministre national, alors que le « client » était régional, était illogique. Cette situation était transitoire. Or, aujourd'hui, elle

est quasi permanente entre la gendarmerie et les autorités judiciaires.

Mon but était donc d'obtenir un contrôle judiciaire sur les missions judiciaires ou un contrôle disciplinaire du ministre de la Justice sur les agents — quels qu'ils soient et à quelque corps de police qu'ils appartiennent — lorsqu'ils exécutent des missions de police judiciaire.

La première option choisie par le gouvernement consiste donc à ne pas fusionner BSR et PJ et à laisser la BSR à la gendarmerie afin que cette dernière reste le corps de police national compétent pour toutes les fonctions. En même temps, nous avons repris l'idée de cogestion avec le ministre de l'Intérieur; le contrôle du ministre de la Justice est donc possible au niveau des missions judiciaires de la gendarmerie et devient même la norme pour ces missions de police judiciaire.

Je viens d'évoquer l'organisation des polices, leur contrôle, leur coordination et, si je puis dire, leur « carrière ». A ce sujet, je signale que nous avons décidé une modification fondamentale de l'organisation de la police judiciaire qui, dorénavant, sera organisée et gérée par le ministère. Les parquets seront donc déchargés de toute une série de tâches de fonctionnement, de budgets et d'organisation qui relèvent plus des charges d'un ministère. Eventuellement, la création d'une inspection générale de la PJ pourrait organiser le contrôle interne, comme l'inspection générale de la gendarmerie le fait actuellement au sein de ce corps.

De heer Erdman handelde over de Staatsveiligheid. Wij stellen vier maatregelen voor: ten eerste, externe controle op de inlichtingendiensten, ten tweede, tijdelijke aanstelling van de verantwoordelijken voor de Staatsveiligheid; ten derde, een wet op de opdrachten van de Staatsveiligheid; ten vierde, medebeheer van de minister van Binnenlandse Zaken. Hij is bevoegd voor de handhaving van de openbare orde, en het is dus normaal dat hij daarover aan de Staatsveiligheid instructies kan geven.

Le deuxième chapitre traite de la police scientifique. Je ne reprendrai pas l'ensemble du contenu de la décision du gouvernement et répondrai simplement à M. Henrion qui constate que nous créons beaucoup de nouvelles structures. Il est évident qu'un gouvernement éprouve toujours une certaine fierté à annoncer une création. En ce qui concerne l'Institut de criminalistique, dont le gouvernement a décidé la création, je rappelle que le terrain sur lequel cet institut devait être construit a été acheté par l'Etat en 1976. J'ai contrôlé et ai pu constater que, depuis cette date, aucun de mes prédécesseurs n'avait été invité à poser la première pierre de cet institut. Je suis même allé voir sur place pour une ultime vérification. Bien plus, aujourd'hui, on pense retirer de cette propriété immobilière un meilleur rapport qu'en y construisant un bâtiment de l'Etat.

Je rappelle qu'en quatorze ans, les choses n'ont guère évolué. Le dossier de l'Institut de criminalistique contient même une lettre de M. Olivier, ministre des Travaux publics de l'époque, datée de 1986 et qui apporte à M. Gol la promesse de la livraison, clé sur porte, à la fin de l'année 1989, de l'Institut de criminalistique.

M. Gol avait donc reçu une promesse dont la réalisation était fixée après la législature en cours. J'avais donc repris cette promesse à mon compte et je constate qu'elle n'est pas tenue.

Vous admettez avec moi, monsieur Henrion, que bien des décisions de création ne sont que des confirmations sur lesquelles nous étions tombés d'accord et qui n'ont pas été exécutées. Je le rappelle: la léthargie est le danger le plus grave qui nous guette. Après quelques accès de bonne volonté, engendrés par quelques « piqures » excitantes ou dopantes, nous devons veiller à ne pas retomber dans le sommeil, non pas du juste en l'occurrence, bien au contraire.

Je passe sur le chapitre des droits de l'homme et de la justice de qualité, dans la mesure où la balle est actuellement dans le camp des parlementaires. En effet, la plupart des projets sont déposés ou vont pouvoir être soumis au Parlement. La discussion des projets, sur le « blanchiment » et sur la détention préventive est déjà bien avancée; le projet de loi sur les armes est déjà voté à la Chambre; le projet sur la vie privée se trouve au Conseil

d'Etat, de même que celui sur l'arriéré judiciaire; le projet sur la profession de détective privé est prêt au cabinet du ministre de l'Intérieur; la loi sur les entreprises de gardiennage est votée. Reste le projet sur l'interdiction des écoutes et l'exception qui devrait pouvoir être organisée pour les crimes sérieux, avec les procédures et les garanties spéciales en matière de légalité que cela implique.

Les Belges se révèlent souvent des idéalistes. Certains estiment que l'accord de Schengen est une atteinte à la vie privée. Ceux qui disent cela en juin 1990, oublient que nous sommes le seul pays concerné par les accords de Schengen à n'avoir aucune législation en la matière. Faut-il dès lors critiquer Schengen ou la Belgique?

J'adhère au contenu de l'accord de Schengen, d'ailleurs signé par la Belgique, et que j'ai, en grande partie, négocié car cet accord va nous pousser à adopter un certain nombre de législation déjà d'application dans les autres pays européens alors que souvent nous étions les premiers à avoir un projet dont d'ailleurs les autres se sont inspirés.

La Suède, qui nous fait aujourd'hui la leçon en matière de protection de la vie privée, a repris l'essentiel du projet Vanderpoorten déposé si je ne m'abuse en 1975. Nous, qui sommes si souvent inspirés des meilleures idées et intentions, n'avons pas adopté cette loi sous prétexte que nous la trouvions imparfaite. En attendant, c'est le vide. A force de vouloir le meilleur, on en arrive à garder le pire.

Le dernier point que j'évoquerai concerne les réformes fondamentales de caractère général, qu'il s'agisse de la politique criminelle ou du statut du juge d'instruction.

Je reviens à cet égard aux interventions de MM. Lallemand, Henrion, Arts et Erdman.

D'abord, il n'a jamais été question pour le gouvernement de remettre en cause le principe de la séparation des pouvoirs. Cette séparation est totale même si M. Velu, cité par M. Lallemand, a indiqué que celle-ci était relative. Lorsque des conflits ont surgi entre la commission d'enquête et les parquets généraux, j'ai indiqué que la séparation des pouvoirs ne pouvait être comprise et appliquée de manière ridicule. Dire que nous, parlementaires, ministres, magistrats du siège ou du ministère public, ne serions pas assez raisonnables pour ne même pas nous parler sur des sujets d'ordre et d'intérêt généraux, est une conception erronée.

Ainsi, je ne crois pas violer la séparation des pouvoirs en saluant un magistrat en rue. Cette anecdote n'est pas aussi incongrue qu'il y paraît. Cette crainte de manquer à la séparation des pouvoirs était tellement poussée à l'extrême que, lorsqu'un ministre de la Justice était invité par le pouvoir judiciaire à l'installation d'un premier président de cour d'appel, il était absolument déplacé qu'il accepte cette invitation.

En juin 1988, ministre de la Justice depuis trois semaines, je n'étais pas au courant de toutes les traditions. Je savais une chose depuis mon enfance: lorsque j'étais invité, c'est que ma présence était souhaitée. En fait, en fonction de la séparation des pouvoirs, j'aurais dû comprendre qu'il valait mieux m'abstenir.

Pour moi, tout cela n'a aucun sens et, par principe, chaque fois que je suis invité à l'une de ces manifestations, je m'y rends. Je pense, en effet, que la séparation des pouvoirs n'empêche pas la collaboration. L'expérience a en effet démontré, au contraire, qu'elle pouvait avoir de bons résultats avec parfois quelques frictions il est vrai à l'occasion des travaux de la commission d'enquête.

Aujourd'hui, les premiers présidents des cours d'appel demandent à me voir, afin de m'expliquer les situations désastreuses en matière de bâtiments, les difficultés d'organisation d'audience, les causes de l'arriéré judiciaire — c'est en effet à eux qu'il appartient de gérer les tribunaux ou les cours. J'y vais à chaque fois car il est du devoir du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire de parler de leurs responsabilités communes ou connexes. Nous devons nous accorder une confiance minimum et ne pas croire que l'on va profiter de ces occasions pour violer la séparation des pouvoirs. Elle est totale, et chacun en est responsable mais nous devons prendre ensemble les décisions relatives aux projets communs et le judiciaire doit pouvoir être

en mesure de dire à l'exécutif ce qu'il attend de lui, ne fût-ce qu'en matière de moyens matériels.

La décision du gouvernement souligne la nécessité d'une politique criminelle et M. Lallemand a dit hier qu'il s'agissait d'une innovation, ce qui est exact, mais dans une certaine mesure seulement.

En effet, des réunions sont organisées régulièrement entre les procureurs généraux et le ministre de la Justice. Au cours de celles-ci, nous prenons des décisions de politique criminelle, sur les pratiques policières, sur la priorité à accorder à telle ou telle infraction, et nous réfléchissons ensemble aux raisons pour lesquelles certains dossiers sont classés plutôt que d'autres. S'agit-il d'un manque de moyens matériels, d'inadaptation de la législation, de difficultés sur le terrain ou d'une impossibilité pour le parquet de contrôler les services de police?

A Beernem, les automobilistes doivent savoir que sur un après-midi, trois mille procès-verbaux sont dressés par les *multa-novas* de notre gendarmerie.

S'il est aisé de constater électroniquement les excès de vitesse, il est très difficile de traiter manuellement les trois mille procès-verbaux qui rentrent au parquet le soir.

Le seul espoir des contrevenants aux limitations de vitesse pourrait résider dans le fait que le nombre élevé de procès-verbaux empêche leur traitement. Il convient donc que les moyens nécessaires à la répression et au constat des infractions soient équivalents.

Il a beaucoup été question — M. Henrion en a parlé hier — du fait que le ministre de la Justice en arrive à demander le contrôle du classement des infractions. Cette décision a été prise conjointement par le ministère public et le ministre de la Justice, afin de mieux examiner et de mieux nous informer sur la politique criminelle sur un plan général. Je ne demande pas, et le procureur général non plus, quelles sont les raisons d'opportunité empêchant la poursuite dans un cas particulier mais, d'une façon générale, il est intéressant de savoir que la loi sur le bingo par exemple n'a fait l'objet, en quinze ans, que de trois poursuites. Pour quelles raisons? Nous dépassons alors l'opportunité du classement individuel.

La législation serait-elle trop difficile à appliquer? Ne disposons-nous pas de moyens suffisants ou bien ce problème n'a-t-il pas été considéré comme prioritaire alors que ces pratiques causent des dommages incommensurables dans beaucoup de familles?

C'est cela, le débat sur la politique criminelle et sur les classements. C'est ce dont nous parlons. Toujours sur le plan général et je reviendrai tout à l'heure sur les problèmes d'injonction. Il ne faut pas non plus être effrayé par ce qui paraît normal, tant au niveau du ministère public qu'à celui du ministre de la Justice. C'est la raison pour laquelle — premier point concret pour améliorer la politique criminelle — nous avons décidé la création, au sein du ministère de la Justice, d'un service de politique criminelle.

De heer Arts heeft gevraagd of ik hiervoor geen goede ambtenaren heb op het ministerie van Justitie. Ik heb wel goede ambtenaren, maar zij hebben andere dingen te doen. Er zijn al te weinig ambtenaren om het wetgevend werk voor te bereiden. Wij kunnen op het ogenblik door een tekort aan ambtenaren zelfs onze controletaak niet uitvoeren op het geheel van het wetgevend werk. Er is dus geen gebrek aan vertrouwen in onze ambtenaren. Ik zou enkel meer ambtenaren moeten hebben van hetzelfde niveau en met dezelfde vorming om mij en de procureurs-generaal bij te staan in het uitwerken en uitvoeren van een goed algemeen crimineel beleid. De dienst voor een crimineel beleid zal inlichtingen moeten inzamelen en die gegevens wetenschappelijk analyseren. Ik kan nu nog niet precies zeggen hoeveel ambtenaren hiervoor nodig zijn. Ik weet ook wel dat meer ambtenaren bijkomende uitgaven vergen, maar toch hebben we ze nodig, om een goede kijk te kunnen krijgen op de situatie in het land.

Vervolgens is er het statuut van het openbaar ministerie. De heer Arts heeft gezegd dat hij gelukkig is met mijn standpunt ter zake.

M. Cerexhe a indiqué qu'il était parfaitement d'accord sur la conception qui a été développée. C'est sur cette base que je voudrais répondre à M. Henrion et, en partie, à M. Lallemand. Je me permettrai de vous présenter à nouveau, mais en résumé — c'est important car il s'agit du point le plus sensible — le petit exposé que j'ai fait hier, en réponse à M. Lallemand, sur les relations entre le ministre de la Justice et le ministère public.

Je tiens tout d'abord à dire que le ministère public est nécessairement un corps possédant une double qualité. Il bénéficie d'une importante autonomie mais il n'a pas la même indépendance que les magistrats du siège. Je n'invente rien et la décision du gouvernement ne modifie absolument pas cette réalité; vous aurez d'ailleurs remarqué qu'elle ne propose aucun changement des textes législatifs existants. Nous avons seulement décidé de mieux appliquer ceux-ci, de façon à nous conformer à la volonté du législateur de l'époque.

C'est la raison pour laquelle nous voulons retrouver un meilleur équilibre, sans aller jusqu'à la thèse extrême de M. Hayoit de Termicourt ni jusqu'à celle, extrême également, de M. Perin.

Comme je l'ai dit, le ministère public revêt une double qualité. Tout d'abord, ce sont des magistrats. Le terme est d'ailleurs utilisé dans notre législation. J'ai cherché quelques exemples et en ai notamment trouvé dans le Code judiciaire. C'est à ces magistrats du ministère public que l'on confie, dans le Code d'instruction criminelle, une compétence exclusive. Pour la maîtrise de l'action publique, on cite expressément les procureurs généraux et non le ministre de la Justice. Les aspects d'autonomie comprennent donc la qualité particulière du magistrat et sa responsabilité exclusive — le pouvoir exécutif n'a donc rien à dire à cet égard — de lancer l'action publique, avec une réserve dont je parlerai tout à l'heure: l'injonction positive. Cependant, les magistrats du ministère public travaillent aussi, comme le précise le Code d'instruction criminelle, sous l'autorité du ministre de la Justice, ce qui indique bien qu'il existe une différence fondamentale par rapport aux magistrats du siège.

L'injonction positive est un exemple, le statut disciplinaire en est un autre. L'exercice de la discipline revient au ministre de la Justice, ce qui n'est pas le cas pour les magistrats du siège, puisqu'un ministre de la Justice peut prendre des sanctions à l'égard d'un magistrat du ministère public, alors qu'il ne le peut pas à l'égard d'un magistrat du siège. C'est ce qui fait la différence entre le siège et le ministère public: au niveau du ministère public, il y a, en effet, une double qualité. D'un côté, la qualité de magistrat, avec une certaine indépendance, et une indépendance certaine, au niveau des dossiers individuels, de lancer l'action publique et de disposer du droit d'opportunité de poursuivre ou non; de l'autre côté, et nécessairement sur le plan général, le fait de travailler sous l'autorité du ministre de la Justice, l'exécutif ayant donc une responsabilité dans la définition de la politique criminelle.

A ce propos, mes chers collègues parlementaires, je voudrais attirer l'attention de ceux qui voudraient critiquer les réponses que j'ai données aux interpellations parlementaires qui me sont adressées sur la manière dont la politique criminelle est menée dans notre pays. La difficulté réside dans le fait que les interpellations de ce type sont toujours introduites sur la base de dossiers particuliers. Il faut certes partir d'exemples pour arriver aux règles générales, mais c'est vous dire la situation difficile dans laquelle le ministre de la Justice peut se trouver à cet égard.

MM. Henrion et Lallemand m'ont interrogé sur la politique que je souhaite mener.

Je leur répondrai tout d'abord que le ministre de la Justice doit être celui qui synthétise les préoccupations de tous les exécutifs du pays, en matière de prévention, pour transmettre ses préoccupations au judiciaire. Aujourd'hui, il y a matière à coordination, puisque des ministères nationaux sont intéressés à la politique criminelle, la prévention figurant au nombre de leurs compétences. C'est le cas du ministre des Communications qui mène, par exemple, une action préventive sur l'alcool au volant pendant les fêtes de fin de l'année. Il ne faudrait pas qu'au même moment, en termes de politique criminelle générale, on décide, au niveau d'un parquet, d'un parquet général ou du ministre de la Justice, de ne plus poursuivre les procès-verbaux

dressés, pendant cette période, pour ce motif. Il faut certainement organiser une interaction. Mais la question concerne aussi les exécutifs communautaires et régionaux. Comment organiser la politique en matière de doping dans le sport, exemple d'une compétence communautaire? Comment mieux assurer l'application des lois sur la protection de l'environnement — exemple d'une compétence régionale — si ce n'est par le contrat entre l'exécutif d'une part, et les procureurs généraux, d'autre part. Quant au ministre de la Justice, il doit être le point de contact et de coordination, bref, le point de synthèse entre les exécutifs et les procureurs généraux.

J'en arrive au deuxième point, déjà évoqué hier. Quelles sont les compétences exactes du ministre de la Justice en termes d'injonction?

Je voudrais placer cette réflexion — et ce principe guidera tout mon raisonnement — sous un seul logo: le ministre de la Justice, comme d'ailleurs les procureurs généraux, sont soumis, en tout cas, à un précepte absolu: toutes leurs actions et toutes leurs initiatives doivent être guidées par la volonté d'appliquer la loi. De ce principe très simple, je tire les conclusions suivantes.

Sur les dossiers individuels, et nous sommes tous d'accord sur ce point, le ministre de la Justice ne donne pas d'injonction négative. C'est la tradition. J'ajouterai que c'est l'évidence pour ne pas aboutir à la « politique des petits copains », la politique du particulier et de l'intervention du politique dans le judiciaire. Je suis donc très clair sur ce point: pas d'injonction négative dans les dossiers individuels. Et à nouveau, j'applique mon principe car ce serait demander la non-application de la loi. Je vais même plus loin; pour répondre aux problèmes spécifiques posés hier, je crois que la même règle vaut pour les procureurs généraux et qu'ils n'ont pas d'injonctions négatives individuelles à donner dans la mesure où là non plus ce n'est pas l'application de la loi. Les procureurs généraux n'y recourent d'ailleurs pas. Si un avis est demandé par un parquet à un parquet général, il y a bien entendu concertation et discussion, mais pas d'injonctions négatives. Je n'ai pas connu, lors des discussions avec les procureurs généraux, d'exemple d'injonctions négatives qui seraient données de ne pas poursuivre dans tel ou tel cas alors que tel ou tel parquet d'instance voudrait le faire.

Je pense que si cela intervenait, ce ne serait pas conforme à la philosophie du système. Nous l'avons exprimé à certaines époques par l'adage: « La plume est servie et la parole est libre. » Cette phrase ne me paraît pas aller assez loin pour décrire le mécanisme dont je parle.

Dans les cas individuels donc, le ministre de la Justice ne peut pas donner d'injonction négative, mais bien une injonction positive. C'est aussi conforme à mon précepte: je me borne à demander l'application de la loi. Je demande aussi que cette injonction positive du ministre de la Justice, non contestée sur le principe, reste exceptionnelle sur le terrain, dans la mesure où je ne veux pas que le ministre de la Justice soit transformé en une sorte de « superprocureur général » auquel on s'adresserait, en quelque sorte, par recours et par appels successifs pour lutter contre la décision d'un parquet, d'un substitut, d'un procureur ou d'un procureur général, de ne pas poursuivre. Il y a là un danger parce que se développe, dans notre langage courant, dans l'opinion publique et même à l'occasion d'interpellations parlementaires, cette question qui devient habituelle, quasi stéréotypée: allez-vous utiliser votre droit d'injonction positive? Je ne vais pas personnellement créer un service administratif pour savoir si toutes les décisions de classement sont individuellement justifiées. Je ne le peux pas et si, en plus, je devais analyser dans tous les cas où on ne poursuit pas s'il y a matière à injonction positive, le rôle du ministre de la Justice en serait modifié. Cela doit donc être exceptionnel.

J'en viens au deuxième chapitre concernant l'approche collective.

Le ministre de la Justice peut-il donner une injonction ou une directive positive de caractère général? C'est tout le problème de l'élaboration de la politique criminelle.

Première réflexion: je crois que sur le plan collectif, le secret d'une bonne politique criminelle est d'avoir des directives, des priorités et des décisions prises en commun au sein du collège des procureurs généraux. Il faut d'abord que tous les procureurs généraux soient d'accord entre eux de mener telle politique criminelle en accord avec le ministre de la Justice. J'ai beaucoup plus de chance d'obtenir une bonne politique criminelle conforme à l'intérêt général, si elle est décidée en commun, plutôt qu'en procédant par une sorte d'autoritarisme ou plaisir de donner des directives ou des instructions dont on sait que lorsqu'elles sont obligatoires, elles peuvent se heurter à l'inertie, à la mauvaise volonté ou au défaut de motivation, sans assurance d'aboutir à un résultat. Mon principe général, en matière de politique criminelle, est de convaincre plutôt que de contraindre.

C'est pourquoi je peux, dans ce débat, vous présenter au moins une dizaine de décisions prises, en collège des procureurs généraux, visant à l'élaboration de cette politique criminelle globale et présentant dès lors de bonnes garanties d'être exécutées sur le terrain.

Hormis cet aspect de l'accord, auquel je tiens beaucoup et qui nous donnera des garanties d'avenir, je voudrais ajouter que des directives positives, à caractère général, peuvent, à mon sens, être données par le pouvoir exécutif.

Pour quelle raison, par exemple, la loi sur l'interdiction de fumer dans les locaux publics n'est-elle pas appliquée, même au Palais de Justice de Bruxelles? Est-ce manifestement dû à la mauvaise volonté des uns ou des autres? Ne doit-on pas se poser la question de savoir si nos règles sont toujours applicables ou si certaines n'ont pas seulement la valeur d'un précepte moral ou d'un guide? Mais dans ce cas, la nature de la loi change: nous en avons discuté à propos de certaines dispositions de la loi sur la détention préventive. Peu importent les raisons, mais nous devons pouvoir dire, en tant que pouvoir exécutif ou pouvoir législatif, à propos d'une loi, que tel comportement humain doit être sanctionné et que, dans la pratique, il doit y avoir une correspondance entre ce qui se fait sur le terrain et la législation qui existe.

Je réponds, monsieur Henrion, tout aussi clairement dans l'autre sens: le ministre de la Justice et les procureurs généraux — toujours selon le principe de l'application correcte de la loi — ne peuvent pas non plus donner d'injonctions négatives à caractère général. En effet, cela aboutirait nécessairement à demander la non-application d'une loi, ce qui relève de la compétence exclusive du Parlement. Dès lors, je lance un appel à ce dernier, afin qu'il réagisse suffisamment vite lorsqu'il apparaît qu'une législation n'est plus adaptée à la réalité. Il serait aisé de citer des exemples douloureux de débats difficiles, mais on ne peut, je crois, reprocher aux autres, en l'occurrence le judiciaire, d'hésiter devant ce que nous avons des difficultés à régler nous-mêmes.

Je me limiterai à en citer un dont beaucoup se sont amusés, celui de l'adultère commis dans la chambre d'hôtel ou dans la voiture, considérées comme domicile de l'homme, seul endroit où il serait punissable. Il est évident que le législateur a pris un certain temps pour modifier cette législation et que, dès lors, le juge a fait en sorte que le domicile de l'homme soit considéré dans un sens beaucoup plus large que celui de la femme.

Comme toujours, la durée est longue qui sépare l'évolution de la société et celle du droit. Très souvent, nous ne pouvons suivre que très imparfaitement l'adéquation du droit positif aux exigences de la société actuelle. « Cette nouvelle évolution de la politique criminelle », comme M. Lallemand l'a dit hier, « cette interaction des pouvoirs entre le législatif, le judiciaire et l'exécutif est dans la logique du temps. » Ce qui était séparation des pouvoirs au XIX^e siècle, sans collaboration, ne peut plus se justifier à la fin de notre XX^e siècle. La véritable manière de garantir, de préserver la séparation des pouvoirs est d'organiser leur collaboration dans les domaines où cela s'avère nécessaire.

Il existe une exception à mon principe d'application de la loi; elle me paraît relever de la compétence exclusive des parquets:

il s'agit de la possibilité de décider de l'opportunité de classer un dossier individuel. En la matière, la liberté du parquet doit être totale et aucun contrôle sur les dossiers individuels n'est possible de la part du ministre de la Justice. Soyons prudents, nous pourrions facilement en arriver, à la limite, à classer tous les dossiers d'un certain type. Dans ce cas, cela ne serait plus exclusivement de l'opportunité. Le principe général selon lequel toutes les décisions doivent toujours viser l'application de la loi serait violé.

J'ajoute, mes chers collègues, que le classement sans suite est une création prétorienne qui n'existait pas dans notre législation. Nous en étions si peu conscients qu'il n'y est apparu qu'à l'occasion de lois subséquentes. Cela signifie que le législateur a reconnu ce principe qui n'existe dans aucune loi, mais que nous avons intégré dans notre législation, notamment dans la loi de 1935, modifiée en 1963, et qui prévoit qu'« à la clôture de l'information en matière correctionnelle, le ministère public, s'il ne classe pas l'affaire sans suite, transmet le dossier ». C'est un texte du législateur. Le classement sans suite a donc été consacré, ici, par la législation. L'injonction positive l'a également été et la tradition de ne pas avoir d'injonction négative du ministre de la Justice — ni négative individuelle ni négative collective — se situe dans la voie normale de notre système et je veux, aujourd'hui, le souligner.

Selon ce schéma, le ministre de la Justice peut toujours donner des injonctions positives, générales ou individuelles, et jamais d'injonctions négatives, ni individuelles ni collectives, compte tenu du fait que les procureurs généraux et les parquets sont tout autant soumis à l'application de la loi que le ministre de la Justice lui-même.

Comme je vous l'ai dit hier, on pourrait me reprocher d'avoir recours à une sorte d'injonction négative générale indirecte.

On peut toujours, comme des étudiants qui font un doctorat, imaginer dans la dernière note sub-paginale le cas qui ne se produit qu'une fois sur cent mille. Supposons que l'on donne une injonction positive générale comme, par exemple, l'obligation d'insister sur tel domaine de la législation. Puisque tout le monde travaille à plein, on peut envisager que ce soit indirectement une injonction négative signifiant qu'il est d'autres infractions dont on ne doit plus s'occuper. C'est évident et inévitable.

Il existe deux solutions: soit augmenter les moyens (ce sera la réponse du pouvoir judiciaire), soit, si la première solution n'est pas possible, ne jamais dire au judiciaire les infractions qui ne devraient plus être poursuivies pour permettre la réalisation des nouvelles priorités.

Je pense, avec ces éléments, avoir répondu à l'ensemble des questions essentielles qui ont été posées. Je ne veux laisser aucune équivoque comme il en est subsisté à l'issue du débat à la Chambre.

Le dernier point concerne le statut du juge d'instruction. M. Cerexhe a dit que le problème était ancien. C'est exact; la proposition de réforme du Code d'instruction criminelle existe depuis des années. Je vous ai déjà dit que je ne croyais pas à ces réformes globales. Une réforme comme celle du Code judiciaire ne se reproduira plus avant cent ans pour une autre matière. Je vous renvoie, à cet égard, aux projets de sécurité de mon prédécesseur.

Finalement on votera une loi sur les armes, une loi sur la protection de la vie privée et une loi sur les écoutes. Mais voter le paquet, non.

Bien plus, monsieur Cerexhe, le rapport de la commission d'enquête de la Chambre n'a pas conclu sur le problème du juge d'instruction. Nombre de questions y sont posées. On s'y interroge notamment sur le point de savoir si nous nous dirigeons dans la bonne voie.

Je puis vous dire que le gouvernement décidera que, dès septembre, une recherche soit menée, également de comparaison internationale, sur le rôle du juge d'instruction et son « accrochage » par rapport aux enquêtes et au ministère public.

La décision du gouvernement indique deux voies, toutes deux importantes. La première est l'indépendance du juge d'instruction. Voyez la direction prise, par exemple, en matière de qualité

d'officier de police judiciaire. La seconde est le respect des droits de la défense. A ce sujet également, nous devons nous interroger. Certes, un juge d'instruction doit être indépendant vis-à-vis de l'exécutif mais cela ne signifie pas pour autant l'absence de contrôle.

Un contrôle doit pouvoir être exercé au sein même des magistrats indépendants.

Nous devons nous poser bien d'autres questions à l'heure actuelle dans la mesure où, dans les services, pour exécuter des mandats de juge d'instruction, il est manifeste que des réputations, que l'honneur, voire que les intérêts matériels de certaines personnes sont lésés alors qu'elles sont tout à fait innocentes. En effet, toutes les décisions prises dans le cadre d'une instruction sont connues avant même que les interrogatoires aient eu lieu. Je ne dirai pas que l'on connaît à l'avance, par la presse, les heures de perquisition. Mais certaines personnes, autres que des officiers de police judiciaire, se trouvent sur les lieux de perquisition au moment où le parquet y descend.

Nous devons dès lors nous interroger sur toutes les procédures de l'instruction. Il faut donner les moyens au juge d'instruction, non seulement d'être indépendant, mais encore de faire respecter tous les droits de la défense, y compris le secret de l'instruction.

C'est la raison pour laquelle nous avons fait preuve de modestie, au sein du gouvernement. Vous me direz qu'une fois n'est pas coutume! Certains nous ont d'ailleurs reproché cette modestie.

Dans une problématique aussi importante que celle du rôle du juge d'instruction, qui a des répercussions, des ondes de choc, dans toute notre instruction criminelle, nous ne pouvons qu'indiquer modestement ces deux lignes directrices, l'indépendance du juge et le meilleur respect des droits de la défense. Cela revient à la fois à donner des pouvoirs au juge d'instruction et à faire exercer un véritable contrôle sur ce dernier par sa propre hiérarchie.

Son indépendance, mais sa responsabilité également résident là. Demain, en termes du chef de corps du siège, nous aurons beaucoup plus besoin de managers que de juges. Dès lors, on peut s'interroger sur la formation des magistrats. Nous reviendrons sur ce point lors de la discussion de mon projet relatif aux recrutements que M. le président Lallemand a bien voulu mettre à l'ordre du jour de la séance de la commission qui s'est tenue hier et pour lequel notre collègue, M. Baert, a, si je ne me trompe, été désigné en tant que rapporteur, ce dont je me réjouis.

Monsieur le Président, je conclus en rappelant les propos d'un membre de l'assemblée qui, hier, a précisé que la justice devait se placer au service des plus faibles. Demain, le plus faible doit gagner, et non pas un ministère, un parti, un corps ou un juge d'instruction, contre le ministère public ou les magistrats assis contre les magistrats debout, ou encore la police judiciaire contre la gendarmerie. Il ne s'agit pas de savoir qui gagnera. Si une telle question est posée aujourd'hui et qu'une réponse y est fournie, nous ratons tous l'objectif qui nous est assigné, à savoir: obtenir que, demain, le citoyen soit mieux protégé contre la criminalité.

Dat geldt ook voor de kleine criminaliteit waarover de heer Arts gesproken heeft en die een van de redenen is van het gevoel van onveiligheid dat momenteel bij de burgers bestaat.

Protégé contre la petite ou la grande criminalité, mais aussi contre les éventuels abus du système répressif et du système policier. Si le citoyen gagne, nous aurons gagné. Par ailleurs, nous devons rester conscients du fait — attention à la léthargie! — qu'une démocratie n'est jamais acquise pour toujours et qu'elle doit s'entretenir sans cesse. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Tobback.

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Mijnheer de Voorzitter, het feit dat ik niet de kans had naar het antwoord van de minister van Justitie te luisteren is voor de Senaat een

uitdaging. Hij zal kunnen oordelen of de regering voor dezelfde vragen hetzelfde antwoord heeft.

Op al de concrete vragen die mij werden gesteld, zal ik pogen een bevattelijk antwoord te geven, in de mate dat dit mogelijk is in de huidige stand van zaken. Gemakkelijkheidshalve zal ik daarbij de rij van sprekers afgaan.

Je voudrais dire à M. Henrion que le minestrone dont il a parlé est succulent à condition, bien sûr, de le réussir, ce qui n'est pas toujours facile. Je conviens qu'il s'agit d'une recette compliquée dans laquelle plusieurs ingrédients interviennent.

S'il s'agit d'une soupe, le résultat peut cependant être excellent si la confection est bien menée. Tel est le défi devant lequel le gouvernement est placé.

La situation pouvait difficilement être différente. Je m'étonne que certains intervenants aient estimé que quelques décisions simples auraient été suffisantes.

Ceux qui connaissent le dossier, qui ont lu le rapport de la commission de la Chambre, qui sont confrontés à ce genre de problèmes depuis des années — depuis plus longtemps que moi, d'ailleurs — savent qu'il n'existe pas de réponse simple à cette question complexe.

A cet égard, je peux donc être d'accord avec vous, monsieur Henrion: le problème est complexe et sera difficilement résolu. Cela ne rend pas pour autant la solution moins nécessaire.

Je ne puis néanmoins vous suivre lorsque vous parlez d'un règlement improvisé, car nous attendons depuis longtemps un tel ensemble de mesures.

Hier, M. Moureaux a lu le projet de rapport élaboré dans le cadre de la commission Wyninckx sur les milices privées et a démontré que plusieurs des propositions de conclusion étaient presque textuellement reprises dans le rapport de la commission de la Chambre auquel le gouvernement a voulu répondre en présentant sa communication.

Het gaat hier dus helemaal niet om geïmproviseerde maatregelen.

De heer Henrion had ook kritiek op de techniek van het medebeheer, *la cogestion*. Een eerste opmerking daarbij is dat als men een keuze maakt, men er ook de gevolgen van moet aanvaarden. En hiermee antwoord ik al op het pleidooi van sommigen voor één politie: de enen willen één gerechtelijke politie, de anderen één politie *tout court*.

Indien in de Kamer en in de Senaat een intentieverklaring van de regering ter kennis was gebracht om alle polities te fusioneren in één rijkspolitie, zou er ook kritiek zijn geweest, van een heel andere aard, maar met een veel grotere virulentie. Men zal het mij niet kwalijk nemen als ik zeg dat zo'n houding niet redelijk is. Terzelfder tijd leg ik er de nadruk op dat de regering gekozen heeft voor drie instanties die opdrachten van gerechtelijke politie blijven uitoefenen. Ik heb het hier dan niet over al die diensten die een specifieke beperkte bevoegdheid van gerechtelijke politie hebben, maar over de drie grote politiediensten.

In dat verband pleitten sommigen voor één gerechtelijke politie. De verleiding was immers groot, ook in de onderzoekscommissie van de Kamer, om de BOB uit de rijkswacht te halen en één gerechtelijke politie te organiseren. Dat zou echter indruisen tegen de huidige trend in de rest van Europa.

In de Bondsrepubliek bijvoorbeeld, het enige land buiten België met duidelijk onderscheiden korpsen voor gerechtelijke en bestuurlijke politie, integreert men de *Kriminalpolizei* opnieuw met de *Schutzpolizei*, in één algemene politie. Er wordt daar uitgegaan van het standpunt dat het niet goed is twee « halve polities » te hebben: enerzijds, een politie die instaat voor de administratieve, bestuurlijke en preventieve taken en voor het doen naleven van de wetten en reglementen en, anderzijds, een gerechtelijke politie, de opsporingspolitie, die niet beschikt over de dagelijkse informatie van de wijkagent, maar die wel wordt geacht opsporingswerk te verrichten wanneer het nodig is.

Deze opsplitsing is vanuit intellectueel oogpunt gezien misschien wel aantrekkelijk, maar in de feiten is zij nefast. Zij leidt tot een administratieve politie die in 80 pct. van de gevallen,

van zodra de overtreding of het misdrijf is vastgesteld, de neiging gaat vertonen de zaak niet door te geven aan de gespecialiseerde gerechtelijke politie, maar zelf op te lossen en de eer voor zich op te eisen.

Anderzijds leidt deze opsplitsing tot een gerechtelijke politie die, omdat zij beschikt over te weinig informatie, zal proberen meer en meer op het terrein van de administratieve politie te komen.

Het was dus een doelbewuste keuze de drie politiekorpsen te behouden en niet over te gaan tot een artificiële opsplitsing in één gerechtelijke en één administratieve politie.

Il faut accepter les conséquences qui découlent de ce choix. Celles-ci nous conduisent à organiser une concertation systématique et certaines formes de cogestion entre la Justice et l'Intérieur, entre le bourgmestre et le procureur, entre le gouverneur et le procureur général, entre la police judiciaire et la police administrative, entre la gendarmerie et les polices judiciaire et communale. Tout serait beaucoup plus simple s'il n'existait qu'une police unifiée, un seul corps de police. Toutefois, pour les raisons déjà citées, ce n'est ni dans nos traditions ni, peut-être, dans notre volonté politique.

« Pour la démocratie, un petit brin de guerre des polices n'est pas toujours néfaste », a-t-on dit. Dans cet esprit, une efficacité trop poussée de la police n'est peut-être pas toujours compatible avec notre conception de la démocratie. Tout ne doit pas être sacrifié sur l'autel de l'efficacité ni, d'ailleurs, sur celui de la démocratie.

Il s'agit d'un équilibre souvent difficile à établir et à respecter, mais il faut y tendre. Cet équilibre est instable, d'où la nécessité de la cogestion, malgré les complications qui en résulteront vraisemblablement.

Sur ce point, je ne comprends pas très bien, sans doute par ignorance, la critique formulée par M. Henrion sur la technique que nous avons choisie car, que je sache, ce n'est pas la première loi exigeant des arrêtés royaux d'exécution.

Dans ce cas, lorsque la communication du gouvernement précise que la loi modifiée de la gendarmerie n'entrera en vigueur par arrêté royal qu'au moment où le protocole entre les deux ministres et relatif à la gestion sera accepté, je ne vois là rien d'innovateur. Ce n'est pas la première loi sortant ses effets après qu'un certain nombre d'arrêtés royaux auront été publiés et que certaines mesures d'exécution auront été prises.

M. Henrion. — Je voudrais simplement savoir pour quelle raison vous n'établissez pas le protocole dès à présent.

M. Tobback, ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics, et des Institutions scientifiques et culturelles nationales. — Je vous rappelle en toute sincérité et en toute modestie — c'est décidément le jour (*sourires*) — que le transfert de la gendarmerie, avec toutes ses conséquences, nous conduira à étudier de manière très approfondie la technique de la cogestion entre la Justice et le ministère de l'Intérieur. Ce protocole ne saurait donc être réalisé en un tournemain. Nous en arrêtons maintenant les grands principes, de manière assez rapide, mais il est certain qu'il y aura lieu d'approfondir et de respecter un certain ordre. Toutefois, je le répète, cette technique n'est nullement innovatrice.

Dit gezegd zijnde wil ik antwoorden op een aantal andere vragen.

Collega's, wij zullen snel moeten gaan. Als een politieke fractie of een belangrijke groep kamerleden of senatoren van mening is dat zelfs belangrijke onderdelen van dit geheel niet door de beugel kunnen, dan moeten zij dat nu zeggen. Ik heb dat gehoord, noch in de Kamer noch in de Senaat, waar de meerderheid haar steun toezegt aan de regering om dit project te verwezenlijken. In het andere geval mag men ons niet laten beginnen. Deze hervorming moet immers in haar geheel worden gerealiseerd of helemaal niet. Wij kunnen ons niet veroorloven om stukken en brokken van de hervorming te verwezenlijken want dan zet men het hele politie- en veiligheidsbestel op losse

schroeven en bewijst men het opzet in het algemeen en de burger in het bijzonder een slechte dienst.

Dit wil ik met zeer veel nadruk zeggen. Wij kunnen ook geen vijf jaar wachten met de hervorming. Dit moet gebeuren binnen de twee jaar of het gebeurt niet meer. Wij kunnen niet de wet van 1957 op de rijkswacht wijzigen en de overdracht naar Binnenlandse Zaken tot stand brengen en terzelfder tijd bijvoorbeeld de rijkswachters in het ongewisse laten over het tuchtsta- tuut dat op hen zal worden toegepast.

Dat is de slechtste dienst die men een korps als de rijkswacht zou kunnen bewijzen. Dat kunnen wij ons niet veroorloven. Indien u hiermee akkoord gaat, moeten wij deze kwestie spoedig en op fundamentele wijze aanpakken. Dit veronderstelt ook dat wij bereid zijn daarvoor de nodige tijd uit te trekken.

Ik herhaal hier wat ik ook in de Kamer heb gezegd, namelijk dat u, indien u de voorstellen van de regering steunt, er zich rekenschap van moet geven dat wij de volgende achttien maan- den — en ik vind dit geen onaangenaam perspectief — veel tijd samen zullen doorbrengen, alleen reeds om al de ontwerpen te bespreken.

Dat men ook hier niet komt aandraven met het vaak gehoorde argument dat, wat de regering voorstelt, in feite een catalogus is van intenties.

Dat kan ook niet anders. Tachtig procent, zoniet meer, van wat de regering voorstelt, vereist een wetgevende ingreep. De regering kan dus niet veel meer doen dan voorstellen formuleren aan het Parlement. Ik neem aan dat de Senaat er niet mee zou instemmen indien de regering bijzondere machten zou vragen om die wetteksten te wijzigen want het gaat over fundamentele herschikkingen in onze samenleving.

De heer Van Hooland. — Mijnheer de minister, sta mij toe u even te onderbreken.

Wij moeten elkaar goed begrijpen. Het is inderdaad realistisch een termijn van anderhalf à twee jaar voorop te stellen voor het nemen van de beslissingen. Er is echter nog iets anders. Ook na herstructurering van de korpsen gaat het nog over meer dan 50 000 mensen. Het is ondenkbaar al die organisaties anders te doen functioneren, in overeenstemming met de fundamentele beslissingen die zullen worden genomen, binnen een termijn van twee jaar. Verwijzend naar het boek van Michel Crozier, durf ik te zeggen: « On ne change pas la société par décrets. » Nochtans hebben wij dat in het verleden meer dan eens willen doen, en trachten wij dat nu opnieuw.

Ik ga dus akkoord met een termijn van twee jaar voor het uitwerken van het concept. Wij moeten snel optreden. Het is echter volkomen onrealistisch een nieuwe politiecultuur te willen creëren en een binnenlands veiligheidsbeleid en veiligheidsappa- raat te willen ontwikkelen binnen een termijn van twee jaar.

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Ik ben er mij terdege van bewust dat wij de dagelijkse praktijk van politie, veiligheidsdiensten, parketten en magistratuur niet kunnen wij- zigen met een wettekst, of dat wij daarin zouden slagen binnen een termijn van zes of twaalf maanden. Dat wil de regering trouwens niet. De regering kondigt enkel een aantal concrete wetteksten aan en de vraag is of wij erin zullen slagen deze binnen een termijn van achttien maanden klaar te stomen. Daarover gaat het.

Ik kom zo tot een volgend punt.

Er bestaat in ons land een enorme achterstand. Indien dat voor velen een uitdaging lijkt — sommigen beweren dat het onmogelijk is dit programma in achttien maanden te realiseren —, dan herinner ik eraan dat wij op zes maanden tijd inzake de staatshervorming meer hebben gedaan dan wat nu moet worden gerealiseerd, ook wat de teksten betreft.

M. Hatry. — La quantité l'emporte sur la qualité!

M. Tobback, ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics, et des Institutions scientifiques et culturelles nationales. — Mais non, monsieur Hatry. Pour commencer, j'estime que ce que vous venez de dire ne s'applique absolument pas à la réforme de l'Etat, mais c'est évidemment une question d'appréciation.

En fait, seule la volonté politique compte. Si elle est réelle, nous pouvons réaliser ce programme en dix-huit mois. Par contre, si elle est absente, il faudra peut-être cinq ans... Je vous rappelle que nous avons élaboré des textes beaucoup plus complexes en peu de temps. En outre, je voudrais faire remar- quer que nous connaissons, en Belgique, un retard énorme sur ce terrain.

Ons land is ongetwijfeld binnen de zogenaamde westerse democratieën één van de landen waar de meeste vrijheid wordt genoten, en we kunnen ons daar terecht op beroemen. Deze situatie blijkt de vrucht te zijn van een bijzonder pragmatische aanpak, want op het terrein van de wetgeving is onze achterstand ontstellend. Misschien is het goed even de catalogus daarvan te maken. Naar aanleiding van de discussie in verband met de akkoorden van Schengen, stellen we tot onze ontsteltenis vast dat wij in tegenstelling tot de meeste westerse landen geen wet hebben op de bescherming van de privacy, hoewel er al twintig jaar wordt over gesproken.

In ons land kan men bijvoorbeeld de heer Tant, de heer Van Hooland of mijzelf, voortdurend achterna lopen, dag in, dag uit op de hielen zitten en foto's maken, er bestaat geen wet op de bescherming van het privé-leven die u een been geeft om op te staan indien u het zou willen beletten.

U kan in ons land in een auto zitten met af luisterapparatuur, men kan af luisteren wat er in een aanpalend lokaal wordt gezegd. Er is geen wet die dit strafbaar maakt. Ik ben in de twee jaar dat ik met deze problemen word geconfronteerd tot eigenaardige vaststellingen gekomen. Wat de Staatsveiligheid betreft — de heer Erdman heeft er ook naar verwezen — is er geen enkele wettekst die regelt wat deze instantie doet. Er is niets, geen enkele tekst, geen stukje papier, geen koninklijk besluit, geen ministerieel besluit, en dat sinds honderdvijftig jaar. Het gaat om een dienst die op de meest drastische manier kan ingrijpen in het persoonlijk leven van de burger en er staat over de werking ervan geen letter op papier.

De bevoegdheid van de administrateur-generaal wordt nog altijd bepaald door het decreet van het *Comité central du gouvernement provisoire* van 1831. Er is dus nog niets. Tot voor kort was er geen wettelijke regeling voor de bewakingsfirma's. Er is nog altijd geen wet op wat een privé-detective mag en niet mag. Inzake wettelijke regelingen bestaat er in België dus een ongeloflijke achterstand. In vele ons omringende landen is er naar Brits model een zogenaamde *Police Complaint Authority*, maar niet in België.

Ik antwoord meteen even op de spreker die daarnaar gevraagd heeft. Zo'n orgaan is opgenomen in het voorontwerp inzake de controle op de politiediensten. De commissie heeft in haar verslag gewezen op de noodzaak van een parlementaire controle op de politie en de veiligheidsdiensten. In ten minste tien regeer- akkoorden is daarvan sprake. Wij hebben dus altijd goede intenties gehad, maar een wet is er nog niet. Soms beangstigt mij dat. Onlangs was er het incident rond de screening van personeel dat werkzaam is voor één of andere werkgever op de luchthaven van Zaventem. Als minister van Binnenlandse Zaken probeer ik vruchteloos te achterhalen volgens welke procedure dit gebeurt en wie ervoor de politieke verantwoordelijkheid draagt. Hierdoor wordt immers aan Belgische burgers een job ontzegd. Het gaat dus om een beroepsverbod. Nergens is er echter een voorschrift, nergens een overheid die bepaalt wat mag en niet mag. Nergens zijn criteria hiervoor vastgelegd; nergens wordt bepaald waar beroep mogelijk is en wie bevoegd is om te beslissen. Wij « bricoleren ». Ik merk op dat dit allemaal nogal onrustwekkend is.

De regering wil daaraan dan ook iets doen. Indien zij erin slaagt dit programma te realiseren betekent het waarschijnlijk een even grote verschuiving in ons staatsapparaat als de staats- hervorming.

Ik kom nu tot de heersende mentaliteit naar aanleiding van een nogal onaangenaam incident waarmee ik onlangs werd geconfronteerd. In welke sfeer leven wij?

Mais quelle est donc la mentalité qui nous inspire dans ce pays? Ne faut-il pas, dit-on, craindre la politisation? Qu'entend-on par politisation? Vraiment, c'est le monde à l'envers... Il me paraît important, en matière de politique de sécurité, qu'il y ait des autorités et des instances politiques responsables. Si vous tenez à jouer votre rôle en tant que Parlement, vous devez pouvoir vous adresser à une autorité responsable, qui puisse assumer cette responsabilité, qui soit donc capable de prendre des décisions.

Or, vendredi dernier, dans un article paru dans *Le Vif-L'Express*, j'ai eu l'occasion de lire qu'il serait tout à fait scandaleux — aux yeux d'une certaine presse — que le ministre de l'Intérieur se trouve informé, par un service tel que la Sûreté de l'Etat, de la présence d'une « taupe » dans son cabinet. Je le répète, c'est le monde à l'envers... Si le ministre de l'Intérieur ne peut être informé de ce fait, qui alors doit en être informé? Et sous la plume d'un journaliste de *Gazet van Antwerpen* — et non le moindre — je lis que le grand mérite des membres de ce service de la Sûreté est de ne rendre de comptes à aucun ministre. Mais dans ce cas, à qui rendre des comptes, en démocratie? Il y aurait donc dans notre pays des fonctionnaires n'ayant de comptes à rendre à personne. Mais dans quel genre de démocratie vivons-nous dans ce cas? Je souhaite que l'on m'explique... Ce serait donc un avantage pour un fonctionnaire, aussi haut placé soit-il, de considérer qu'il se situe au-dessus de la vile politique. Je vous demande de réfléchir à tout cela.

Un intervenant estime que le commissaire de police doit être indépendant du bourgmestre.

Dat heb ik hier horen zeggen. Ik heb het trouwens opgeschreven.

Aan wie is hij dan verantwoording verschuldigd?

De heer Cardoen. — Dat is sterk.

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Wij doen in ons land aan een voortdurende oefening van politieke zelfkastijding.

J'en arrive à un problème qui me préoccupe depuis plus de deux ans. J'ai cité un cas d'école au sujet duquel je souhaiterais obtenir des réponses et auquel, dans le rapport de la Chambre, les magistrats honoraires apportent des éléments de solution. Ces réponses sont importantes pour arriver à cet équilibre délicat qui doit mener à une politique préventive réclamée à juste titre par nombre d'entre vous.

Het voorbeeld betreft een situatie van enkele jaren geleden. In de centrale gevangenis van Leuven werd de directeur gegijzeld door een gevangene die veroordeeld was tot twintig jaar straf, die hem als schild gebruikte. Er werd beslist de rijkswacht te laten optreden en te laten schieten, wat trouwens is gebeurd, met succes, al betreuren wij dat zoiets moest gebeuren. Op de vraag wie de beslissing heeft genomen te schieten om te doden — laten we brutaal de waarheid zeggen — luidt het antwoord: « de procureur-generaal ».

Ik heb ooit in een interview gezegd dat ik maar een boerke ben dat geen rechten heeft gestudeerd.

Gaat het in het voorbeeld dat ik gaf om een rechterlijke daad? Dat kan toch niet, want dan zou er een standrechtelijke situatie moeten bestaan. Of gaat het om een daad ter bescherming van de maatschappij of om een daad van ordehandhaving? Het moet één van de twee zijn. Dit schrijven de magistraten ook in hun rapport. Ofwel treedt de procureur-generaal op als een instrument van de rechterlijke macht. In dat geval hebben wij hem geen rekenschap te vragen, maar dan kan zijn optreden niet verantwoord worden in het kader van de ordehandhaving en de bescherming van de maatschappij. Ofwel treedt de procureur-generaal op als verantwoordelijke voor de bescherming van de maatschappij en voor de ordehandhaving. In dat geval is hij echter een onderdeel van de uitvoerende macht en bijgevolg

onderworpen aan controle en rekenschap verschuldigd. Het kan echter maar één van beide zijn.

Ik haal dit voorbeeld niet aan om het plezier van de discussie. Met zulke vragen worden wij dagelijks geconfronteerd.

De heer Arts en anderen stelden voor om vooral de kleine criminaliteit te bestrijden, omdat daaruit het onveiligheidsgevoel bij de burgers ontstaat. Zij hebben daarin voor 100 pct. gelijk.

M. Cerexhe a parlé « du sentiment d'insécurité dans notre société comme d'un phénomène nouveau devant lequel nous devons réagir car il s'agit d'un phénomène avant tout psychologique ». En effet, mais comment résoudre ce problème? En incitant les polices — police communale et gendarmerie — à se montrer beaucoup plus vigilantes? Dans quel but si je ne puis le faire avec le prolongement que représente le parquet, en matière d'hooliganisme, de vols de bicyclettes, ou d'urbanisme? Voici quinze ans, quand j'étais échevin, j'ai été confronté au problème des panneaux publicitaires de 20 mètres carrés placés partout, sans autorisation. La ville a décidé de mener une campagne contre ces agissements et a demandé au commissaire de police de prendre des mesures. Par la suite, le dossier a été classé sous prétexte qu'il y avait mieux à faire.

Il est impossible de mener une politique de prévention.

Men kan geen preventief beleid voeren inzake de grote of de kleine criminaliteit, indien men niet kan rekenen op het vijfhoeksoverleg, waarbij gelijken in een geest van samenwerking, en dus niet als waarnemers, aan tafel gaan zitten. Indien dit overleg er niet is, dan loopt men het gevaar dat de politiediensten niet langer het nut van hun werk inzien, vermits er geen verder gevolg aan wordt gegeven.

Het vijfhoeksoverleg moet kunnen functioneren. Ik antwoord hiermede ook op de praktische vragen van onder meer de heren Arts en Tant. Als het gaat om een probleem van ordehandhaving op het lokale vlak zal het overleg moeten plaatsvinden onder de leiding van de burgemeester, op het regionale vlak van de gouverneur en op het nationale vlak van de minister van Binnenlandse Zaken. Als het over preventie gaat gelden dezelfde regels. Als het over gerechtelijke aangelegenheden gaat zal het moeten plaatsvinden onder de leiding van de procureur, de procureur-generaal of de minister van Justitie, naar gelang van het niveau waarop het probleem zich situeert.

Het antwoord op dergelijke vragen is niet moeilijk. Een dergelijk systeem functioneert in Nederland, dat bij mijn weten nog altijd een rechtsstaat is, wat niemand hier zal betwisten. Alleen in België is er nog altijd versnippering en meent iedereen baron te zijn in zijn gebied. De structuur en de mentaliteit moeten worden gewijzigd.

Sinon, nous n'aboutirons pas, *a fortiori* en matière de lutte contre la petite criminalité, la plus dérangeante dans la vie quotidienne.

Zo komt ik tot de vragen in verband met de gemeentepolitie.

Het spijt mij voor de heer Pedé, maar ingevolge de staatshervorming ressorteert de praktische verdeling van de kredieten van het Gemeentefonds sinds 1981 onder de Gewesten, zelfs al bleef de massa van de gelden aanvankelijk nog nationaal. Over gemeentefinanciën moet men bijgevolg niet meer bij mij komen klagen. Dat is een geregionaliseerde materie.

De minister van Justitie en ikzelf zijn ons bewust van het probleem dat vorige week door de heer Cardoen namens de Vereniging van Belgische steden en gemeenten werd aangeklaagd. De heer Pedé heeft berekend dat het voor zijn gemeente gaat om 1 600 kantschriften en 300 deurwaardersexpoten per jaar. Wij zijn ons bewust van die problemen en daarom is in de regeringsmededeling opgenomen dat de regering zal aandringen op een snelle goedkeuring van het wetsontwerp dat ertoe strekt dat de politiecommissarissen niet langer als openbaar ministerie zitting kunnen hebben. Of dat ons in dank zal worden afgewonnen, daarover heb ik grote twijfels — ik zie dat de heer De Bondt reageert —, want « on ne change rien si difficilement que de gîte et de pensée ». Ik meen niet dat dit bij de betrokkenen op handgeklap zal worden onthaald.

Hier werd ook over de kleine criminaliteit gesproken, vaak gesteund op de opvatting dat kleine dingen de mensen vaak het meest ergeren.

Het verbaast mij dan ook dat degenen die zo zwaar aandringen op de scheiding der machten er niet tegen protesteren dat een politiecommissaris vandaag een bevel kan geven om hier of daar een proces-verbaal op te maken en drie dagen later in het Justitiepaleis de zaak kan laten seponeren. Is dat dan scheiding der machten?

De regering is zich bewust van het probleem van de kantschriften en de kleine karweien. De heer Wathélet en ikzelf hebben het daarover al gehad. Natuurlijk is er een budgettaire probleem voor Justitie. Een mogelijkheid is het gratis inschakelen van de postbodes. En ik profiteer van de afwezigheid van minister Colla — die ons niet afluistert, hoop ik — om dit te zeggen!

De Voorzitter. — Minister Colla staat ter beschikking van de Senaat. Hij kan, zo nodig, onmiddellijk worden geroepen.

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Zoals ik al zegde is er een probleem van middelen. Als de politie deze taken niet langer vervult — wat ik maar normaal zou vinden en wat door artikel 183 van de politiewet ook verboden is —, dan is het evident dat iemand anders het moet doen.

Mijnheer Cardoen, niet als burgemeester, maar als wetgever is u daarvoor mee verantwoordelijk.

De regering is zich terdege van het probleem bewust. De heer Pede mag dus gerust zijn dat wij ons daarmee bezighouden, zoals ik hem gisteren terloops al zegde toen hij het had over het Veiligheidsfonds.

Dan zijn er nog een paar vragen van de heer Arts waarop ik niet heb geantwoord. Ik ben het eens met het idee van een jaarlijks debat over het veiligheidsbeleid, dat door de ministers die daarbij zijn betrokken moet worden aangebracht.

Een wet op de politiefuncties is misschien wat anders dan een algemene politiewet. Een wet op de politiefuncties regelt de taakverdeling tussen de verscheidene polities zorgvuldig, evenals de toegelaten technieken zoals de identiteitscontrole, het wapengebruik enzovoort. We staan overigens al zeer ver met ons voorontwerp ter zake.

Op de vraag over de specifieke opdrachten van de Staatsveiligheid, heb ik al geantwoord. In deze zeer delicate materie acht ik een wet absoluut noodzakelijk. De heer Arts heeft gepleit voor een controle door een hof in plaats van door een dienst. Ik ben het daar volkomen mee eens. In de regeringsmededeling pleiten wij eveneens voor een hof, wat ook in de kamercommissie werd gevraagd. Toch wijs ik erop dat het Rekenhof een instelling is van het Parlement, wat niet wegneemt dat de regering er dagelijks gebruik van maakt. In dezelfde zin moet de controleinstantie waarvoor wordt gepleit niet alleen een instantie zijn van het Parlement, maar ook van de regering, en dus in dienst staan van het beleid.

Met die filosofie kan deze aangelegenheid het best worden behandeld.

De heer Luyten had vragen over de legitimatiekaart. Deze idee bestond reeds vóór dit grote debat en wij zullen proberen ze in de toekomst te concretiseren.

Voorts is er nog de dialoog met de betrokken politiemensen die gevraagd werd door de heren Janzegers en Tant. Wij zullen hoe dan ook een goed georganiseerde dialoog tot stand moeten brengen, wat echter niet altijd gemakkelijk is.

M. Barzin a émis une remarque très judicieuse en ce qui concerne l'opposition de jeunes gens, valables et méritants mais qui, en raison de leur jeunesse, sont souvent déforçés vis-à-vis de l'homme de terrain.

Pendant ma courte expérience de deux ans j'ai constaté ce genre d'opposition.

Par contre, je ne puis vous suivre dans cette voie lorsque vous prétendez que nos polices ne sont pas à même de faire face à

des situations d'exception. Chaque jour, nos polices démontrent le contraire. Quels appareils judiciaires et quels services de maintien de l'ordre en Europe seraient capables du coup de filet que nous avons réussi à Turnhout avec les terroristes de l'IRA pour ne prendre que le dernier exemple en date? Certes, nous avons été servis par le hasard, mais nous avons su en profiter. Notre réaction a été rapide et le système a fonctionné.

L'affaire de Tilff et un grand nombre d'autres cas ont été résolus aussi bien par les parquets que par les polices durant ces derniers mois.

En cette matière comme en d'autres, l'arbre ou même le buisson ne doit pas cacher la forêt.

Il en va, hélas! des polices comme des gardiens de but. Lorsque ces derniers arrêtent le ballon, personne ne le remarque, mais quand ils le laissent passer, tout le monde en parle. C'est un métier extrêmement ingrat et parfois difficile à vivre.

Telles sont les réponses que je voulais vous donner.

Ik kom dan bij de vragen van de heer Tant. Ik heb reeds mijn mening gegeven over de zogenaamde politisering, waarover bij ons haast een obsessie is ontstaan.

Mijnheer Tant, wanneer u met de politisering partijpolitieke ingrepen bedoelt, ben ik het volkomen met u eens. Wanneer u het echter heeft over het onttrekken van verantwoordelijkheden aan de politieke instanties, ben ik het met u helemaal niet eens. Ik heb ook reeds geantwoord op uw opmerkingen in verband met het driehoeksoverleg en de wet op de politiefunctie, maar ik ga nog even in op uw vragen in verband met de gemeentepolitie.

De gemeentepolitie bevindt zich in ons land in een zeer ongelijke situatie. Er zijn gemeentepolities zoals bijvoorbeeld in Gent, Antwerpen, Luik — waar wordt gewerkt in zeer moeilijke financiële omstandigheden, wat een grote handicap betekent — en Charleroi, die uitstekend functioneren en waar men voor een hoop zaken de rijkswacht niet nodig heeft.

Enkele honderden van de 589 gemeentelijke politiekorpsen tellen echter slechts enkele vijf tot tien politiemensen. Door het gewicht van de grote korpsen is er nochtans in meer dan de helft van het grondgebied een gemeentelijke politiepermanentie. Wat mij verontrust is dat dit aantal niet toeneemt, maar afneemt. Voor de herwaarderding van de gemeentepolitie is er weliswaar geld nodig, zoals de heer Pede ook terecht heeft gezegd. De gemeenten moeten dus weten wat zij willen. Wij leven in een land van gemeentelijke autonomie, en ik ben de eerste om dat te onderschrijven. De gemeentelijke autonomie is echter iets waarvoor men betaalt. Men spreekt soms over «consumptiefederalisme»; wel, ik aanvaard niet iets zoals «consumptiegemeentelijke autonomie», waarbij de gemeenten vinden dat ze zelf moeten kunnen beslissen en dat de Staat maar moet betalen. De gemeenten moeten met andere woorden de politieke moed hebben om hun burgers uit te leggen dat een politiepermanentie geld kost en dat daarvoor belastingen moeten worden betaald. Vermits de gemeenten politiepermanentie willen, kunnen ze niet volhouden dat de nationale instanties daarvoor moeten betalen, om daarna onmiddellijk de gemeentelijke autonomie in te roepen als die nationale instanties zich ermee willen bemoeien. Dit is een karikatuur, mijnheer Tant, maar verscheidene redeneringen zijn dat ook.

De heer Tant. — Maar als u de politie zou ontlasten van alle taken die niets met gemeentelijke autonomie te maken hebben, zouden de zaken er heel anders voor staan, mijnheer de minister.

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Daarover heb ik het al gehad op een ogenblik dat u misschien niet aanwezig was. Dat betekent dat u hier als wetgever moet zorgen voor bijkomende budgettaire middelen voor het ministerie van Justitie, aangezien men de gemeentebelastingen niet wil verhogen.

De heer Tant. — Bovendien, mijnheer de minister, is er eigenlijk geen probleem van permanentie in het grootste gedeelte

van onze kleinere gemeenten. Wij spreken hier voornamelijk over een probleem in de grotere centra.

Ik elk geval worden in kleine gemeenten die problemen door de mensen « lijfelijk » heel anders ervaren.

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Dat lijkt mij een beetje tegenstrijdig, mijnheer Tant. Ik heb hier gezegd, niet uit politieke handigheid, dat uw partij groot gelijk heeft wanneer zij het probleem van de kleine criminaliteit aanbrengt.

Om de kleine criminaliteit te bestrijden, heb ik geen instituut voor de criminalistiek en geen wetenschappelijke politie nodig. Ik heb daarvoor politiepersoneel nodig.

Ik kan u in dit verband een goed voorbeeld geven. In mijn buurt, Oud Heverlee, kon men in het weekend, als men in het bos wou gaan wandelen, zijn auto niet meer achterlaten in de buurt zonder het risico te lopen dat in de wagen ingebroken werd. Ik ben toen gaan praten met de veldwachter, maar dat verneemt u niet in de krant. Om het kwaad uit de wereld te helpen was gedurende veertien dagen continu de aanwezigheid vereist van een aantal politiemensen. Een mobilisatie van politiepersoneel, rijkswacht en veldwachter was dus noodzakelijk.

De heer Tant. — Op dat moment, mijnheer de minister!

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Inderdaad, mijnheer Tant, op dat moment voor dat probleem, en op alle andere momenten voor alle andere problemen van kleine criminaliteit, kleine diefstallen, inbraken in woningen enzovoort.

Wij hebben daarvoor wijkagenten nodig. Een permanente aanwezigheid in een uitgestrekt gebied met 40 000 inwoners kan niet worden verzekerd door twee rijkswachters.

Ik heb trouwens de rijkswachtbrigade van Tremelo-Rotselaar-Keerbergen eens gedurende een nacht vergezeld en daarbij kunnen vaststellen dat men met twee mensen op acht uur niet veel gevallen van kleine criminaliteit kan opsporen omdat men inderdaad op niet veel plaatsen komt.

Wij moeten de gemeentepolitie derhalve herwaarderen om de aanwezigheid van politieagenten op het terrein te kunnen verzekeren.

De heer Luyten. — Mijnheer de minister, als er maar twee rijkswachters zijn in Tremelo is het niet te verwonderen dat een schepen daar de gangstertoer opgaat. (*Gelach.*)

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Er zijn maar twee rijkswachters beschikbaar voor heel die omgeving, onder meer omdat zij ook voortdurend hun handen vol hebben met Luyten! (*Gelach.*)

Om niet langer uit te weiden, mijnheer Tant, verwijs ik naar het uitvoerig antwoord dat de minister van Landsverdediging in de Kamer heeft gegeven. Daarin vindt u alle elementen voor de vragen die u hier heeft gesteld.

Ik wil vooral ter attentie van de heer Pataer nog uitdrukkelijk de aandacht vestigen op een ander probleem.

Om te vermijden dat wij zouden verzanden in onzinnige polemieken, wil ik de discussie over het stakingsrecht van de rijkswacht uit de wereld helpen. Het mag dan onpopulair klinken voor de meer dan 16 000 rijkswachters — wat ik niet eens geloof — maar er kan geen sprake zijn van stakingsrecht voor de rijkswacht. Met deze minister moet men daarover niet discussiëren. Stakingsrecht voor rijkswachters is onzin zoals dit ook onzin is voor een aantal mensen in de elektriciteitssector...

De heer Tant. — Het personeel van de spoorwegen...

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — ...zoals het onzinnig zou zijn dat geneesheren en personeel in de ziekenhuizen het werk helemaal zouden neerleggen. Een rijkswacht die staakt, *c'est l'abandon de l'outil*.

Ik kan dat als socialist even goed zeggen als om het even wie. Dat kan dus niet en ik wens daarover geen discussie te beginnen. Ik heb ten eerste geapprecieerd dat zelfs de heer Pataer zijn standpunt heeft bekendgemaakt en ik geef hem bij deze dus mijn antwoord.

De heer Tant. — Staking van het gesprek, mijnheer de minister.

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen. — Hier kan wel degelijk sprake zijn van staking van het gesprek.

Toen indertijd Achille Van Acker de wet heeft doen aannemen die toelaat om economische redenen opeisingen te doen, vond men het vanzelfsprekend dat de opeising van de gemeentepolitie daarin niet werd opgenomen. Men ging ervan uit dat die niet kon staken. In Antwerpen is men geconfronteerd geweest met de situatie waarbij de politie aanstalte maakte om te staken. Dat kan niet, men kan niet tegelijkertijd ordedienst zijn en staker. Men moet dat weten als men solliciteert voor die functie.

Ik meen, mijnheer de Voorzitter, dat ik daarmee heb geantwoord op al de vragen die mij werden gesteld en ze bovendien een beetje heb gesitueerd in het geheel van de discussie.

Om te besluiten, wil ik nochtans erop wijzen dat het hoognodig is en dringend dat we het allemaal waarmaken. Ik doe een beroep op al de leden van de Senaat om van dit fundamentele werk het sluitstuk te maken van het beleid van de huidige regering. Wij zullen ons daarvoor inspannen. Vele van de voorontwerpen van wet zijn klaar. Wij hebben niet stilgezeten, ook niet in de periode vóór de onderzoekscommissie haar besluiten indiende. Een aantal van de ontwerpen van wet zullen in september, ofwel in de Kamer, ofwel in de Senaat, worden ingediend. Een aantal is nu in bespreking, ik denk aan de recrutering voor de magistratuur, aan de voorhechtenis, aan de privé-bewakingsondernemingen; dit ontwerp van wet werd ondertussen al aangenomen. Ik denk bijvoorbeeld ook aan de wet op de privé-detectives die sinds 2 à 3 maanden aanhangig is bij de Raad van State. We kunnen dus in september reeds beginnen met de bespreking van een hele reeks ontwerpen van wet. Ik vraag u bij deze ons daarbij een handje toe te steken. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Coëme, ministre.

M. Coëme, ministre de la Défense nationale. — Monsieur le Président, à la suite des exposés du ministre de la Justice et du ministre de l'Intérieur, je voudrais donner quelques informations sur des questions plus spécifiquement relatives au passage de la gestion de la gendarmerie du département de la Défense nationale vers celui du ministère de l'Intérieur, avec une compétence qui devra être définie et partagée avec le ministère de la Justice.

Comme je l'ai dit, lors du débat qui s'est déroulé à la Chambre, deux années de gestion de ce département m'ont permis de conclure par la question de savoir s'il n'est pas étonnant qu'un système de répartition ou de dilution du pouvoir, entre trois départements, ait pu être admis aussi longtemps.

Le ministre de la Défense nationale gère le budget de la gendarmerie et son personnel. Il applique notamment le régime disciplinaire. Les achats sont également décidés par lui.

Par contre, il n'a pratiquement aucune autorité sur les actions de la gendarmerie. Celles-ci dépendent du ministre de la Justice, pour le judiciaire, et du ministre de l'Intérieur pour tout ce qui concerne le maintien de l'ordre.

Ce système comporte incontestablement une anomalie, laquelle, lors de sa mise en œuvre, trouvait peut-être une véritable raison d'être. Cependant, aujourd'hui, au vu des conclusions

de la commission d'enquête, il convient, à mon sens, de mettre de l'ordre.

Comment un ministre de la Défense nationale, alors qu'il gère la gendarmerie, pourrait-il déterminer les besoins exacts de celle-ci, en matière d'équipement? Comment peut-il choisir la meilleure formation possible pour le personnel? Comment peut-il répondre à la question de savoir quelles sont les organisations centrales ou territoriales les plus adéquates pour assurer une efficacité maximale de la gendarmerie?

Dès mon arrivée au département de la Défense nationale, j'ai tenté d'organiser les coordinations avec le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Justice, et ce dans les meilleures conditions possible. Pour la première fois — il y a quelques mois — mes collègues de la Justice et de l'Intérieur ont été conviés à la gendarmerie pour discuter, en ma présence, de l'ébauche d'un plan à moyen terme, établi à l'image des réalisations de la Défense nationale, au niveau des programmes d'investissements qui se répartissent sur une période de quatre ans.

Un exposé intéressant a été fait à l'intention des trois ministres de tutelle. Le vice affligeant le système de répartition du pouvoir n'en a pas, pour autant, été supprimé. C'est pourquoi j'ai proposé au gouvernement de transférer, au ministère de l'Intérieur, les compétences de gestion du ministère de la Défense nationale. Comme vous le savez, ce transfert implique la répartition de compétences entre ces deux ministères, ce qui permet une plus grande efficacité et une transparence accrue.

Je conçois et concède volontiers que cette opération de transfert est délicate et qu'elle requiert l'établissement, par le gouvernement, d'un calendrier précis. Nous allons nous atteler à cette tâche de manière imminente.

Au-delà de la réflexion approfondie que nous avons déjà eue à ce sujet, il conviendra d'établir les projets de loi avec minutie et une très grande prudence.

Des questions ont été posées à la Chambre et répétées dans cette enceinte, notamment en ce qui concerne les missions militaires remplies ou à remplir par la gendarmerie. Celles-ci se répartissent en trois catégories.

La première est la préparation des opérations de mobilisation, prévue par la loi du 2 décembre 1957. Non seulement cette mission ne sera pas affectée par le transfert au ministère de l'Intérieur mais, en outre, elle sera organisée d'une manière beaucoup plus harmonieuse au sein de ce ministère, dans la mesure où la mobilisation est déjà de la compétence du ministre de l'Intérieur.

Les missions de renseignement et d'information confiées aux unités territoriales constituent le deuxième type de missions militaires.

Il s'agit simplement de prévoir les modalités selon lesquelles un jour, s'il échet, le ministre de la Défense nationale devra être parfaitement informé, soit directement, soit indirectement, via le département de l'Intérieur.

Le troisième type de missions militaires, celles de la défense de l'intérieur du territoire dont les unités mobiles peuvent être chargées, sera repris par les forces de l'Intérieur.

Voici quelques semaines, le commandant de la gendarmerie me faisait l'aveu que, dans l'état actuel des choses, les unités mobiles de la gendarmerie ne sont plus, et depuis longtemps, en état de remplir ces missions, tant en ce qui concerne leur entraînement que leurs équipements.

En fait, la reprise par les forces de l'Intérieur ne fait que concrétiser une réalité ignorée par les textes.

Il est vrai aussi que l'on pourrait se poser des questions quant aux réactions de l'OTAN, en cette matière. A propos des décisions prises par le gouvernement, nous avons eu les contacts indispensables avec cette organisation et nous n'enregistrons pas, à l'heure actuelle, de réactions particulièrement négatives. Cela s'explique d'une manière tout à fait rationnelle. Il était, en effet, un peu artificiel de comptabiliser, comme effort de défense de la Belgique, l'ensemble du budget de la Gendarmerie, en plus

du budget de la Défense nationale et, notamment, le budget des Pensions des gendarmes retraités.

Depuis quelque temps déjà, en prévision de l'aboutissement des négociations sur les armes conventionnelles à Vienne et, surtout, en prévision d'un accord Vienne II, nous cherchons à faire la transparence dans les budgets de l'OTAN comme dans ceux des Etats membres de l'Alliance. Nous n'étions d'ailleurs pas les seuls à comptabiliser ce type de dépenses. Il ne peut évidemment pas être question qu'une conférence sur le désarmement international en vienne à considérer que des réductions doivent se faire au sein de la gendarmerie belge. Cela démontre l'absurdité de situations qui ont été tolérées jusqu'à présent, aussi bien au sein de l'OTAN qu'au sein de nos états-majors.

Un autre aspect consistant à étudier l'aide apportée par les forces armées à la gendarmerie mérite d'être soulevé et il l'a été.

Quelles seront les conséquences, pour demain, d'un transfert de la gendarmerie de la Défense nationale vers le ministère de l'Intérieur et, en partie, vers le département de la Justice?

Passons en revue les quelques points qu'il y a lieu de distinguer.

Tout d'abord en ce qui concerne les marchés, ceux-ci sont passés, pour la gendarmerie, soit par son service des achats, pour ce qui concerne les marchés considérés comme spécifiques à ce corps, soit par le service des achats relevant de la Défense nationale.

L'armée n'est pas rétribuée pour les prestations effectuées au profit de la gendarmerie. Deux solutions sont dès lors possibles: le statu quo d'une part et la reprise par la gendarmerie de l'ensemble de ses marchés d'autre part. Sans que se pose un problème particulier, ce sujet mérite cependant d'être discuté demain.

La deuxième aide de l'armée concerne l'administration financière, y compris les opérations de liquidation, assurées par les services de la Défense nationale. En l'occurrence également, on peut parfaitement imaginer le statu quo de même qu'une reprise progressive, par la direction générale des finances, de la gendarmerie.

La troisième aide de type militaire concerne le service médical et, en particulier, la gratuité des soins dont bénéficient nos gendarmes. Cette aide devrait pouvoir subsister puisque le Conseil des ministres a décidé de ne pas toucher aux droits actuels de ce personnel. Il suffira, dans ce cas, de trouver un règlement budgétaire de type forfaitaire.

La quatrième aide de l'armée concerne les appuis logistiques, techniques et spécialisés.

Cette aide, beaucoup plus ponctuelle que les exemples précédents, est octroyée surtout sous forme de personnel, en général des techniciens de l'armée. Il s'agit, par exemple et de manière permanente, de pilotes et de mécaniciens de la force terrestre, chargés de piloter et d'entretenir les hélicoptères de la gendarmerie. Avant que soit décidée la démilitarisation de ce corps, cette problématique était à l'étude. Nous revoiyons intégralement l'appui aérien de l'armée à la gendarmerie. Des décisions, à ce sujet, seront prises dans les prochaines semaines, soit bien avant que la décision de transfert soit rendue effective.

La Défense nationale octroie également une aide pour la formation des gendarmes. Ici aussi, on peut imaginer le statu quo, la formation de nos gendarmes dans des établissements militaires continuant d'être assurée, du moins partiellement, par l'Ecole royale militaire, par l'Ecole des administrateurs ou l'Institut royal supérieur de défense. Mais on peut parfaitement imaginer une autre voie à propos de laquelle le gouvernement aura à réfléchir.

Bref, je considère qu'avec un peu de bonne volonté, ce qui sera certainement le cas, l'aide apportée par les forces armées à la gendarmerie, doit pouvoir se poursuivre. Cette modification nous permettra cependant d'obtenir davantage de transparence dans la gestion. Des changements — comme je vous l'ai dit — interviennent actuellement, de manière un peu empirique et, disons, naturelle. Dans la mesure où la gendarmerie ne pourra

plus être considérée comme une force armée, il faudra, bien entendu, que la transparence soit plus grande et que nous sachions exactement qui fait quoi. Ce but n'est certainement pas disproportionné par rapport à l'effort que nous sommes appelés à fournir.

Je voudrais également répondre aux questions relatives à l'Inspection générale de la gendarmerie. Au cours des travaux de la commission d'enquête, nombre de questions et de critiques ont été formulées au sujet de cet organe. Le diagnostic consistant à dire que cette inspection est relativement inefficace et trop dépendante de la hiérarchie de la gendarmerie n'est sans doute pas loin de la vérité. Cependant, nous avons la ferme volonté de contrôler la gendarmerie comme l'ensemble des services de police et de renseignements. Dès lors, nous considérons qu'outre des organes de contrôle extérieurs à la gendarmerie, nous pourrions renforcer le rôle actuel de l'inspection générale, notamment en la dotant d'un plus grand nombre de personnes et en la rendant totalement indépendante du reste du corps et particulièrement de l'état-major.

Nous pourrions probablement agir, à cet égard — je l'espère —, déjà dans les prochains mois, sans attendre la mise en œuvre de l'ensemble de la réforme portant sur la gendarmerie. Les ministres compétents — ceux de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense nationale — pourront, à l'avenir, disposer d'un organe de contrôle, d'une inspection efficace qui dépendra directement et exclusivement d'eux.

En ce qui concerne le personnel, des questions peuvent être posées à juste titre; plusieurs syndicats de la gendarmerie se sont exprimés à ce sujet. J'entends dire que la modification de statuts de la gendarmerie n'entraînera aucune modification pour les gendarmes et que la réforme que nous allons lancer est une opération progressive et à long terme, qui sera mise en œuvre — il est sans doute bon de le rappeler — dans le cadre du budget de 1992.

Les avantages sociaux ne seront pas remis en cause, mais il est clair qu'un des points les plus controversés est et restera le statut disciplinaire. Actuellement, les gendarmes, au même titre que les militaires, sont soumis à la loi de 1975 qui porte règlement de discipline, au sein des forces armées. L'exercice d'une police efficace nécessite que ces textes soient revus. Un corps de police a, en effet, besoin d'un règlement de discipline spécifique, ce qui ne signifie pas qu'il doit être moins strict et moins contraignant que celui auquel sont soumises les forces armées. Il doit simplement être différent de façon à prendre en compte le caractère particulier du service de police que remplit plus spécialement la gendarmerie.

En parallèle avec la préparation du transfert vers le ministère de l'Intérieur, un groupe de travail ministériel s'attelle déjà à la refonte de ce règlement.

Pour ce qui est du statut syndical, M. Tobback a dit de manière nette que le droit de grève ne serait pas octroyé aux gendarmes le jour où ceux-ci ne dépendront plus du ministère de la Défense nationale et n'auront donc plus un statut militaire. J'ai confirmé cette décision, tant à la Chambre qu'à l'extérieur, et je la confirme à nouveau aujourd'hui.

Cela ne signifie cependant pas que le statut syndical ne sera pas revu. En effet, il me semble qu'à certains égards, il pêche par une trop grande souplesse qui permet de créer, quasiment dans n'importe quelles conditions, de nouveaux syndicats à la gendarmerie. Je ne pense pas qu'il faille encourager cette voie à outrance.

Par contre, en matière de représentativité des syndicats à la gendarmerie, les critères me paraissent beaucoup trop stricts. En effet, pour qu'un syndicat soit représentatif il faut que ses affiliés représentent 20 p.c. de l'ensemble du personnel du cadre actif de la gendarmerie. Aussi, j'estime qu'il faut revoir le statut syndical de la gendarmerie et j'ajoute que nous pouvons nous en donner le temps.

Pour ce qui est de la disponibilité, nous n'envisageons aucun changement, et il va de soi qu'en ce qui concerne la neutralité, nous n'entendons pas toucher aux actuelles manières de travailler de la gendarmerie.

Quant au statut pécuniaire, depuis les remous qui ont affecté la gendarmerie au cours de l'année 1988, nous avons mis au point, au sein du gouvernement, un accord visant à valoriser la fonction de gendarme. Un groupe de travail se réunit depuis plus d'un an, sous la présidence du cabinet du Premier ministre. Ces travaux sur le statut pécuniaire doivent aboutir, dans un délai d'un an, à une solution qui dépasse largement la gendarmerie puisqu'elle traitera de la problématique de la parité entre le métier de gendarme et le métier de policier, notamment de policier communal. Il m'apparaît que la réforme d'ensemble, la réforme en profondeur proposée aujourd'hui, permettra de considérer de manière beaucoup plus large la problématique du statut pécuniaire du gendarme.

J'ajoute que nous n'avons pas l'intention de toucher à la structure hiérarchique de la gendarmerie. On a pu considérer que, dans le cadre militaire, cela pouvait poser un certain nombre de problèmes, mais je tiens à dire aussi que l'efficacité de la gendarmerie est à ce prix. Aussi, nous maintiendrons une structure hiérarchique comparable à celle qui existe aujourd'hui, qui a fait ses preuves en maintes occasions.

Il va de soi que le service général de renseignement et de sécurité militaires n'échappera pas à la nécessité d'être contrôlé, comme la Sûreté de l'Etat et comme les services de police. Depuis plusieurs mois, des mesures ont été prises tant au niveau du contrôle de sa comptabilité qu'au niveau de son statut même. En effet, au moment où je suis arrivé dans ce département, le service général de renseignement était une sorte de « bulle » dans l'organigramme du département, qui, soi-disant, dépendait directement du ministre. Un contrôle dans de telles conditions était pratiquement impossible.

Posez la question à mes prédécesseurs et ils vous donneront certainement le même type de réponse. C'est pourquoi, dans la révision de la structure de l'état-major général, nous avons fait dépendre directement le service général de renseignement de cet état-major général, quitte pour celui-ci à rendre compte au ministre de l'exécution des missions et de la gestion de ce service.

Nous avons, à présent, un arrêté royal qui détermine cette structure et les missions. Il sera prochainement complété par un arrêté ministériel.

Nous aurons ainsi, me semble-t-il, aussi bien en ce qui concerne la gendarmerie que le service de renseignement militaire, fait œuvre utile dans le sens de la transparence et d'une meilleure gestion et répondu à l'attente non seulement des membres de la commission d'enquête, mais également à celle de l'ensemble de la population qui a montré — ce qui était tout à fait normal — qu'elle pouvait être inquiète en matière de sécurité. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — En conclusion de cette communication du gouvernement, j'ai reçu deux motions.

La première émane de MM. Hatry et Desmedt et de Mme Delruelle et est ainsi rédigée:

« Le Sénat,

Ayant entendu la communication du gouvernement sur les problèmes de sécurité, ne considère pas le programme proposé comme satisfaisant et ne peut marquer sa confiance au gouvernement. »

La seconde, déposée par MM. Wintgens, Gijs, Seeuws, Lallemand et Van Hooland, est rédigée comme suit :

« Le Sénat,

Ayant entendu la communication du Premier ministre sur les mesures gouvernementales en matière de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits,

Et après avoir entendu le débat qui suivit,

Passe à l'ordre du jour. »

« De Senaat,

Gehoord de mededeling van de Eerste minister over de regeringsmaatregelen inzake ordehandhaving, veiligheid van de burgers en beteugeling van de misdrijven,

En na het daaropvolgende debat te hebben gehoord,

Gaat over tot de orde van de dag. »

Nous procéderons demain au vote sur la motion pure et simple qui bénéficie de la priorité.

Wij stemmen morgen over de eenvoudige motie die de voorrang heeft.

COMMUNICATION DE M. LE PRÉSIDENT

MEDEDELING VAN DE VOORZITTER

M. le Président. — Mesdames, messieurs, vous vous souviendrez que la Chambre et le Sénat ont institué, en novembre dernier, une commission mixte, présidée par leur président respectif, qui était chargée d'examiner divers problèmes institutionnels auxquels notre pays est confronté.

Vous avez pris connaissance des quatre rapports qui ont été déposés récemment par la commission.

Après consultation de la Chambre et concertation avec les présidents des groupes politiques, je propose que la commission mixte reprenne ses travaux.

Il est, en outre, proposé que la mission de cette commission soit limitée à deux points : en premier lieu, le droit international des traités et la force obligatoire de la norme européenne et, en second lieu, la réforme des institutions parlementaires.

Il est évident, toutefois, que la commission reste maître de la fixation de son ordre du jour éventuel et que nous ne pouvons en aucune manière lui imposer un ordre du jour fixe et limitatif.

J'ajoute que la commission est invitée à terminer ses travaux avant le début des vacances parlementaires.

U herinnert zich dat in november-december een gemengde commissie van Kamer en Senaat werd opgericht onder het voorzitterschap van de voorzitters van beide Kamers. Deze commissie werd belast met het onderzoek van diverse institutionele problemen waarmee ons land geconfronteerd is. U hebt de vier verslagen kunnen lezen die onlangs door de commissie werden ingediend. Na overleg met de Kamer van volksvertegenwoordigers en met de fractievoorzitters van de Senaat stel ik voor dat deze gemengde commissie haar werkzaamheden hervat. Wij stellen voor twee punten op de agenda te plaatsen, namelijk ten eerste, het internationaal verdragsrecht en de afdwingbaarheid van de Europese normen en ten tweede, de hervorming van de parlementaire instellingen. Ik voeg er echter duidelijk aan toe dat uiteraard de commissie zelf haar agenda bepaalt. Wij benadrukken dat wij verwachten dat de commissie haar opdracht vóór de aanvang van het parlementair reces afwerkt.

La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle-Ghobert. — Monsieur le Président, lorsque vous avez consulté les différents présidents de groupe du Sénat à propos d'une éventuelle prorogation de la commission mixte chargé de la réforme de nos institutions dans le cadre de la troisième phase de réforme de l'Etat, j'ai déclaré, au nom du

groupe PRL, que je ne pouvais être d'accord sur cette prorogation.

Nous estimons avoir participé très activement et très loyalement aux travaux de cette commission qui avait été mise sur pied pour un temps limité, avec, en son sein, un accord sur des sujets déterminés.

Nous avons constaté, au cours du déroulement des travaux de cette commission, qu'un consensus n'avait pu être dégagé que sur un très petit nombre de sujets, mais surtout que des divergences, des dissensions étaient manifestes, plus particulièrement au sein de la majorité.

Aujourd'hui, alors que l'on nous demande une prorogation de cette commission, nous estimons que la parole est au gouvernement et qu'il n'existe aucune raison pour que nous participions encore à la discussion des questions qui étaient à l'ordre du jour de cette commission. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Je me propose de consulter davantage les présidents de groupe. Le Sénat pourrait se prononcer demain, dans le courant de l'après-midi.

Ik stel voor dat we over deze zaak nog eens overleg plegen met de fractievoorzitters en dat de Senaat zich daar morgenmiddag eventueel over uitspreekt.

Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, het is een goed voorstel van u, maar ik wil erop wijzen dat bij het voorlopig besluit van de gemengde commissie werd afgesproken dat men naar de Kamer en de Senaat zou gaan met onder meer de vraag of de commissie haar werkzaamheden nog tijdelijk zou voortzetten, teneinde nog na te denken over mogelijke oplossingen. Dat was het besluit waartoe ook wij waren gekomen. Het ligt helemaal in de lijn van hetgeen in de gemengde commissie werd afgesproken.

De Voorzitter. — Mijnheer Seeuws, ik ben het eens met uw interpretatie. Wat u zegt is juist. We zullen morgen een uitspraak doen over een eventuele verlenging van de werkzaamheden van de gemengde commissie.

Is de Senaat het daarmee eens?

Le Sénat est-il d'accord? (*Assentiment.*)

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE RIJKSMIDDELENBEGROTING VAN HET BEGROTINGSJAAR 1990

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN HET BEGROTINGSJAAR 1990

Algemene beraadslaging

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1990

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1990

Discussion générale

De Voorzitter. — Dames en heren, ik stel de Senaat voor het ontwerp van wet houdende aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting van het begrotingsjaar 1990 en het ontwerp van wet houdende aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1990 samen te behandelen.

Mesdames, messieurs, je suppose que l'assemblée sera d'accord pour joindre la discussion du projet de loi ajustant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1990 et du

projet de loi ajustant le budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1990. (*Assentiment.*)

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Van Hooland, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, met mijn dank aan de collega's van de commissie voor de Financiën en ook aan het secretariaat wil ik hier enkele woorden zeggen over de bespreking van de twee ontwerpen van wet.

De heer Henrion, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Ik zou kunnen verwijzen naar het verslag, maar doe dit niet omdat tijdens de commissiebesprekingen vermeldenswaardige zaken aan bod zijn gekomen. Men verwacht dit niet altijd bij de bespreking van de aanpassing van een begroting die meestal als een routineopdracht wordt beschouwd.

Deze ontwerpen van wet zijn in feite de concretisering van de regeringsverklaring die is afgelegd naar aanleiding van de begrotingscontrole op 6 maart 1990. De aanpassingen zelf zijn het gevolg van de ontwikkelingen en de beslissingen die nodig waren.

Ik geef enkele cijfers van aanpassing in vergelijking met vorig jaar en de stand van het gebruik van de begroting. Einde mei 1990 waren 47,5 pct. van de kredieten vastgelegd en 42,8 pct. van de ordonnanceringen uitgevoerd, tegenover respectievelijk 45,1 pct. en 44,2 pct. einde april 1989.

Het uitvoeringstempo van de begroting vertoont bijgevolg niets verontrustends en voor de ordonnanceringen ligt het percentage zelfs lager.

Dit is uiteraard nog geen waarborg voor de evolutie van het netto te financieren saldo, vermits de inkomsten van de Staat ook een rol spelen bij de totstandkoming van het eindsaldo.

Ik zal in een negental punten een aantal zaken verduidelijken.

Ten eerste. Waarom wordt de begroting na vijf maanden aangepast en hoe groot is die aanpassing? Het is normaal dat er binnen een periode van nog geen jaar aanpassingen nodig zijn. De regering heeft gezegd dat zij alle voorzorgen heeft genomen om de begrotingsfilosofie te handhaven. De omvang van de begrotingsherschikking belooft 27,4 miljard. Zij vloeit voort uit de maatregelen die in het begrotingsconclaaf genomen werden om het begrotingsdoel te bereiken. De departementen hebben voor 9,8 miljard frank uitgaven geschrapt. De toelagen van de Staat aan de sociale-zekerheidsstelsels werden met 10 miljard verminderd. De voorziene inkomsten werden herzien met 7,6 miljard. De herschikking heeft betrekking op zowat 2 pct. van de oorspronkelijke begroting.

Ten tweede. De recente begrotingshervorming heeft een heilzaam effect. Het budgettaire mechanisme is uiteraard nog niet op kruissnelheid. De departementen hebben nu echter beter de mogelijkheid om na te gaan waar zij met hun begroting aan toe zijn en of de cijfers van hun begroting overeenstemmen met die van de Algemene Uitgavenbegroting. Vroeger werd in de Rijksmiddelenbegroting een tabel van de uitgaven opgenomen, maar die tabel had niet de minste juridische waarde. De departementale begrotingen zijn nu geïncorporeerd in de Algemene Uitgavenbegroting en de administratieve begrotingen moeten vrij kort na de goedkeuring ervan volgen. De toestand van vroeger is dus niet meer mogelijk. De begrotingshervorming stelt het Parlement ook in staat de regering veel sneller te ondervragen over de reële evolutie van de begrotingstoestand.

Ten derde. Er blijft voor de regering bijna geen ruimte over om aan een begrotingsbeleid op lange termijn te doen. De Staat kan alleen zijn schulden afbetalen en zorgen voor de transfers naar de Gemeenschappen en de Gewesten. De Staat plukt niet de vruchten van de hoogconjunctuur. Een strakke begrotingspolitiek is dus noodzakelijk, willen wij ons samenlevingsmodel niet vernietigen.

Ten vierde. Wie is er bevoegd voor de sociale zekerheid? Tijdens onze crisisjaren was de sociale zekerheid goed voor drie vierde van de rijksschuld. De regering is bevoegd voor de begrotingspolitiek inzake sociale zekerheid en niet de sociale partners. Er moet wel een onderscheid worden gemaakt tussen de begroting van de sociale zekerheid en de begroting van de overheid. Er is om te beginnen een verschillende financieringswijze.

De staatstoelagen aan de sociale zekerheid hebben een dubbel doel: het deficit verminderen, enerzijds, en de solidariteit onder de bevolking concretiseren, anderzijds. Hoe groot mag die solidariteit echter zijn? Met andere woorden, hoe groot mag de staatsbijdrage zijn in het sociale-zekerheidsstelsel? Dit is de kernvraag. Het antwoord op deze vraag kan maar worden gegeven na een algemeen politiek en maatschappelijk debat en nadat er een akkoord is bereikt over de begrotingsdoelstellingen.

De eigen ontvangsten van de sociale zekerheid, die bestaan uit de bijdragen van werknemers, werkgevers en zelfstandigen en uit plaatsingsintresten, bedroegen in 1988 812 miljard, in 1989 844 miljard en worden voor 1990 geschat op 908 miljard. De staatstoelagen voor de sociale zekerheid bedroegen in 1988 287 miljard, in 1989 251 miljard en worden voor 1990 begroot op 229 miljard. De groei van de eigen ontvangsten voor de sociale zekerheid heeft tot gevolg gehad dat de staatssubsidies aanzienlijk konden worden verminderd.

Ten vijfde. Wat betreft de vermindering inzake de ministeriële kabinetten werd de beslissing over de verdeling van de som van 60 miljoen over de verscheidene kabinetten genomen tijdens de Ministerraad van vrijdag 1 juni 1990. De keuze werd overgelaten aan de betrokken minister om ofwel het kader te verkleinen ofwel de werkingskosten te verlagen.

Ten zesde. Volgens de minister is het niet mogelijk om de middelen op lange termijn vast te leggen omdat de economische en financiële toestand, de opbrengsten van de fiscaliteit en andere basisgegevens voortdurend wijzigen. De minister is het er wel over eens dat geen toevlucht kan worden genomen tot lineaire maatregelen. De regering heeft de jongste jaren steeds elk departement afzonderlijk beschouwd. Ideaal zou zijn om krediet na krediet te evalueren.

Ten zevende. Het Rekenhof heeft enkele opmerkingen gemaakt. In zijn eerste brief drukt het Hof er zijn ongenoegen over uit dat soms naar de aangepaste administratieve begrotingen wordt verwezen voor de verantwoording van het ontwerp van wet. Het gaat hier eerder over detailwijzigingen in de cijfers. De tweede brief van het Rekenhof bevat twee opmerkingen met betrekking tot Landsverdediging. Het gaat hier over de fondsenproblematiek die, zoals u weet, zal worden geregeld in 1991. Alle fondsen zullen functioneren op organieke basis. In de laatste brief zegt het Rekenhof dat ook voor bepaalde tussenkomsten van het Europees Sociaal Fonds in een organiek fonds moet worden voorzien.

Ten achtste. Men twijfelde aan de opportuniteit van de koppeling van de Belgische frank aan de sterkste Europese munt. Sommigen zagen meer heil in het koppelen van de Belgische frank aan de Nederlandse gulden. Wij weten ondertussen dat de keuze is gevallen op de Duitse mark. De minister was van oordeel dat het debat ook te maken heeft met de manier waarop de Staat van zijn hoge schuldquota kan afgeraken. In de koppeling van de Belgische frank aan de sterkste Europese munt zag men de mogelijkheid om de intrestvoeten te drukken.

Ten negende. Er zijn de rijksschuld en de zware budgettaire financiële verplichtingen die op het rijk rusten. De minister heeft in dat verband gezegd dat wij een uitermate strikt beleid moeten blijven voeren. Hij heeft ook opgemerkt dat, volgens de analyse van de Nationale Bank, indien wij erin slagen het tekort nominaal te blokkeren en de uitgaven buiten rentelasten in reële termen niet te laten stijgen, dit automatisch zal leiden tot een situatie waarin de schuldquota beginnen te verminderen. Dit houdt een automatisch saneringsproces in dat over een relatief lange termijn loopt, zonder dat echter brokken worden gemaakt.

De heersende hoogconjunctuur zou dit proces snel kunnen doen verlopen. De groei van de inkomsten van de Staat volgt echter nog steeds niet de groei van het BNP.

De groei van de inkomsten voor de sociale zekerheid bedraagt daarentegen 10 pct. Indien ook de fiscale inkomsten zo sterk zouden groeien, dan was België op drie jaar tijd uit de budgettaire knelsituatie, kon de afbouw van de schuldquota worden aangepakt, en zou het netto te financieren saldo dalen tot op het niveau van het Europees gemiddelde.

Tot daar het verslag over de aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting en over de aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van 1990.

De artikelen 1 tot 4 en het gehele wetsontwerp houdende aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting van het begrotingsjaar 1990 werden met 11 stemmen tegen 1 stem aangenomen. Het gehele wetsontwerp houdende aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1990 wordt eveneens met 11 stemmen tegen 1 stem aangenomen. Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 13 aanwezige leden. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, cet ajustement du budget des Voies et Moyens et du budget des Dépenses se situe à un extraordinaire moment de prospérité tant sur le plan international que sur le plan belge.

La croissance réelle dans l'environnement international n'a plus atteint un tel niveau depuis de très nombreuses années. Ceci — il faut le noter — est accompagné d'un niveau d'inflation extrêmement faible.

Si nous regardons la situation de la Belgique en 1989, la croissance réelle a été de 4,5 p.c. accompagnée d'un taux de croissance du coût de la vie de 3,1 p.c. Deux chiffres remarquables! La balance courante a enregistré un excédent de 126 milliards. Le chômage atteignait encore malheureusement — mais il y a à cela des raisons administratives et légales — 8,2 p.c. de la population active à la fin de 1989. Mais il faut bien reconnaître qu'il atteignait 10,5 p.c. à la fin de 1986.

Cet élément aurait dû avoir immédiatement des répercussions sur la situation du budget tant du côté des recettes que de celui du solde net à financer.

Or, que constatons-nous pour le budget de 1989? En réalité, l'objectif que le gouvernement s'était fixé, à savoir un solde net à financer de 405,4 milliards, soit 6,7 p.c., donne l'impression d'avoir été mieux réalisé que prévu. En effet, le solde net à financer correspond, en réalité, à 397,2 milliards, soit seulement 6,5 p.c. du produit national brut. Je dis « seulement », mais, bien entendu, il ne s'agit pas d'une comparaison internationale.

Ce niveau, à part celui de la Grèce et de l'Italie, est le plus élevé des pays de la Communauté européenne et le double de la moyenne de ceux-ci.

Mais si nous analysons plus finement les chiffres, nous devons déchanter: ce n'est un brillant succès qu'en apparence. En effet, décomposons en deux éléments — d'une part, le budget national et, d'autre part, le budget régional et communautaire — ce résultat en apparence positif. Que constatons-nous? En ce qui concerne le national, le solde net à financer prévu — 382,6 milliards — a été dépassé de 59,8 milliards, c'est-à-dire qu'il atteint 442,4 milliards. C'est dire que, de ce côté-là, non seulement les progrès sont nuls, mais qu'au contraire, il y a aggravation par rapport à l'année antérieure.

C'est du côté des Régions, quels que soient d'ailleurs les motifs pour lesquels celles-ci ont été amenées à dépenser moins que prévu, que se situe l'économie. Effectivement, au lieu d'avoir un déficit de 22,8 milliards, les Régions ont accumulé un solde positif de 45,2 milliards, faisant 68 milliards de mieux que ce que le budget national leur laissait entrevoir. Elles se sont montrées moins dépensières que prévu. L'écart positif de 8,2 milliards enregistré par rapport au solde net à financer, « budgété » à 405,4 milliards, est dû seulement à la différence entre les moindres dépenses des Régions — 68 milliards — et le

dépassement des dépenses de l'Etat national: 59,8 milliards. Un boni de 8,2 milliards, dû au hasard, par rapport au programme est donc enregistré.

Je ne peux cependant pas féliciter le gouvernement pour sa politique d'économie, de rationalisation ou d'efficacité. En effet, actuellement, notre pays se place dans la meilleure situation économique qu'il ait connue depuis 15 ans. Or, en dépit de la croissance des données économiques et de l'amélioration incontestable, le gouvernement n'a pas été à même d'en utiliser les fruits afin de réduire l'impact futur de ce drame que constitue notre dette publique. L'effort boulé de neige a disparu l'an dernier; personne ne sait si son absence persistera. A la manière du monstre du Loch Ness, il pèse sur la situation économique et financière du pays. Incontestablement, la situation positive de l'année 1989 n'a donc pas été exploitée.

Selon toutes les projections possibles en ce mois de juin, 1990 demeure une année très favorable, même si un certain déclin de la demande en permis de bâtir est constaté, même si certains ralentissements sont observés et même si certains secteurs économiques souffrent. A cet égard, il est assez paradoxal d'afficher un manque de main-d'œuvre qualifiée alors hélas! que nous disposons encore d'une « armée » de chômeurs correspondant à 8,2 p.c. de la population active. 1990 reste néanmoins une bonne année: 3,7 p.c. de croissance réelle, et un taux d'inflation relativement raisonnable de l'ordre de 3,2 p.c., soit un total de 6,9 p.c.

Curieusement, le gouvernement s'est fixé l'objectif de 405,4 milliards en tant que solde net à financer en 1990, violant ainsi une des règles de liaison annuelle du solde net à financer à celui de l'exercice antérieur. Dès à présent, tous les observateurs indépendants affirment que ce solde net à financer de 405 milliards sera d'ailleurs dépassé.

Pour mémoire, je rappelle que le gouvernement s'était engagé au respect de deux normes dans la pratique de sa politique budgétaire.

Selon la première, le niveau du solde net à financer ne pouvait pas dépasser, pour l'ensemble d'une année, le montant en valeur absolue de l'année antérieure. La deuxième norme indiquait que les dépenses hors intérêts et autres charges de la dette publique ne pouvaient pas, en valeur réelle, dépasser celles de l'année précédente. Or, la première de ces deux normes n'est pas respectée puisque le gouvernement a déposé un budget dans lequel le solde net à financer s'élève à 405 milliards. Je rappelle qu'en 1989, dans les conditions que je viens de décrire, le résultat obtenu se chiffrait à 397 milliards. Si le gouvernement s'était conformé à sa propre norme, il aurait dû programmer ce solde net à financer pour le budget 1990.

Si nous considérons les attitudes des observateurs impartiaux de la vie économique, nous constatons que le service d'étude de la plus grande banque privée de Belgique programme, dès à présent, le solde net à financer en fin d'année à 445 milliards, soit une augmentation de 48 milliards par rapport à l'an dernier.

Si j'en crois les rumeurs à propos de l'objectif budgétaire du gouvernement, il ne suffira pas de « gratter » 40 milliards. Selon les prévisions les plus optimistes émises par les cabinets ministériels, 70 milliards au moins seront nécessaires. La prospérité de l'année 1990 n'a donc pas non plus été utilisée afin d'améliorer la situation de nos finances publiques. Par conséquent, à la fin de l'exercice, nous risquons de nous trouver dans la situation aussi périlleuse que celle que nous avons connue voici deux ans. Ces années ont été prospères pour le citoyen belge, ce dont je me réjouis. Cette prospérité ne s'est pas développée grâce au gouvernement, mais malgré lui.

Comment situer ce résultat déplorable compte tenu des dépenses et des recettes?

Je voudrais d'abord indiquer à quel point le double objectif que je viens de rappeler est relativement médiocre car il ne démontre aucune vision à long terme. Or, la situation dramatique que nous connaissons aujourd'hui justifiait que le gouvernement se fixe, à l'échéance d'une dizaine d'années, un objectif précis dont il aurait chaque année réalisé un dixième. J'estime

qu'il aurait dû, en plus de l'objectif annuel à réaliser grâce aux deux techniques que je viens de rappeler, tenté d'atteindre la moyenne de 3 p.c. de la Communauté européenne, cela aurait permis au gouvernement de soulager la trésorerie et de mener une politique active dans les domaines où cela s'avère indispensable.

Nous sommes enfermés dans un tel carcan que nous n'avons aucune marge de liberté. Ainsi, chaque fois que dans le domaine social, dans le domaine des investissements ou de la recherche scientifique, le gouvernement devrait se rallier à un programme intéressant, il ne peut le faire car il n'a plus les moyens de sa politique. C'est la raison pour laquelle il aurait fallu se fixer un objectif à plus long terme.

Si un gouvernement ne désire pas établir un programme à long terme, il peut au moins se fixer un programme de législation. Là aussi, en dehors des deux normes annuelles que j'ai rappelées, le gouvernement aurait dû élaborer un programme précis afin qu'à la fin de la législature, en janvier 1992, il puisse présenter un solde net à financer d'une ampleur réduite. Où sont de tels objectifs? C'est là une grande faiblesse de ce gouvernement.

En pratique — c'est cela l'important — que peut-on encore faire au niveau des dépenses?

Les investissements ont déjà été réduits à la portion congrue. Ce n'est ni dans le domaine des infrastructures, déjà largement décentralisé au niveau des Régions, ni dans celui des grandes dépenses en matière de communications, domaine resté national, que l'on peut encore envisager une action à l'heure actuelle.

En matière de recherche et de développement technologique, les performances actuelles sont lamentables. J'interviendrai demain sur un autre terrain en ce qui concerne le résultat pénible de la conférence des ministres d'Eurêka, tenue à Rome le premier juin dernier.

La Belgique qui, au début de la fondation d'Eurêka, avait accumulé douze projets sur septante, réussit seulement à obtenir une participation à trois projets sur nonante et un!

Le label Eurêka est attribué grâce à la collaboration entre le gouvernement et les entreprises qui présentent des idées. C'est un projet qui se prépare, qui se négocie et qui implique aussi certaines dépenses inscrites au budget du Premier ministre, à la section de la politique scientifique. Cette politique dépend totalement de nos moyens financiers. Or, il est impossible d'effectuer des dépenses supplémentaires en ce domaine.

Les frais de fonctionnement du gouvernement, eux, ont été tellement raturés depuis 1981 qu'il est impossible de les réduire davantage. Nous finirions par nous retrouver dans la situation de ces communes — dont certaines de la Région bruxelloise, que j'ai bien connues — qui, après avoir rémunéré leurs fonctionnaires, ne parvenaient plus à supporter d'autres frais, comme les frais de chauffage ou d'éclairage. Si l'on continue à raturer les frais de fonctionnement, des ministères pourraient se retrouver dans une situation identique. Ce n'est évidemment pas la vocation d'un département ministériel!

Le troisième poste de dépenses et, incontestablement, l'une des causes de nos difficultés, se rapporte aux fonctionnaires. Dans le courant des années 70, comme certains de nos voisins, nous avons cru que l'Etat belge avait la vocation de lutter contre la crise en occupant davantage d'agents de l'Etat et d'autres pouvoirs qui dépendent de l'administration. Je vous rappelle qu'en 1970, 600 000 fonctionnaires et agents des services publics étaient en service. Le 30 juin 1981, il y en avait 881 000, c'est-à-dire pratiquement 50 p.c. de plus.

Au cours de la période allant de 1981 à 1988, ce nombre a progressivement diminué pour arriver à 803 000 personnes. Le dernier relevé, datant du 30 juin 1989, me permet de faire une constatation assez inquiétante, à savoir que ce nombre augmente à nouveau et qu'il y a actuellement 4 000 agents des services publics de plus par rapport à l'année antérieure.

Il est clair que ces chiffres vont à l'encontre de notre objectif qui consiste à avoir des fonctionnaires moins nombreux, mieux payés, plus qualifiés et plus efficaces. Or, nous nous trouvons

aujourd'hui devant une situation qui reprend les sentiers — très mal battus — des années 70. Or, nous devons privilégier la qualité à la quantité, comme je l'ai indiqué tout à l'heure à M. Tobback.

Le gouvernement ne cesse de répéter ce que je viens de préconiser mais il existe une différence entre les actes et la parole. Ce disant, je pense en particulier au domaine de l'enseignement et aux conflits actuels qu'il ne parvient pas à résoudre. Une des grandes faiblesses de la politique du gouvernement consiste dans le fait qu'il ne fait pas toujours ce qu'il dit et qu'il devrait faire.

A l'heure actuelle, si nous considérons l'excédent des dépenses générées par les 200 000 fonctionnaires supplémentaires par rapport à 1970, à rémunérations identiques nous ne devrions pas être éloignés d'un montant total s'élevant à 200 milliards de francs, ce qui est énorme.

S'il n'y a pas moyen de les économiser, peut-être pourrait-on mieux les dépenser en adoptant, je le répète, une attitude plus qualitative à l'égard de la fonction publique.

Il existe encore un autre poste de dépenses important, c'est celui des transferts de la sécurité sociale. Puisque nous examinerons bientôt le projet de loi portant des dispositions budgétaires, et que tout un chapitre est consacré à un emprunt de 10 milliards dans les réserves de la sécurité sociale, j'aurai l'occasion de revenir sur ce point.

Le ministre du Budget, au cours d'une conférence de presse, et par l'établissement d'une note datée du 10 avril 1990, a formulé toute une série de réflexions à propos des dépenses de la sécurité sociale et surtout de leur croissance.

Entre 1970 et 1975, le niveau de la contribution de l'Etat à la sécurité sociale était en moyenne de 3,4 p.c. Le ministre du Budget souhaite revenir à ce niveau, les montants de participation atteignant, dans les plus mauvaises années, 8,5 p.c. du produit national brut. Il conviendrait de stabiliser la contribution de l'Etat à la sécurité sociale, cette stabilisation n'est pas nécessaire actuellement, car il faut tenir compte de l'évolution des cotisations et de la subvention de l'Etat. Aujourd'hui encore, cette subvention représente, pour l'Etat, 229 milliards par rapport à 908 milliards de cotisations.

Il est évident que les dix milliards de récupération dans les réserves constituent une goutte d'eau par rapport à ce que la sécurité sociale a reçu pendant les années de vaches maigres et que le ministre du Budget évalue aux trois quarts de la dette publique actuelle, si l'on tient compte à la fois des subventions directes, du déplaçonnement des cotisations de la sécurité sociale depuis 1981, des pertes de recettes fiscales dues à ce déplaçonnement, des charges d'intérêts et de la centaine de milliards que, chaque année, la sécurité sociale reçoit de son Fonds d'égalisation.

A l'heure actuelle, les montants dépassent encore, de façon significative, les 3,4 p.c. du produit national brut. J'aurai l'occasion, tout à l'heure, de revenir sur ce point.

Enfin, on a tout à coup découvert, du côté des recettes et non des dépenses, la panacée: les sociétés ne paient pas assez d'impôts. M. Deprez a apparemment entendu «braire» quelqu'un qui lui a soufflé que la solution au problème de l'endettement de l'Etat et du déficit annuel budgétaire pouvait être trouvée de ce côté.

Il faut cependant nous rappeler qu'une des causes de la «déglingue» qu'ont connue les entreprises belges entre 1974 et 1982 était précisément l'augmentation de leur fiscalité. Souvenons-nous qu'en raison des deux taxes — Sol 1 et Sol 2 — de péréquation instaurées à cette époque, le taux réel de taxation de nombre d'entreprises était monté à plus de 55 p.c., jusqu'au moment où ces deux impôts additionnels ont été supprimés.

Voulons-nous suivre la même voie, rendre les entreprises exsangues, les amener à devoir s'endetter à nouveau et nous retrouver, lors de la prochaine récession, dans la même situation que celle qui a abouti à la destruction de l'emploi industriel — et ce de façon dramatique pour toutes les régions du pays — au cours de la période allant de 1975 à 1987?

Bien entendu, on nous répondra que les bénéfices annuels des sociétés — en 1988 et éventuellement en 1989 — n'ont pas trouvé une répercussion intégrale dans l'impôt payé par ces mêmes sociétés. Mais sachons d'abord que la comparaison des deux évolutions se fonde sur des éléments qui ne sont, en fait, pas comparables. En effet, le résultat global macro-économique des entreprises est évidemment la mise en opposition de résultats positifs et de résultats négatifs. Si vous avez, par exemple, des résultats positifs qui restent inchangés et des résultats négatifs — souvenons-nous, à cet égard, de Cockerill — qui diminuent, le résultat total augmentera, sans que cela entraîne pour autant une répercussion quelconque sur les impôts payés ou à payer.

Sachons aussi qu'une bonne partie des mesures visant à alléger la fiscalité des entreprises trouvent maintenant — et normalement — leur répercussion dans le niveau de l'impôt que ces mêmes entreprises paient.

J'en viens au troisième argument: l'effet retardateur de la récupération pendant les premières années de reprise économique de 1987 à 1989.

Les entreprises sont évidemment affectées par les reports de pertes des années de crise, qui font en sorte qu'une partie importante des bénéfices est immunisée dans la déclaration fiscale.

Enfin, il faut bien se rendre compte également de ce que l'internationalisation croissante — il ne s'agit pas ici d'ingénierie fiscale comme d'aucuns ont toujours tendance à le prétendre quand il s'agit d'entreprises — peut entraîner une augmentation des revenus des entreprises belges sans que les impôts soient nécessairement majorés d'autant en Belgique. Ceci est d'autant plus vrai qu'une part plus importante est payée dans le pays dans lequel ces bénéfices sont réalisés. Nous devons souhaiter que les entreprises belges s'internationalisent.

Elles seront quasiment libres de taxation en Belgique au moment où leurs bénéfices sont transférés. Plutôt que d'être un agent provocateur, il eût mieux valu soumettre ce problème, à la différence de ce qu'a fait M. Deprez, à un examen sérieux et veiller à ne pas lancer des pistes qui se révéleront soit inexistantes, soit extrêmement dangereuses pour la santé économique des entreprises sur lesquelles, en fin de compte, reposent le bien-être du pays et les recettes du gouvernement.

Toujours dans ce domaine des recettes, nous nous trouvons face à trois possibilités pour les différentes branches de notre fiscalité, en fonction du marché de 1993. En effet, une série de recettes fiscales verront leur taux affecté par des décisions d'harmonisation des instances communautaires. Parmi les taxes concernées par ce problème, citons les accises que la Communauté européenne se propose, sinon d'uniformiser, comme elle l'envisageait il y a quelques années, de rapprocher de manière impérative. En matière de TVA également, existe une intention d'harmonisation, limitée à une toute petite fourchette, ce qui éviterait les distorsions de concurrence. La Belgique sera contrainte, dans ce domaine, de se plier, tout en ayant voix à la décision et aux résultats des négociations, sur le plan européen.

À l'autre extrême se situent les taxes de type territorial, dont on peut croire, à première vue, qu'elles n'affectent pas la compétitivité du pays. Je prends, à titre d'exemple, les droits d'enregistrement appliqués aux biens immobiliers. En théorie, ces droits ne subiront aucune pression internationale susceptible de les modifier. Par pression, j'entends à la fois une insistance d'harmonisation, au plan européen, et une pression concurrentielle pour uniformiser ces droits. En théorie donc, ils peuvent continuer à être les plus élevés de tous les pays européens, avec un taux de 12,5 p.c., par exemple, pour les droits d'enregistrement. Je dis bien, en théorie, parce qu'en réalité, l'effet de ce taux élevé se traduit par une absence de mobilité des biens immobiliers, les transactions immobilières étant beaucoup plus faibles que dans d'autres pays, tout simplement parce qu'elles sont particulièrement onéreuses. Si les Américains, comme de nombreux citoyens européens, se trouvent dans la situation où la vente d'un immeuble, d'un appartement ou d'une maison est profitable, ils l'effectuent; en Belgique, par contre, la vente d'une

habitation entraîne des frais importants pour le vendeur, ce qui a tendance à figer les gens dans leur habitat.

M. Erdman, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

Théoriquement donc, ces taxes sont stables et ne devraient pas être affectées par le mouvement européen.

Mais entre ces extrêmes, se situe une forme de fiscalité qui, même si au niveau européen on ne décide pas d'harmoniser, nous amènera à le faire, en raison de la pression concurrentielle internationale. C'est le cas notamment pour la fiscalité des personnes, pour l'impôt sur les revenus des personnes physiques, pour la parafiscalité, à savoir les cotisations de sécurité sociale tant de l'entreprise que du travailleur. Nous ne pourrions pas indéfiniment maintenir, en Belgique, l'écart considérable existant entre le coût salarial, d'une part, et le revenu net du travailleur, d'autre part. Les données internationales, en la matière, le prouvent. Notre pays se situe parmi ceux qui présentent l'écart le plus important, à ce niveau.

Dans ce domaine, se situe également l'impôt des sociétés.

Nous avons déjà été amenés, sans aucune injonction européenne, à devoir réduire le précompte mobilier. C'est une décision que le gouvernement belge a prise de sa propre initiative parce qu'il lui était impossible de poursuivre avec un taux de précompte de 25 p.c.

L'impôt des sociétés, pour lequel nous avons été soumis à cette même pression concurrentielle, a dû être ramené à 39 p.c. Comme le ministre des Finances, qui a commandé une étude, actuellement en cours, au Conseil supérieur des Finances, je suis personnellement convaincu que nous n'atteindrons pas 1993 avec un taux de 39 p.c. mais que nous devrons l'abaisser à 36, voire à 35 p.c., et ce, je l'espère, dans les meilleures conditions possibles.

Il est clair que c'est le type d'impôt que nous ne pouvons maintenir à un niveau supérieur à celui de nos partenaires européens.

Cette fausse piste de la fiscalité des entreprises est extrêmement dangereuse parce qu'on ne pourra pas s'engager dans cette voie et prendre, dans ce domaine, des mesures sans provoquer immédiatement des répercussions dommageables pour l'ensemble de l'économie belge.

J'ajoute que 1990 est aussi une année extrêmement dangereuse. C'est la première année de très grande prospérité, c'est la fin d'un accord interprofessionnel, négocié pour la période 1989-1990, c'est aussi une année où les entreprises, dont j'ai décrit tout à l'heure la situation relativement positive, vont être confrontées à de nouvelles revendications. C'est le moment où les chefs d'entreprise font preuve de faiblesse. On ne peut, dans de telles circonstances, ni accepter des grèves, ni une interruption de production, alors que la conjoncture est favorable. Si les grèves peuvent être admises en période de mauvaise conjoncture, lorsque la prospérité est absente, elles ne le sont certainement pas en période de croissance, lorsqu'on engrange de bons résultats.

Si le gouvernement n'est pas vigilant, en la matière, nous risquons de nous trouver, à la fin de l'année, avec des entreprises brimées sur le plan fiscal — j'ignore ce que le gouvernement va faire mais les rumeurs ne sont pas bonnes —, perdant leur compétitivité, sur le plan salarial, à cause de conventions qui seront conclues à la hâte, dans de très mauvaises conditions. Nous nous trouverons alors dans les mêmes circonstances que celles qui, dans le courant des années septante, ont amené les événements que vous connaissez. Or, les mêmes causes créent les mêmes effets. Les quatre premiers gouvernements Martens ont précisément été des gouvernements où l'on a perdu de vue la nécessaire modération de rémunération de tous les facteurs de production. On pensait que « les arbres allaient croître dans le ciel ».

C'est pourquoi j'estime que rien n'est aussi contre-indiqué, à l'heure actuelle, que d'accroître encore la fiscalité.

Je conclus, monsieur le Président.

En réalité, c'est dans la réduction des dépenses et non dans l'augmentation des recettes qu'il faut trouver les ressources nécessaires à l'amélioration de l'équilibre budgétaire. J'ai indiqué, tout à l'heure, que certaines pistes avaient été envisagées et me paraissaient bonnes. Puisque le ministre du Budget a été l'auteur d'une de ces pistes, je voudrais lui dire que sa présentation du 10 avril 1990 m'a paru excellente, comme orientation, en ce qui concerne le sort de la sécurité sociale.

Je voudrais dire aussi que la façon dont le gouvernement a traité le problème de la parité du franc belge me paraît très habile. Elle engendrera certainement des résultats non négligeables, à court terme. Le taux d'intérêt à payer, pour notre dette publique, s'en trouvera certainement amélioré.

Cependant, cela constitue, en quelque sorte, une fuite en avant. La mesure a d'ailleurs bel et bien été accompagnée de fuites, avant que le Premier ministre ait officiellement fait part de ses intentions. Le rapprochement par rapport au *Deutsche Mark* permettra d'économiser, à court terme, sur la dette publique, une somme qui ne sera probablement pas négligeable, vu l'ampleur de notre dette, mais à long terme, il faut reconnaître que cela nous contraindra à plus de rigueur et à un comportement moins laxiste dans beaucoup de domaines. La négociation des conventions collectives notamment, dont je viens de vous parler, en subira le contrecoût. Davantage de prudence est peut-être l'objectif souhaitable.

On voit bien d'où vient l'inspiration. En effet, dès qu'il a été dit que cet objectif n'était pas tellement imposant ou difficile à atteindre, le gouverneur de la Banque nationale a déclaré qu'il n'était pas simplement question du *Deutsche Mark*, mais que l'on pourrait se joindre à une autre monnaie très forte. Si le franc français, par exemple, devenait plus fort que le *Deutsche Mark*, ce serait à lui que l'on se raccrocherait.

Il est donc évident que l'impératif est un impératif de rigueur, une fuite en avant pour empêcher des méfaits dans le domaine de la négociation sociale. Toutefois, en « collant » d'aussi près à une monnaie précise, ou même à la monnaie la plus forte du système monétaire européen, nous nous privons de l'instrument que constitue, en particulier, la marge de 2,25 p.c. dont nous pouvons disposer, de part et d'autre, de notre taux pivot dans le système monétaire européen. Nous renonçons, par conséquent, à la faculté d'utiliser, à un moment donné, cet instrument de politique économique comme nous avons renoncé, deux ans plus tôt que 1993 — deux ans trop tôt, en vérité —, au double taux de change encore autorisé jusqu'au 1^{er} janvier 1993. Cela nous obligera à d'autant plus de rigueur mais il est pénible de constater que l'on recourt à de telles techniques parce que l'autorité politique de ceux qui sont au pouvoir ne suffit pas pour aboutir au même résultat de modération sociale et budgétaire de façon volontariste.

Il a fallu, en effet, que la Banque nationale pousse le gouvernement dans ses derniers retranchements. Cela me paraît un singulier signe de faiblesse pour un gouvernement qui dispose d'une telle majorité, d'une telle représentativité, au sein de cette assemblée. Je ne puis que le déplorer.

Telles sont les considérations que je souhaitais consacrer à l'ajustement budgétaire de l'année en cours.

Je ne vous cache pas mon inquiétude et ma surprise lorsque je constate que le gouvernement n'a pas mieux utilisé les fruits de la prospérité. Il risque, dans environ un an et demi, de laisser l'Etat dans la même situation qu'à son arrivée au pouvoir puisqu'il n'a pas fait bénéficier son budget de ce qu'incontestablement un gouvernement, davantage conscient du long terme, aurait fait des finances publiques de ce pays. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Deprez.

De heer Deprez. — Mijnheer de Voorzitter, naar aanleiding van dit ontwerp houdende aanpassing van de Rijksmiddelen- en Uitgabenbegroting 1990 wil ik nogmaals zeer uitdrukkelijk onze bezorgdheid uitspreken over de begrotingsevolutie, met het oog op de verdere sanering van de overheidsfinanciën. Wij wijzen er andermaal op dat deze sanering de hoofdprioriteit was van

het regeerakkoord en tot op heden door de regering klaarblijkelijk als hoofddoelstelling wordt aangehouden. De koppeling van de Belgische frank aan de Duitse mark en de daaruit voortvloeiende vereisten inzake sociaal-economisch en budgettair beleid zijn trouwens een bewijs van de vaste wil van de regering om dat doel te bereiken.

Als wij bekommerd zijn om de toestand van de begroting, dan is dit niet als een hardvochtige boekhouder die geen begrip weet op te brengen voor de ware noden in de maatschappij. Integendeel! Wij zijn ons er immers van bewust dat een jaarlijkse schuldenlast van om en bij de 7 000 miljard Belgische frank of 133 pct. van het bruto nationaal produkt, ten opzichte van een Europees gemiddelde van slechts 60 pct. geen ruimte meer laat voor een eigentijds en toekomstgericht beleid. Er zijn onvoldoende middelen voor justitie en veiligheid, voor huisvesting, gezondheids- en bejaardenzorg, overheidsinvesteringen en modernisering van de overheidsadministratie.

De publieke sector is niet in staat om de privé-sector te volgen. Dit is ongezond en leidt tot frustraties langs beide kanten.

De dubbele begrotingsnorm van het regeerakkoord is verantwoord en dient dan ook volkomen te worden gerespecteerd, vooral in de periode van hoogconjunctuur die wij nu beleven. In die context maken wij ons zorgen over de uitvoering van de begroting 1990.

Het doel is net zoals voor 1989 405 miljard netto te financieren saldo. Wij vragen ons echter af of deze doelstelling kan worden gehaald, aangezien het resultaat van 1989 zeer gunstig werd beïnvloed, dank zij de Gewesten en Gemeenschappen, en wel ten belope van 68 miljard, namelijk 45 miljard overschot in plaats van het geraamde tekort van 23 miljard. Dit betekent dat het nationaal budget voor 1989, met ongeveer 59 miljard ontspoord is, tenzij de Vice-Premier en minister van Begroting ons zou tegenspreken. Als gevolg van deze minder gunstige startbasis, de hogere interestlasten en de minderontvangsten zou het geraamd netto te financieren saldo voor 1990 na de begrotingsaanpassing volgens de enen met 25 miljard en volgens de anderen met 45 miljard worden overschreden. Ook de heer Harry heeft ernaar verwezen.

Kan de Vice-Premier en minister van Begroting ons mededelen of dit al dan niet reële vooruitzichten voor 1990 zijn?

Welke is de te verwachten invloed van 1989 op de uitvoering van de begroting 1990 en het opstellen van de begroting voor 1991? Het IMF vermeldt in het jongste rapport dat ons land reeds zware inspanningen heeft gedaan en nog doet om het netto te financieren saldo te verminderen. Er is het zeer goede vooruitzicht dat wij over vijf jaar het Europees gemiddelde van 2,5 à 3 pct. netto te financieren saldo ten opzichte van het bruto nationaal produkt kunnen halen, op voorwaarde dat de begrotingsnormen strikt worden gerespecteerd. Alles werd dus in het werk gesteld om een succesrijk beleid te voeren, alleen blijft de vraag in welke mate de uitvoering in overeenstemming zal zijn met het gestelde doel.

Wij willen de regering dan ook aansporen om dit te doen en daarvoor geen schijn- en/of doorschuifoperaties aan te wenden of zich te beperken tot maatregelen die slechts op het eerste gezicht resultaten opleveren, maar op termijn eerder contra-productief zijn.

Wij pleiten andermaal voor een globale visie en een meerjarenplan van coherente maatregelen in het kader van een voortgezet beleid. In die context gaan wij akkoord met het streven van de regering om met de sociale partners een soort maatschappelijke consensus te bereiken over de op termijn te halen begrotingsdoelstelling. Het bereiken van die consensus is belangrijk, maar wellicht veel minder moeilijk, dat is mijn persoonlijke overtuiging, dan een akkoord bekomen over de hefbomen om dit doel te bereiken, zoals de manier waarop de inflatie in toom kan worden gehouden. Het gevaar bestaat dat de inflatie uit de hand loopt, niet enkel ingevolge looneisen, maar ook ingevolge loonopbod, als gevolg van een groeiend tekort op de arbeidsmarkt, en de mogelijke verhoging van de indirecte belastingen om het begrotingsdeficit te verminderen.

Een andere hefboom is de bijdrage van de Staat voor de sociale zekerheid. Kan er een consensus tot stand komen over een aanpassing van de prestaties, zoals door het IMF en de OESO werd gesuggereerd, meer bepaald inzake werkloosheid en gezondheidszorgen, om zo het Europees gemiddelde te bereiken? Ik kan het standpunt van de regering over het staatsaandeel in de sociale zekerheid volkomen bijvallen. Het heeft immers niet veel zin te spreken over een overschot in de sociale zekerheid als men weet dat het staatsaandeel in de ontvangsten van de sociale zekerheid 20 pct. bedraagt en dat het in volle crisistijd, namelijk in 1982, zelfs 38 pct. bedroeg.

Het is voor mij vanzelfsprekend dat de financiering van de sociale zekerheid in de huidige budgettaire context een element moet zijn van het begrotingsbeleid. De sociale zekerheid is immers gebaseerd op solidariteit. Het is daarom ook normaal dat het staatsaandeel varieert naar gelang van de evolutie van conjunctuur. Er moet dus wel een akkoord zijn, en een garantie worden gegeven over de basisprestaties van de sociale zekerheid en over de minimum bijdrage van de Staat, rekening houdend met de evolutie van de eigen ontvangsten als gevolg van het conjunctuurverloop.

In dezelfde context zou een consensus tot stand moeten komen over het werkgevers- en werknemersaandeel in de financiering van de sociale zekerheid.

Sommigen pleiten voor een vermindering van de werkgeversbijdragen. Dit is nu wellicht minder verantwoord omwille van de hoogconjunctuur en de budgettaire toestand. Deze vermindering zou evenwel de belastingbasis vergroten en derhalve de opbrengst van de vennootschapsbelasting gunstig beïnvloeden.

In verband met het budget 1991 wordt de jongste tijd veel geschreeven en gesproken over de ontvangsten. Afgezien van de intrestlasten zijn de uitgaven onder controle. De inkomsten uit de fiscaliteit zouden echter te laag zijn. Vooral de vennootschapsbelasting zou oorzaak zijn van deze negatieve evolutie omdat de ontvangsten niet in verhouding zijn tot de groei van het BNP. Uit de statistieken blijkt dat dit inderdaad geldt voor de personenbelasting, maar niet voor de vennootschapsbelasting, behalve dan voor 1989. De ontvangsten uit de vennootschapsbelasting stijgen wel minder snel dan de belastbare winst, maar dit is het gevolg van de maatregelen die in de jaren 80 in het kader van het herstelbeleid werden genomen om de bedrijfsinvesteringen aan te moedigen. Dat beleid is in alle opzichten geslaagd en het zou van kortzichtigheid getuigen indien men niet zou erkennen dat de huidige economische groei grotendeels te danken is aan de bedrijfsvriendelijke fiscaliteit die op haar beurt een verhoging van de inkomsten uit indirecte belastingen en sociale-zekerheidsbijdragen heeft teweeggebracht.

Niettegenstaande de fel verminderde werkloosheid zijn de uitgaven wellicht onvoldoende afgenomen. Tot degenen die beweren dat de ondernemingen niet voldoende bijdragen in de fiscaliteit wil ik zeggen dat men niet alleen de indirecte belasting in aanmerking moet nemen, maar ook de parafiscaliteit. Deze combinatie ligt in ons land duidelijk hoger dan het Europees gemiddelde en dan het gemiddelde in onze onmiddellijke buurlanden.

In een rapport over de sociale zekerheid, gemaakt op verzoek van minister Busquin, wordt duidelijk aangetoond dat de werkgeversbijdragen te hoog zijn. Dit neemt echter niet weg dat eventuele fiscale misbruiken en fraude streng moeten worden bestreden. De fiscale administratie moet vooral de tijd krijgen om de veelvuldig gewijzigde wetgeving te verwerken en correct toe te passen. Dat is niet altijd zo eenvoudig.

Dat er onzekerheden zijn en dat er vertragingen optreden bij de inning van de belastingen is in feite normaal. De personenbelasting werd tot tweemaal toe fundamenteel gewijzigd, namelijk door de wet-Grootjans van 1 augustus 1985 en door de jongste hervorming-Maystadt-Demeester van 2 december 1988. De kostprijs van de eerste operatie werd geraamd op circa 60 miljard per jaar, de kostprijs van de tweede hervorming op circa 90 miljard per jaar. Er is nochtans een groot verschil tussen de hervorming van 1988 waarvan de kostprijs volledig wordt gecompenseerd, en deze van 1985 die helemaal niet werd gecompenseerd.

Men beweert overigens dat de indexering van de belastingtarieven goed is voor een jaarlijkse minderontvangst in de personenbelasting van 31 miljard. Kan mevrouw de staatssecretaris voor Financiën dit cijfer al dan niet bevestigen? Soms spreekt men van 20 miljard, dan weer van 30 miljard en ik weet niet of er hierover zekerheid bestaat. Dit is een belangrijk gegeven in het hele debat over de onvoldoende ontvangsten van de directe belastingen. De hele belastingwijziging, waarvan de terugslag over verscheidene jaren voelbaar zal zijn, brengt mee dat niemand nog kan weten hoe omvangrijk de reële ontvangsten zijn en nog veel minder of de geplande compensaties voor de belastingvermindering voldoende zullen opbrengen. In elk geval komt 24 miljard van de compensaties voor de hervorming van de personenbelasting van eind 1988 van de ondernemingen. Ook ter compensatie van de vermindering van de roerende voorheffing hebben de ondernemingen 10 miljard moeten bijdragen. De beperkte hervorming van de vennootschapsbelasting van december 1989 was ook nog eens goed voor een netto bijdrage van het bedrijfsleven van om en bij 10 miljard.

Mijnheer de Voorzitter, bij wijze van samenvatting wil ik besluiten dat ik mij zorgen maak over de resultaten van het begrotingsjaar 1989, de uitvoering van de begroting 1990 en de terugslag ervan op de begroting van het volgend jaar. Schijn- en doorschuifoperaties bij het opmaken van het budget van 1991 zijn onaanvaardbaar. De waarde van alle uitgaven moet worden nagegaan en ook de sociale zekerheid, zowel op het gebied van prestaties als van staatstoelagen, moet bij het budgettaire beleid worden betrokken, met voldoende garantie evenwel voor de leefbaarheid van het systeem. Het zou onverstandig zijn en tegen de Europese tendens ingaan, de ontvangsten van de Staat op te drijven door de belastingdruk te verhogen. Het is niet aangewezen om na de recente hervorming van de personen- en vennootschapsbelasting de tarieven te verhogen of nogmaals de wetgeving aan te passen. Toch moeten manifeste misbruiken worden opgespoord en weggewerkt. Er moet echter vooral werk worden gemaakt van een correcte en vlotte inning van de belastingen. Dit laatste is blijkbaar een eigentijds probleem waarvoor we een originele oplossing moeten kunnen vinden. (Applaus.)

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

ORDRE DES TRAVAUX

De Voorzitter. — Dames en heren, gelet op bepaalde moeilijkheden bij de spoorwegen, gelet op het feit dat geen avondvergadering werd gepland en rekening houdend met het personeel zal het vierde punt van de agenda, het ontwerp van wet houdende begrotingsbepalingen, niet vanavond worden behandeld, maar waarschijnlijk morgenmiddag na de mondelinge vragen.

Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, de bespreking van dat punt zal toch maar enkele ogenblikken in beslag nemen. Ik wens daarover even het woord te voeren en ik ben hier vanaf 14 uur aanwezig.

De Voorzitter. — Mijnheer De Bondt, u bent ingeschreven op de sprekerslijst voor punt 2 en voor punt 4 van de agenda. In de bespreking van punt 2 komt u in elk geval vanavond nog aan het woord. Voor de bespreking van punt 4 zijn reeds voor een uur sprekers ingeschreven en bovendien moeten dan nog een aantal ministers op die uiteenzettingen antwoorden. Indien u mij een praktische oplossing kunt geven om het personeel nog in de Senaat te houden, terwijl er geen avondvergadering en dus ook geen avondmaal gepland is, wil ik daar graag op ingaan. In de huidige omstandigheden kan ik het personeel echter niet langer dan maximaal nog een uur laten werken.

Voor de punten 2 en 3 zijn nog voor ongeveer 40 minuten sprekers ingeschreven. Daar komt dan nog het antwoord bij van de ministers.

Ik ben voor alle praktische oplossingen vatbaar, maar die moeten dan wel tegelijk sociaal verantwoord zijn ten aanzien van de diensten.

De heer De Bondt. — Wanneer wordt het vierde punt dan behandeld, Voorzitter?

De Voorzitter. — Morgen, na de mondelinge vragen.

Le Sénat est-il d'accord sur cet ordre des travaux?

Is de Senaat het eens met deze regeling? (*Instemming.*)

Dan is daartoe besloten.

Il en sera donc ainsi.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1990

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1990

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE RIJKS MIDDELENBEGROTING VAN HET BEGROTINGSJAAR 1990

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN HET BEGROTINGSJAAR 1990

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi ajustant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1990 et du projet de loi ajustant le budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1990.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over het ontwerp van wet houdende aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting van het begrotingsjaar 1990 en over het ontwerp van wet houdende aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1990.

La parole est à M. Monfils

M. Monfils. — Monsieur le Président, je serai bref et ne dépasserai pas le temps de parole qui m'a été imparti.

Les lois de régionalisation avaient déjà transformé le parlementaire en commis voyageur puisqu'en raison du fait que nous sommes tous à la fois parlementaires national, communautaire et régional, nous passons du Sénat ou de la Chambre au Conseil de communauté et du Conseil de communauté au Conseil régional wallon de Namur.

Mais cette régionalisation et l'extrême médiatisation des actes du gouvernement l'obligent, en plus, à une nouvelle gymnastique intellectuelle: pour connaître les intentions de la majorité, il faut désormais interpellier l'Exécutif concerné à la Communauté ou à la Région, doubler ses interpellations par une intervention au niveau national et, enfin, ouvrir les journaux pour savoir ce que pensent les ministres ou les dirigeants des partis qui soutiennent la majorité.

Le problème de l'éventuel transfert des redevances à la télévision, posé par le feuillet d'ajustement, est un exemple parfait de ce que je viens d'évoquer.

Depuis des mois, en effet, même avant que survienne le conflit de l'enseignement, l'Exécutif de la Communauté française n'a pas arrêté de répondre, aux multiples interventions que mes amis et moi-même avons faites au Conseil de communauté, que l'affaire était soumise au comité de concertation et qu'il avait bon espoir de voir transférer tout ou partie des redevances aux Communautés.

L'impasse financière de l'enseignement en Communauté française a évidemment donné, à ce problème, un regain d'actualité.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

On a vu d'ailleurs, il y a quelque temps, le ministre des Finances, Philippe Maystadt, paraissant à la télévision, ne pas exclure la possibilité de transfert.

On a également vu, il y a quelques semaines, M. Deprez, président d'un parti qui soutient cette majorité, estimer que les enseignants avaient raison, qu'il fallait aboutir à une augmentation de 30 p.c. de leurs traitements, en dix ans, et défendre aussi, entre autres, l'idée du transfert de la redevance.

Le président du PS, M. Spitaels, n'a pas manqué de réagir extrêmement fermement aux propos de M. Deprez en repoussant toutes les propositions jugées démagogiques de celui-ci et tout récemment, c'est-à-dire la semaine dernière, nous apprenions par la presse qu'un projet de convention avait été soumis aux organisations syndicales, projet de convention qui envisageait, d'une part — c'est le problème de la Communauté — un transfert de trois milliards par le report des primes de fin d'année mais qui, d'autre part, marquait l'accord des partis francophones de la majorité — partis qui soutiennent votre gouvernement, monsieur le ministre du Budget — sur trois points, dans le secteur de l'enseignement:

1. Jusqu'en juin 1992, l'emploi serait maintenu;

2. L'Exécutif s'engagerait, avec l'accord des partis de la majorité, à rechercher les moyens nécessaires pour permettre une révision des barèmes portant sur un minimum de 2 p.c. au 1^{er} septembre 1992;

3. Des partis politiques constituant l'actuelle majorité — le PS et le PSC — s'engagent à demander, au terme de la présente législature, des moyens complémentaires de financement de l'enseignement.

Le commentateur fort avisé de ce texte estime qu'une des pistes serait notamment le transfert du solde de la redevance radio-télévision qui est, dans votre budget ajusté, de l'ordre de 5 535 300 000 francs, si j'ai bonne mémoire.

Je pourrais naturellement ironiser sur cet accord qui représente, à juste titre d'ailleurs, pour les enseignants, un chiffon de papier.

C'est du vent, un pari sur l'avenir puisque les engagements portent sur l'année 1992 et qu'avant cette date, c'est-à-dire au plus tard à la fin de 1991, il y aura, en Belgique, des élections législatives.

A moins de nier toute utilité au suffrage universel, comment des partis de l'actuelle coalition qui défendent votre programme et votre budget, peuvent-ils s'engager sur des transferts financiers en 1992 alors qu'on ne connaît, par définition, ni les résultats de chacune des formations politiques ni, bien sûr, le type de coalition qui sortira des urnes?

D'ailleurs, à peine présenté, ce plan a implicitement été balayé par le Vice-Premier ministre Philippe Moureaux, dimanche sur l'antenne de RTL. Celui-ci déclarait qu'il fallait laisser la pâte retomber et passer de la passion à la raison. Pour lui, c'est non à la modification des lois de financement, et c'est à l'intérieur des enveloppes respectives, mais spécialement de l'enveloppe de la Communauté française qu'il s'agit d'opérer des choix permettant à l'enseignement de se développer. Mais j'arrête là l'énumération des prises de position divergentes et des volte-face de cette majorité.

La question qui est posée ici présente deux facettes. La loi de financement a-t-elle réellement créé un problème structurel dans les Communautés? Le gouvernement est-il, par ailleurs, décidé à faire un geste au profit des Communautés?

A la première partie de cette question, le ministre Moureaux, dans son intervention récente à la télévision, répond par la négative et présente un certain nombre de chiffres qui montrent que, selon lui, la Communauté française reçoit un pourcentage du budget de l'enseignement supérieur au pourcentage des étudiants francophones.

On peut évidemment toujours se jeter des chiffres à la tête et continuer le petit jeu des comparaisons, qu'elles soient fondées

sur le produit intérieur brut ou sur d'autres éléments financiers ou budgétaires. Mais ce n'est pas cela qui importe. Ce qui compte, c'est de savoir quelle est la situation de l'enseignement dans la Communauté française en général par rapport à ce qui existait avant le vote de la loi de financement. Est-il opportun de trouver des correctifs ?

Le problème est clair : la loi de financement a aggravé la situation qui se présentait dans l'enseignement francophone.

Je reprends à cet égard la très fine analyse d'un journaliste qui était un technicien parfaitement averti des lois de la régionalisation, des problèmes et des structures de notre pays, feu André Méan.

Son ouvrage *Comprendre la Belgique fédérale* fait autorité par la clarté de ses informations et par son esprit pénétrant. André Méan résumait parfaitement la situation en disant : « La répartition du montant entre les Communautés se fera pendant les dix prochaines années en fonction du nombre d'élèves en 1987 (57,55 p.c. N.; 42,45 p.c. F.). Comme cette clef est moins favorable pour les francophones que la clef utilisée actuellement (56,22 p.c. N.; 43,78 p.c. F.), il s'agit de prévoir un mécanisme de correction analogue à celui qui a été retenu pour le financement des compétences nouvelles des Régions. Le déficit ou le solde de la première année est entièrement attribué aux retenues pendant les trois premières années (1989, 1990, 1991). De la quatrième à la dixième année, il est progressivement diminué en parties égales de 12,5 p.c. »

Et il ajoutait à l'époque, c'est-à-dire en février 1989 : « De nombreuses voix font remarquer que l'application du coefficient de dénatalité et la stricte indexation diminuent fortement les budgets de l'enseignement dans les deux Communautés, sans prendre en compte les nouveaux besoins (notamment en matière de formation permanente) et une revalorisation des traitements des professeurs. »

Cette façon de voir, en février 1989, au moment du vote de la loi de financement des Communautés et des Régions, était réellement prémonitoire. Nous soutenions les mêmes thèses, monsieur le ministre. Je ne vous rappellerai pas nos nombreuses déclarations à la Chambre et au Sénat : nous prévoyions que cela ne marcherait pas et que nous tomberions à court, la Communauté française notamment. Tous les techniciens l'ont affirmé. Il n'a pas été tenu compte de ces remarques.

Le CRISP, spécialiste en matière de régionalisation, écrivait également, dans son *Courrier hebdomadaire*, qu'en ce qui concerne la Communauté française, « l'écart ne cesse de se creuser entre l'évolution des dépenses initiales indexées et les recettes disponibles ». Il ajoutait que « la Communauté française devrait mettre en œuvre des mécanismes structurels de réduction des dépenses... »

Avant de conclure, je ferai part d'une dernière citation tirée d'articles de presse parus ce matin. Ils font état d'une analyse du rapport du Conseil des finances, dont je ne dispose pas encore, qui précise, entre autres, le déficit de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Mais voyons les conclusions. Pour ce qui est de la Communauté flamande, les dépenses réelles peuvent croître de 1,25 p.c., avec un déficit autorisé de 36 milliards en 1991; pour la Wallonie, la croissance est fixée à 0,95 p.c. et le déficit à 17,9 milliards; pour Bruxelles, afin d'éviter une dette trop importante qui entraînerait un effet « boule de neige », la croissance autorisée devrait être de 0,45 p.c. et le déficit de 6,6 milliards. Par contre, la Communauté française devrait réduire ses dépenses de 0,64 p.c., pour un déficit de 7 milliards. Cela signifie, dit le commentateur, que l'essentiel du budget est « mangé » par les rémunérations des enseignants de la Communauté et que celle-ci ne pourra indexer les salaires dans les dix années à venir sans changement politique.

M. Grafé, qui joue à Nostradamus — il est moins célèbre, mais ses prévisions sont claires et se réaliseront —, indique dans une note précise que l'effet automatique des lois de financement fera perdre en dix ans 14 000 charges d'enseignant à la Communauté française.

Par conséquent, malgré les écrans de fumée projetés par les membres de la majorité, et spécialement par M. Moureaux voici deux jours, il est évident que l'enseignement francophone paie actuellement le prix des accords compliqués et maladroits de la loi de financement acceptée par les partis francophones de cette majorité.

Bien sûr, d'autres éléments interviennent, comme la fusion ou le décloisonnement de la Communauté française et de la Région wallonne, éléments qui ne nous concernent pas dans cette enceinte et que je n'aborderai pas.

Mais ici, dans le cadre de la discussion du budget des Voies et Moyens et des Dépenses du gouvernement national, il est malgré tout possible de rencontrer, au moins partiellement, les revendications des enseignants et de la Communauté française.

La redevance radio-télévision est, en effet, une taxe qu'il est possible de transférer par simple arrêté royal, par simple décision réglementaire, sans devoir modifier les équilibres de la loi de financement. Cette technique a déjà été quelquefois utilisée puisque l'on a porté de 40 ou 45 p.c. à 71,91 p.c. le montant du transfert de la redevance.

Comme je l'ai dit, beaucoup en ont parlé, y compris dans le gouvernement national et à l'Exécutif de la Communauté française. Il est temps, une fois encore, de mettre en concordance les déclarations et les actions gouvernementales.

Votre projet de budget ajusté prévoit une légère hausse qui aboutit à maintenir dans le budget national une somme de 5 535 300 000 francs, laquelle correspond à 28,09 p.c. de la redevance.

Eh bien, monsieur le ministre, si l'on veut que, dans ce pays, le nouvel équilibre structurel entre les diverses composantes de l'Etat ne soit pas synonyme d'appauvrissement pour une des entités, si l'on veut montrer que l'enseignement constitue la pierre de base de tout notre édifice de société, il serait normal qu'indépendamment des réformes structurelles plus profondes dont on parle de plus en plus, qu'indépendamment d'une éventuelle modification ultérieure des lois de financement, le gouvernement fasse dès maintenant un effort complémentaire et transfère ce montant aux Communautés.

Deux milliards supplémentaires pour l'enseignement francophone — le reste étant réparti entre les Régions flamande et germanophone — c'est, indépendamment des autres solutions avancées, une possibilité de répondre, bien que partiellement, à une partie des revendications des enseignants. Le budget n'est pas une fin en soi. C'est l'instrument d'une politique. Des choix doivent être opérés. Et le choix en faveur de l'enseignement nous paraît fondamental.

C'est la raison pour laquelle j'ai déposé un amendement qui augmente, suivant le pourcentage actuellement retenu, et sans modifier les calculs du budget des Voies et Moyens, le budget de chacune des Communautés.

Au lieu de multiplier alternativement à l'égard des enseignants des coups de griffes et des pattes de velours, le gouvernement et les Exécutifs seraient mieux avisés de prendre attitude globalement, sérieusement et sans réaction passionnée, selon que les jets d'œufs ou de tomates atteignent l'édifice d'une autorité socialiste ou celui d'une autorité d'un autre parti.

Il est temps de dire clairement si oui ou non le gouvernement décide de faire un geste. Mais si on dit non au transfert de la redevance au moment où on peut le faire par l'ajustement du budget, n'allez pas, demain — pas vous, mais d'autres membres du gouvernement — vous répandre en propos lénifiants, comme on le fait depuis des semaines, sur les possibilités d'intervention de telle ou telle composante de l'Etat car nous saurons alors que les francophones de cette majorité, qui se sont montrés maladroits dans l'élaboration de cette loi de financement, sont en plus impuissants à y apporter des corrections financières, même insuffisantes, mais néanmoins indispensables, subissant ainsi le poids flamand qui leur interdit manifestement tout changement.

Ce serait une triste conclusion pour les dizaines de milliers d'enseignants et les centaines de milliers d'élèves et d'étudiants

qui attendent autre chose de la communautarisation que la fin de leurs espoirs de développement.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Didden.

De heer Didden. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil niet zozeer het woord nemen in verband met de begrotingscontrole en de aanpassing van de begrotingen, maar ik wil het wel even hebben over de terminologie die wij er bij het beoordelen van de begrotingsresultaten op nahouden. De openvolgende ministers van Begroting hebben immers getracht de publieke opinie ervan te overtuigen dat wij in een gunstige situatie verkeren, wanneer het netto te financieren saldo op het einde van het jaar het begrotingsresultaat evenaart. Na het lezen van het rapport van het Rekenhof van midden mei ben ik ervan overtuigd dat wij hier te maken hebben met een misleiding van de openbare opinie, gewild of niet.

Vorige week stelde de Vice-Eerste minister en minister van Begroting het zo voor dat het rapport van het Rekenhof zijn blijde mare van 3 januari beaamde. Het rapport is nochtans bijzonder voorzichtig in zijn terminologie. Het draagt de titel « Voorafbeelding van de resultaten van de uitvoering van de staatsbegroting voor 1989 ». Het is dus alles behalve een definitief oordeel. Wij hadden toch gehoopt dat de Vice-Eerste minister dit rapport zakelijker en genuanceerder zou beoordelen.

Het begrotingsresultaat moet niet worden beoordeeld op basis van het netto te financieren saldo, maar wel op basis van wettelijke normen. Het Rekenhof schrijft uitdrukkelijk in zijn rapport dat het begrotingsresultaat moet worden geëvalueerd aan de hand van de vorig jaar gewijzigde wet van 1963, die bepaalt dat bij het opstellen van de rekeningen van de Staat het resultaat op ordonnanceringsbasis en niet op kasbasis moet worden bepaald. Hierin ligt de oorsprong van alle misverstanden. De term « netto te financieren saldo » wordt al te vaak gebruikt als synoniem voor het saldo van kasontvangsten en kasuitgaven. Dit laatste saldo moet normaal elke maand in het *Belgisch Staatsblad* worden gepubliceerd en is veeleer een werkingsinstrument voor de minister van Financiën dan voor de minister van Begroting.

Het netto te financieren saldo houdt dus geen rekening met de lopende begrotingsverrichtingen of met de gedebudgetteerde verrichtingen. Door het door elkaar gebruiken van die begrippen misleidt men eigenlijk de publieke opinie, ook al worden die begrippen gebruikt door de officiële instanties in ons land, onder meer door de Nationale Bank.

Het ontbreken van een algemeen boekhoudkundig plan vermindert de transparantie. Het Rekenhof merkt dan ook terecht op dat de stabiliteit en de coherentie van de maatregelen tot financiële sanering daardoor verwarrend overkomen en de zaak oncontroleerbaar maken.

Wanneer men die terminologie gebruikt voor andere doeleinden dan de eigenlijke, moet men eveneens oog hebben voor het bruto te financieren saldo dat vorig jaar niet 397 miljard, maar wel 818 miljard bedroeg.

Bij de bespreking van de begroting in openbare vergadering moet duidelijk het onderscheid worden aangegeven tussen de kasgegevens en het eigenlijke begrotingsresultaat op basis van ordonnanceringen.

De minister van Begroting heeft vorige week gepoogd de pers uit te leggen hoe het cijfer 480 miljard kan worden herleid tot 397 miljard. Ik ben bereid hier die berekening even over te doen. Wij zullen dan vaststellen dat allerlei cijfers door mekaar werden gehaald.

Het Rekenhof geeft een goed overzicht van het gebruik van artikel 24. De toepassing van dit artikel was in het verleden en is ook nu nog de oorzaak van de begrotingsoverschrijdingen. Zowel in 1988 als in 1989 werd van dit artikel omvangrijk gebruik gemaakt, in 1989 zelfs veertig keer, voor een totaal van 73 miljard ordonnancerings- en niet-gesplitste kredieten, 3 miljard vastleggingen en 1,6 miljard vastleggingsmachtigingen.

Op 17 februari 1989 werd artikel 24 dat eigenlijk een derogatie is van de begrotingswetten, ingeroepen toen er voor wegenwer-

ken voor de Europese Gemeenschap 1,5 miljard ordonnanceringskredieten en 1,5 miljard vastleggingen werden ingeschreven. Op 15 september 1989 werden nogmaals 950 miljoen vastleggingen ingeschreven voor de Europese Gemeenschap. Dat begrijp ik niet goed. Ik meen dat het om de gebouwen gaat aan het Schumanplein en aan de Belliardstraat. Dat zijn gekende werken waarvan men vooraf kan ramen hoeveel daarvoor in de begroting van het volgende jaar moet worden ingeschreven. Dat is voor 1989 in elk geval niet gebeurd.

Eveneens op 17 februari 1989 heeft men 42 miljoen gevraagd voor de ronde-tafelconferentie voor de ziekteverzekering. Deze was aangekondigd in het regeerakkoord en was dus duidelijk reeds in 1988 gepland.

Niettemin had men daarvoor plots 42 miljoen bijkomende middelen nodig. Daarbij werden nog eens 200 miljoen gevraagd voor kabinetsuitgaven als gevolg van de nieuwe structuur van de regering.

Ik bespaar u de voorlezing van de veertig beslissingen die werden genomen. Eén ervan wil ik u echter niet onthouden omdat ik er heel wat vragen over heb.

In verband met de zogenaamde eindejaarsbeslissing van 7 december 1989 verstrekt het Rekenhof geen details. Ik heb daarover navraag gedaan bij de Voorzitter van de Senaat. Maar ook daarna was ik nog niets wijzer. Op 12 december 1989 werd de beslissing genomen om 59,5 miljard ordonnanceringskredieten en niet-gesplitste kredieten toe te kennen op basis van artikel 24.

Dat gebeurde dus drie weken voordat wij op 3 januari 1990 de blijde mare ontvingen. Ik krijg zo de indruk dat ik voor zo een groot bedrag nog nooit bij de neus werd genomen. Het begrotingstekort voor 1989 bedraagt dus niet 397 miljard of 6,6 pct. van het BNP, maar spijtig genoeg wel 7,9 of bijna 8 pct. van het BNP.

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Dat is niet juist.

De heer Didden. — Mijnheer de Vice-Eerste minister, er zijn de cijfers die u aan de pers hebt medegedeeld en ik weet hoe u die berekend hebt, maar er zijn ook de cijfers van het Rekenhof. Voor de nationale Staat had u niet 397 miljard, maar wel 372 moeten vooropstellen. Wat er bovenop komt is voor de Gewesten en de Gemeenschappen. Ik vermoed wat u mij zo dadelijk zult antwoorden, maar ik hoop daarop dan te kunnen antwoorden.

Naar aanleiding van deze bespreking had ik graag vernomen in welke mate het regeerakkoord voor 1989 wordt nageleefd. Bij deze gelegenheid zou ik de regering ook willen vragen of ze geen inspanning wil doen voor een correct woordgebruik, meer bepaald om het begrip netto te financieren saldo te gebruiken waar het op zijn plaats is en om te spreken over een begrotingsresultaat wanneer de begroting wordt bedoeld. Ter zake heb ik twee voorstellen: een voor de regering en een ander voor de Senaat.

Zou de regering naast de dubbele doelstelling van het regeerakkoord niet vanaf volgend begrotingsjaar — in de praktijk dus vanaf maart wanneer de begroting 1991 wordt opgemaakt — de begrotingsnorm kunnen hanteren zoals die in de Amerikaanse wet in het amendement-Gramm-Rudman-Hollings op het begrotingstekort is vastgelegd? Die norm komt neer op het inschrijven van een besparingsmechanisme in de begrotingswet, dat dan automatisch wordt toegepast. De regering zou vorige vrijdag iets in die zin hebben uitgewerkt voor de sociale zekerheid. Waarom wordt dit niet ruimer gezien?

Mijn suggestie voor het Parlement dan. Waarom maken wij geen intenser gebruik van het Rekenhof voor begrotingsaangelegenheden? Tot nu toe wordt die rol van het Rekenhof beperkt tot de jaarlijkse opmerkingen en tot de controle dag na dag van de uitgaven. De globale budgettaire controle is te beperkt. Daarom stel ik voor de betrokkenheid van het Rekenhof in begrotingsaangelegenheden te verruimen. Zo zou het Rekenhof de begroting vooraf kunnen evalueren en het resultaat daarvan

aan het Parlement meedelen. Op het ogenblik is er slechts een evaluatie van de Uitgavenbegroting en dit ingevolge de wijziging van de wet van 1963. Een systematische beoordeling is niet voorhanden.

Ten tweede, indien de regering daartoe zou willen overgaan, zou de begrotingsnorm, van zodra hij door het Parlement is vastgesteld, ook door het Rekenhof door middel van regelmatige evaluatierapporten kunnen worden beoordeeld en aan het Parlement medegedeeld.

Ten derde zouden de diverse besparingsmaatregelen aan de oorspronkelijke plannen kunnen worden getoetst. Ik ben van mening dat er met het Rekenhof een haast permanent gesprek moet zijn. Eventueel kunnen wij het Rekenhof vragen bepaalde besparingsvarianten op te zoeken en, eventueel door een motie, door het Parlement te laten goedkeuren. Door deze twee oplossingen, namelijk de begrotingsnorm, door een amendement van de regering in de begrotingswet opgenomen, en het permanente gesprek met het Rekenhof op basis van vaste regels, zou de dubbelzinnigheid van de huidige teksten kunnen worden voorkomen — de gebruikte termen hebben geen betrekking op de begrotingsontwerpen die wij hebben goedgekeurd, maar op kasresultaten. Er zou een grotere doorzichtigheid van de cijfers kunnen worden gerealiseerd.

Mijnheer de Voorzitter, ik hoop hiermee een zeer kritische, maar tegelijk constructieve bijdrage te hebben geleverd. *(Applaus.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb twee aantekeningen. Een eerste aantekening geldt de belangstelling die ik, ook namens de CVP-fractie, heb betoond bij de bespreking van de begroting voor 1990 over een begrotingspost die betrekking had op de lasten uit het verleden inzake Onderwijs. De Vice-Eerste minister heeft bij de stemming over de begroting 1990, namens de regering, over deze aangelegenheid een verklaring afgelegd. Wij konden ons akkoord verklaren met de inhoud en hebben bijgevolg het bewuste artikel goedgekeurd.

Nadien heb ik bij diverse gelegenheden belangstelling getoond voor de gevolgen die aan deze verklaring werden gegeven. Mijn jongste reactie wenste ik te geven bij de bespreking van de aanpassing van de begroting voor 1989 voor Onderwijs. Vermits de leden van de regering die ter zake bevoegd waren, niet konden aanwezig zijn, heb ik deze vraag maar op zak gehouden. Het document dat thans ter tafel ligt geeft mij de gelegenheid hierop terug te komen. Het zou mijnerzijds een ambtsverzuim zijn zulks niet te doen.

De regering heeft voor dit punt een wijziging aangebracht in de begroting voor 1990. De twee sommen die nogal zwaar in onevenwicht waren naargelang het de Nederlandstalige of de Franstalige sector betrof, werden in de begroting geschrapt. In de plaats daarvan werd een artikel opgenomen waarvan de omvang de som is van de twee bedragen die aanvankelijk voor de twee sectoren waren ingeschreven.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, ik weet niet of u het antwoord hierop zult kunnen improviseren.

Normaal zouden hier uw collega's, de Vice-Premiers Moureaux en Claes, moeten zijn, maar die krijg ik niet te zien. Het is echter niet mijn stijl daar achteraan te lopen; ik wens hier vanop de tribune mijn mandaat waar te nemen. Nu is mijn vraag, wat is er gebeurd met die zogenaamde dubbel paritair samengestelde commissie, die de rekeningen uit het verleden zou onderzoeken? Want er is inmiddels bij de afsluiting van de begroting 1989 en bij de opstelling van deze van 1990 nog wat anders aan het licht gekomen. Om de uitslag van 1989 een behoorlijke façade te geven — de heer Didden heeft daar onrechtstreeks op gewezen — heeft men sommen, uitgetrokken voor de lasten uit het verleden inzake onderwijs, gewoon geschrapt. Daardoor is het resultaat van de begroting met een behoorlijk aantal miljarden — 10 om precies te zijn — verbeterd. Maar dat wil zeggen dat de nationale Staat nog altijd voor 10 miljard in het krijt staat bij twee schuldeisers, namelijk enerzijds,

de Kas voor weduwen en wezen, en anderzijds, een gedeelte van de fiscaliteit van het koninkrijk.

Maar laten wij het daar thans niet verder over hebben, vermits die post in de begrotingsdocumenten niet is terug te vinden, hoe goed ook mijn speurzin ontwikkeld is. Laten wij het hebben over de zaken die aan de orde zijn: jullie hebben de twee sommen bijeengekleet wat de lasten uit het verleden betreft, jullie hebben vroeger gezegd dat in die dubbel samengestelde paritaire commissie met de grootste zorg al die rekeningen uit het verleden zouden worden nagegaan en dat daarover geregeld aan het belangstellend Parlement rapport zou worden uitgebracht. Geen enkele rekening uit het verleden zou van dit onderzoek worden uitgesloten. U begrijpt, mijnheer de Vice-Eerste minister, dat uw mededeling bij mij een belangstellend oor zal vinden.

Dan is er een tweede puntje waarover ik u en uw collega Colla wil spreken. Jullie gaan samen nogal eens op stap, jullie zijn Pan-Europees, overal thuis. Ik neem aan dat minister Colla in staat zal zijn een passend antwoord op mijn vraag te verschaffen.

In de aanpassing van de begroting van PTT is voorzien in een vermeerdering met 579 miljoen ten gunste van de dotatie aan de Posterijen voor het dekken van het exploitatiekort van de Regie der Posterijen. De dotatie die aan de Posterijen in 1990 wordt toegekend omvat dus 7 miljard als schadeloosstelling voor het gebruik door het rijk van het daggeld van de postcheckdienst, 5 miljard als dekking van het tekort van de Posterijen plus het bedrag van 579 miljoen waarvan ik daarstraks heb gesproken.

Ik wil niet vitten op details, maar uit de documenten is gebleken dat uw budget wordt verhoogd tengevolge van bilaterale budgettaire besprekingen die moeten onderscheiden worden van de besprekingen in conclaaf. Men zou er als het ware clericale oprispingen van krijgen. U vraagt daarvoor 612,6 miljoen meer terwijl er in het document sprake is van 579 miljoen. Wij willen niet kleinzielig zijn en op enkele miljoenen kijken, maar wij willen er toch op wijzen dat u 33 miljoen meer uitgeeft dan het bedrag dat uitgetrokken is op de begroting 1990 en het bijblad.

De wet bepaalt dat bij de indiening van een departementale begroting, in dit geval de administratieve begroting, bij het begrotingsdocument ook de begrotingen van de parastatale instellingen moeten worden gevoegd. Dit is inderdaad gebeurd bij de administratieve begroting PTT, Regie der Posterijen en de RTT. Als aan de inkomstenzijde een niet-verwaarloosbaar bedrag van 579 miljoen bijkomt, hoe ziet de begroting van de Regie der Posterijen er dan uit? De wet van 1954 bepaalt dat u in dat geval verplicht is aan het bijblad ook de aangepaste begroting van de Regie der Posterijen toe te voegen. Het spijt me dat u heeft nagelaten dat te doen.

Zoals u weet zijn de begrotingen van de parastatale instellingen die bij de begroting worden gevoegd, steeds volkomen in evenwicht. Aan de inkomstenzijde van de begroting voor 1990 van de Regie der Posterijen is wellicht een vergissing gebeurd. De minister heeft voor de frankeerwaarde — het bedrag dat de burger betaalt om zijn briefwisseling ter plekke te krijgen — in een belangrijke verhoging, namelijk 7 pct. voor het geheel van de brievenpost, voorzien. Mijn vraag is of op de begroting rekening werd gehouden met een bijkomende verhoging van de inkomsten tengevolge van de verhoging van het posttarief.

Mijnheer de minister, indien dit het geval is, hoe komt het dan dat u naast het bedrag van 5 miljard dat u reeds ter beschikking had om de Regie der Posterijen in evenwicht te houden, medio 1990 nog eens 579 miljoen bijvraagt?

Mijnheer de minister, onder uw beleid is er een terugval van de sanering van de Regie der Posterijen. Die sanering heeft ook een financieel aspect, want de sanering van een bedrijf wordt weerspiegeld in de balans, het evenwicht tussen de uitgaven en de inkomsten. Dat u hier openlijk 579 miljoen bijvraagt, is daarvan de illustratie, tenzij u andere argumenten hebt en punten aanwijst die aan mijn aandacht zijn ontsnapt. Ik vind het geen goede methode. *(Applaus.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Colla.

De heer Colla, minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie. — Mijnheer de Voorzitter, mijn twee collega's uit de regering zijn zo vriendelijk geweest mij de gelegenheid te geven vooral kort te antwoorden op de precieze vragen van de heer De Bondt.

Mijnheer De Bondt, u weet dat ik altijd graag op uw vragen antwoord. Ik apprecieer het dat u mij precieze vragen stelt in de commissie. Dat is een goede gewoonte. Men kan evenwel niet uit twee ruiven eten. Ik herinner mij dat u heeft gezegd dat ik te veel aan de geplande remuneratie en dotatie voor de Post laat raken. In het fameuze plan van *Team Consult* werd voorgesteld een modernisering te verwezenlijken. Nu er aan de dotatie iets wordt toegevoegd, zou u zich hierover moeten verheugen, maar nu oefent u kritiek uit.

Voorts ontken ik voor de zoveelste keer en met de grootste kracht dat ingevolgde mijn beleid van de jongste twee jaar, de organisatie van de Post zou achteruitgaan. Dat is niet zo, integendeel, en ik kan het aan de hand van voorbeelden bewijzen.

Wat de 579 miljoen betreft, gaat het echt niet om een koehandel onder ministers in de Ministerraad. Het gaat om de keiharde realiteit en u weet evengoed als ik dat de Post een dotatie en remuneratie ontvangt voor de diensten die ze verleent aan de Staat. Enerzijds, stelt ze tegemoeten ter beschikking van de minister van Financiën, waar ze remuneratie voor krijgt, en anderzijds krijgt ze een dotatie, de tegenwaarde voor het minder aanrekenen voor een democratische opdracht, zoals goedkopere tarieven voor het bestellen van dagbladen, portvrijdom voor het Parlement enzovoort. Ondanks die dotatie zijn de werkelijke kosten voor de Post hoger en het enige wat wij doen is dit verlies enigszins compenseren. U zou zich daarover moeten verheugen.

Er werden tariefverhogingen gepland, er zullen gesprekken worden gevoerd met de uitgevers van dagbladen, er is dus een reële bekommernis om alles te doen wat het democratisch proces ten goede komt.

De regering was echter van oordeel dat de tariefverhoging voor het verzenden van dagbladen en tijdschriften, die door de Post was voorgesteld, lager diende te zijn dan gevraagd. Een compensatie daarvoor verklaart dus een deel van de 579 miljoen.

Vervolgens is er het interprofessioneel akkoord. Mijn standpunt, door de regering aanvaard, bestond erin dat de begroting van de Post de financiële gevolgen hiervan niet moest dragen.

Een tweede deel van die 579 miljoen is dus een dekking van de tegenwaarde van het interprofessioneel akkoord. Deze twee redenen zijn veeleer een teken van een goed en gezond beleid, van een goede reorganisatie van het postbedrijf. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, denk niet dat ik de minister niet geloof. Wij zitten echter op een verschillende golflengte. Overall in de ons omringende landen zijn de postbedrijven het jongste decennium in een nieuwe situatie terechtgekomen, zodat zij in landen die met België vergelijkbaar zijn en tot de Europese Gemeenschap behoren, tot openbare ondernemingen zijn uitgegroeid, waarvan de balans niet alleen in evenwicht is, maar zelfs boni's vertoont. Het gaat daarbij om landen die ook de sociale context van de werknemers uit deze ondernemingen belangrijk vinden.

Mijnheer de minister, met onze posterijen zitten we nog altijd niet op dat spoor en ik merk onvoldoende dynamiek in uw beleid ter zake. Ik neem aan dat dit niet alleen aan u ligt, maar dat de hele regering onvoldoende dynamisch is op dit gebied. In de moderne samenleving van na 1992 zullen overheidsbedrijven, meer bepaald de posterijen van Nederland en Duitsland, onze post concurrentie aandoen. Die buitenlandse ondernemingen maken winst. Het deficit van de Belgische Post zal dan nog groter worden. Wij moeten nu de moed hebben om ons te herpakken. Hetzelfde geldt trouwens voor sommige andere openbare ondernemingen. Ik kijk met veel belangstelling uit naar

de ontwerpen met betrekking tot de openbare ondernemingen enerzijds in de financiële sector en anderzijds in andere sectoren, waartoe ook de posterijen behoren. Bij de bespreking van deze ontwerpen zullen we kunnen oordelen of ik de verwijten die ik zo ongezouten naar voren breng, zal moeten terugnemen.

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris Demeester.

Mevrouw Demeester-De Meyer, staatssecretaris voor Financiën, toegevoegd aan de minister van Financiën. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal kort ingaan op enkele elementen van de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting en van de Algemene Uitgavenbegroting en concreet antwoorden op een aantal vragen over de ontvangsten.

Bij het begin van deze, gezien het late uur, korte uiteenzetting parafraseer ik de *Financial Times* van de week: *we are a small lucky country*. Deze uitspraak wordt vrij goed gemotiveerd door het feit dat de *fundamentals* van België goed zijn, wat verscheidene sprekers, onder meer de heer Deprez, eveneens hebben aangehaald. De economische groei in ons land is hoger dan de gemiddelde economische groei in de Europese Gemeenschap, de inflatie is zeer laag, de koopkracht is hoger dan de gemiddelde koopkracht in Europa. De private consumptie kende in 1989 een reële stijging van 4,5 pct. terwijl het Europese gemiddelde slechts 3,5 pct. bedraagt. De werkloosheid daalt permanent en bij de jongeren is er een nagenoeg volledige tewerkstelling. In verscheidene sectoren is er zelfs een tekort op de arbeidsmarkt. De handelsbalans en de betalingsbalans zijn positief, de frank is sterk en de rente daalt.

We hebben echter één groot probleem, namelijk een zeer grote staatsschuld. De rente op deze staatsschuld bezwaart in grote mate de begroting.

Ik antwoord meteen op opmerkingen van de heer Hatry, die echter niet meer aanwezig is. Hij zegt dat wij moeten besparen, maar kan geen enkel voorbeeld geven van een uitgavenpost waarop wij dit moeten doen.

De heer Hatry is zoals wij allen verantwoordelijk voor de grote staatsschuld die wij hebben opgebouwd. Als op het ogenblik de renteuitgaven op de begroting groter zijn dan het netto te financieren saldo betekent dit inderdaad dat de begroting sterk afhankelijk is van de rentetarieven.

Sinds de begrotingscontrole is de rentevoet gedaald van 10,4 pct. naar 9,65 pct. Op de kortlopende schuld, die ongeveer 2 000 miljard bedraagt, betekent deze daling ongeveer 16 miljard op jaarbasis.

Het spreekt vanzelf dat deze elementen, bij het opmaken van een begroting, bij het oordeel erover, ook over de ontvangsten, een zeer grote rol spelen. Zoals trouwens ook door anderen is gezegd, moeten zowel de uitgaven als de ontvangsten beoordeeld en kritisch bestudeerd worden.

Positief is dat de regering, die het saneringsbeleid voortzet, minstens een poging onderneemt om niet alleen de uitgaven op jaarbasis, nadat een begrotingsjaar zoals 1989 is afgewerkt, kritisch te beoordelen, maar ook een analyse maakt van de ontvangsten.

Ik ga nu concreet in op vragen van de heer Deprez. De analyse van de fiscale ontvangsten aan de hand van de fiscale en economische statistieken is slechts beschikbaar twee jaar na het inkomstenjaar waarop deze statistieken betrekking hebben. Het is aan de hand van deze statistieken dat verklaringen voor bepaalde dalingen in de ontvangsten kunnen worden gegeven.

Heel concreet, de analyse van de huidige statistieken van de belastinginkomsten hebben betrekking op de inkomsten van het jaar 1987-1988, aanslagjaar 1988-1989. De effecten daarvan spelen in de begrotingsjaren 1987, 1988, 1989 en 1990. De ontvangsten via incohering in het jaar 1990 betreffen immers ook de aanslagjaren 1988 en 1989.

Het spreekt vanzelf dat met deze gegevens, met het oog op de toekomst, alleen rekening kan worden gehouden op basis van voldoende, analytische cijfers.

De heer De Bondt zou het zeker appreciëren dat wij dit nu zouden kunnen ontleiden. Wanneer wij bijvoorbeeld zeggen dat inkomsten van het bedrijfsleven achterop lopen op de groei, baseren wij ons op inkomsten die betrekking hebben op de vorige jaren, toen de hervorming van de vennootschapsbelasting van eind 1989 nog geen rol speelde. Zo kunnen wij terecht zeggen dat er meer gebruik is gemaakt van fiscale uitgaven. Deze fiscale uitgaven zijn intussen door de wet van december 1989 aangepast, omdat geoordeeld werd dat er oneigenlijke gebruiken waren.

Afhankelijk van de analyses in de toekomst, zal wellicht blijken dat er door de wijziging van de wetgeving, eind december 1989 ook een andere evolutie zal zijn met betrekking tot de inkomsten 1990-1991 en 1992.

Ingaand op beschouwingen van de heer Deprez en andere leden van de Senaat, vermeld ik het rapport van de speciale commissie van de Hoge Raad voor Financiën, afdeling financieringsbehoeften van de overheid, dat de minister van Financiën gisteren is bezorgd. De raadgevingen in dat rapport geformuleerd en de analyse erin gemaakt, moeten grondig worden ontleed. Zij vormen het bewijs dat de regering effectief verder moet gaan met het saneringsbeleid dat in de voorbije periode is gestart. In dat verslag wordt aangetoond dat het mogelijk is, op termijn, een schuldratio van 75 pct. van het bruto nationaal produkt te bereiken.

Nu bedraagt die schuldratio 120 tot 133 pct., naargelang van de schulden die men er incalculeert. Om tot die 75 of 80 pct. te komen, moet wel een strikt saneringsbeleid worden gevolgd en moeten wij natuurlijk aan de vooropgestelde normen kunnen voldoen.

De regering wil een gelijkaardig beleid voeren. Het bewijs hiervan is dat zij de afdeling Financieringsbehoeften van de overheid gevraagd heeft een dergelijk plan op te stellen. Ik stel voor dat de leden van de commissie voor de Financiën dit document krijgen en dat het in de commissie wordt besproken.

Een tweede element waaruit blijkt dat de regering vast van plan is het saneringsbeleid voor te zetten, is de koppeling van de Belgische frank aan de Duitse mark. Het verslag van het IMF van maart jongstleden stipte reeds aan dat dit enkel mogelijk is wanneer er een strikt begrotingsbeleid wordt gevoerd.

De heer Deprez heeft een concrete vraag gesteld over de compensatie van de fiscale hervorming. De fiscale hervorming van 1 augustus 1985 kost de Staat op jaarbasis 78 miljard. De hervorming van eind 1988 kost de Staat op jaarbasis 91 miljard. Men mag deze twee bedragen niet samentellen. De *splitting* die in de wet van 1985 werd opgenomen, werd immers in de recente wet vervangen door het huwelijksquotient. Samen kosten de twee fiscale hervormingen de Staat jaarlijks circa 150 miljard. Voor de fiscale hervorming van 1985 zijn er geen compensaties, maar voor die van 1988 wel. Ik kan dit met cijfers aantonen, indien u dat wil. Vermits die compensaties echter voor een groot gedeelte betrekking hebben op accijnsverhogingen en op vermindering van investeringsaftrekken, zijn zij uiteraard afhankelijk van de wijze waarop werd geïnvesteerd, van de omvang van de investeringen en van het verbruik van de verscheidene produkten waarop accijnzen worden geheven.

Mijnheer de Voorzitter, tot daar mijn beperkte beschouwingen bij deze bespreking van de begrotingscontrole 1990. Gezien het late uur en omdat ik ook de Vice-Eerste minister nog aan het woord wil laten, ben ik zeer kort geweest. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Schiltz.

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Mijnheer de Voorzitter, wij bespreken nu reeds voor de zesde maal in het Parlement de begrotingscontrole en de conclusies die daaruit werden getrokken voor de Rijksbegroting 1990.

Wij hebben inderdaad in de maand maart een bespreking gewijd aan de mededeling van de regering over de begrotingscontrole waarin macro-budgettair het kader werd geschetst van

de herziene begroting en van de wijze waarop de regering het hoofd zou bieden aan de gestegen uitgaven, in hoofdzaak vanwege de wetswijziging. Tevens werd aangegeven welke nieuwe begrotingsmaatregelen moesten worden genomen om de begroting te houden binnen de marges van het regeerakkoord en de begrotingsdoelstellingen die de regering voor ogen had.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aan dit alles zowel in de commissie als in de openbare vergadering een bespreking gewijd. Na de behandeling in de commissie van de Senaat zijn wij met de discussie in openbare vergadering aan de eindmeet.

Ik breng er bewondering voor op dat na deze herhaalde behandeling van dezelfde materie nog steeds nieuwe gezichtspunten aan bod komen.

Mijnheer Monfils, uw uiteenzetting was erg belangwekkend. Zij hoort echter thuis in de Raad van de Franse Gemeenschap. Het komt mij niet toe in de Senaat als lid van de federale regering uit te weiden over de wijze waarop de deelgebieden hun begrotingsproblemen moeten behandelen. Uw amendement is eveneens onaanvaardbaar voor de regering. Wij werken in een budgettair referentiekader, ook wat de staatsvorming betreft. Er is vooral de financieringswet waaraan de regering zich moet houden. Momenteel kan zelfs niet worden overwogen bij amendement de krijtlijnen van die wet te wijzigen. Wanneer men dit wil bekomen, dan moet dit op een andere manier gebeuren. Voor de begroting 1990 wensen wij ons te houden aan de evenwichten die in de financieringswet zijn vervat.

De heer Deprez en anderen hebben vragen gesteld omtrent de uitvoering van de begroting 1989. Ik begrijp die bekommerning, want indien de begroting 1989 een heel ander beeld zou hebben gegeven dan men dacht, dan zou dit meteen de begroting 1990 op losse schroeven zetten. Ik zal daar verder op ingaan wanneer ik antwoord op de vragen van de heer Didden. Ik wil met de grootste stelligheid herhalen dat in verband met de begroting 1989, op kasbasis de cijfers die werden medegedeeld, correct zijn. Wij hebben er, wat de uitgaven betreft, nooit een geheim van gemaakt dat het netto te financieren saldo van 1989 het resultaat is van een vrij ingewikkelde verstrengeling van de begrotingsoperaties van de federale Staat en van de begrotingen van de Gemeenschappen en de Gewesten. In de commissievergadering heb ik aangetoond dat wij hebben moeten werken met drie boekhoudingen en met één kas. De federale Staat heeft gedurende het jaar 1989 — dat zal voor een stukje ook nog zo zijn in 1990 — een hele serie betalingsoperaties uitgevoerd die in feite betrekking hadden op de begrotingen van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Het opsplitsen van het globale netto te financieren saldo in een netto te financieren saldo van de centale overheid, enerzijds, en van een netto te financieren saldo van de Gewesten en de Gemeenschappen, anderzijds, is dan wel een stimulerende intellectuele oefening maar in de grond leert ze ons niet zoveel over wat er van 1989 naar 1990 werd doorgeschoven. Het positief saldo van de Gewesten en de Gemeenschappen eind 1989, ten bedrage van 45 miljard, is voor een belangrijk gedeelte slechts een schijnbaar positief saldo. Een groot deel daarvan zit in het negatief saldo van de centrale overheid omdat precies de centrale overheid een hele reeks verrichtingen voor rekening van de Gemeenschappen en de Gewesten heeft gedaan.

Een ander probleem spruit voort uit de oppervlakkige lectuur van het document van het Rekenhof dat een voorafbeelding bevat van de uitvoering van de begroting 1989, maar dan op een heel andere basis. Eigenlijk geeft dit document niet de thesaurie-operaties weer, wel de begrotingsrechtelijke operaties, de ordonnancerings dus. Een ordonnanciering is de rechtsakte waarbij een bevoegde instantie of een bevoegde ambtenaar de Thesaurie de toelating geeft een betaling te verrichten nadat het Rekenhof zijn visum heeft verleend. Begrotingsrechtelijk gezien, en niet economisch-financieel, is een ordonnanciering de uitvoering van de begroting.

Het is dus nogal evident dat de listings van het Rekenhof alle operaties bevatten die formeel de naam ordonnanciering verdienen. Er is dus uiteraard een verschil met de listings van de Thesaurie die alle betalingen bevatten die effectief zijn ver-

richt. Hier gaat het om een «uit de kas halen», bij de ordonnancerings om een juridische akte. Tussen beide listings zijn er verschillen en die zijn voor 1989 flagranter dan ze zullen zijn voor 1990 en de volgende jaren, omdat er naast de twee operaties die het Rekenhof in zijn comptabiliteit opneemt, en de Thesaurie niet, nog een derde operatie blijkt.

Het Rekenhof neemt in zijn lijst ordonnancerings op van titel III van de begroting. Voor de berekening van het netto te financieren saldo wordt daarentegen alleen rekening gehouden met titel I en titel II van de begroting, omdat op titel III alleen ordonnancerings worden geboekt die betrekking hebben op de aflossingen in kapitaal van de staatsschuld. Deze aflossingen in kapitaal worden nooit in de berekening van het netto te financieren saldo opgenomen. Het begrip netto te financieren saldo wordt al decennia lang door de opeenvolgende regeringen in deze betekenis gebruikt. Een historicus zou eens kunnen achterhalen hoe lang. Deze aflossingen in kapitaal werden nooit opgenomen om de eenvoudige reden dat zij geen invloed hebben op het netto te financieren saldo, omdat zij automatisch geherfinancierd worden.

Misschien komt er een dag dat dit systeem wordt herzien en misschien is dat de dag dat men overgaat tot aflossing van de staatsschuld, die men dan in nominale termen zal zien dalen, en niet alleen in verhouding tot het BNP. Het Rekenhof neemt die aflossingen daarentegen wel in aanmerking omdat het om ordonnancerings gaat. Van het begrotingssaldo dat het Rekenhof geeft, moet men dus de ordonnancerings op titel III aftrekken.

Het Rekenhof houdt ook geen rekening met de operaties buiten begroting, de zogenaamde thesaurieverrichtingen. Het Rekenhof zegt dit ook duidelijk in zijn rapport. De thesaurieverrichtingen hebben verleden jaar, gelukkig maar, een aanzienlijk positief saldo van 29 miljard opgeleverd.

Bij de berekening van het netto te financieren saldo, in de klassieke zin van het woord, wordt met dit bedrag in de Thesaurie wel rekening gehouden, vermits het een inkomen voor de kas betekent. Van de 480 miljard trekt men de operaties op titel III af, alsmede het positief saldo van de thesaurieverrichtingen, waardoor het begrotingssaldo van het Rekenhof in aanzienlijke mate wordt gereduceerd.

Het derde element zijn de dubbelboekingen, die vooral in 1989 zijn voortgesproken uit de uitvoering van de wet op de staatsvorming en uit de manier waarop we dit begrotingsgevijs hebben moeten verwerken, namelijk de verstrengeling van de operaties federale Staat-deelgebieden. Ik heb trouwens op de studiedag die door de Senaat werd ingericht zeer in detail aangetoond hoe deze operaties voortdurend door elkaar liepen en gezegd dat men uitermate behoedzaam moet zijn bij de interpretatie. In de praktijk komt dit neer op het volgende: de ordonnancerings die gebeuren op fondsen, worden door het Rekenhof in de comptabiliteit opgenomen. Ook de ordonnancerings die erin bestaan dat men, zuiver boekhoudkundig, kredieten van de federale begroting overschrijft naar de begrotingen van de deelstaten.

De dotaties en de transfers ter uitvoering van de financieringswet worden dus uitgeboekt bij de begroting van de federale Staat en ingeboekt op de lopende rekeningen van de deelgebieden bij de Thesaurie. Dit is voor het Rekenhof een ordonnanciering en dus een uitgave. De effectieve betalingen die nadien nog eens op die bedragen gebeuren, worden natuurlijk ook geordonnanceerd. Zo bekomt men dus ordonnancerings in dubbeltelling die, zoals ik al zei, het gevolg zijn van het feit dat de centrale Staat uitgaven heeft gedaan die eigenlijk al gedekt waren door de globale transfers naar de deelgebieden. Dit gebeurde omdat de deelgebieden op dat ogenblik deze ordonnancerings nog niet konden doen aangezien de administraties nog niet waren overgeheveld en het nieuwe financieringsmechanisme nog niet van toepassing was. Deze dubbeltellingen, die door het Rekenhof op juridisch vlak correct werden uitgevoerd, want het waren telkens ordonnancerings, gaven vanzelfsprekend slechts aanleiding tot één enkele kasuitgave.

Ik meen trouwens te mogen verwijzen naar het document van het Rekenhof zelf dat op pagina 14 zeer duidelijk zegt: «Le

solde net à financer du Trésor s'établissant pour 1989 à 6,5 p.c. du PNB, l'objectif de l'accord du gouvernement a donc été atteint.» In deze passage maakt het Rekenhof, zij het misschien in iets minder duidelijke termen, ook het onderscheid tussen het kasresultaat en het begrotingsresultaat.

Ik hoop dat de Senaat er nu van overtuigd is dat de analyse van het Rekenhof helemaal niet in contradictie is met het resultaat dat wij op het einde van vorig jaar hebben aangekondigd en waarvoor ik in de senaatscommissie de mathematische bewijsoverleging heb gegeven.

De heer De Bondt. — Mijnheer de minister, u hebt mij nogal kunnen overtuigen met de drie componenten die het Rekenhof zou genoteerd hebben en die u, in uw beschouwingen, nadien aftrekt. In verband met het rendement van de Thesaurie, zou ik u toch willen uitnodigen nog eens na te gaan of dat argument wel het juiste is.

Ik ga daarover nu niet polemiseren omdat ikzelf daarover ook nog vragen heb. U brengt dus de opbrengsten van de thesaurieverrichtingen in aftrek van hetgeen het Rekenhof in het document heeft voorgelegd. Daar zou ik toch niet zo zeker van zijn.

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — U bent een wiskundige, mijnheer De Bondt. Als mijn reële uitgaven met het symbool X worden vastgesteld en de ontvangsten buiten begroting met Y — want thesaurieverrichtingen zijn operaties buiten begroting —, als ik dus een negatief saldo heb op de begroting van inkomsten en uitgaven voor een waarde X en buiten begroting supplementaire ontvangsten voor waarde Y, dan is mijn netto te financieren saldo in kastermen gelijk aan $X - Y$. De vraag of Y wel correct is, kan alleen maar worden beantwoord door in de boekhouding van de Thesaurie te gaan zien wat de Nationale Bank heeft betaald, welke rente er op liggende gelden zijn binnengekomen en welke derde tegoeden op de postcheck er zijn, enzovoorts. U kent al de componenten van de thesaurie-uitgaven. Wij kunnen alleen maar aan de Thesaurie vragen wat op het einde van het jaar de balans is van haar thesaurieverrichtingen.

De heer De Bondt. — Mijn moeilijkheid is dat ik niet kan aannemen dat een zo gezagvolle instelling als het Rekenhof geen weet zou hebben van het feit dat de Thesaurie bij een goed beheer zo een belangrijke bijkomende ontvangst kan realiseren.

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Natuurlijk niet. Maar het Rekenhof ontkent dat ook niet. Het zegt in zijn voorafbeelding uitdrukkelijk dat men voor het netto te financieren saldo rekening moet houden met het resultaat van de thesaurieverrichtingen. Het Rekenhof is echter niet bevoegd om de thesaurieverrichtingen te controleren. De Thesaurie is een instelling die maar mag betalen na visum van het Rekenhof. Het Rekenhof mag zich echter niet uitspreken over de eventuele winsten die de Thesaurie doet of over de gelden die door derden aan de Thesaurie ter beschikking worden gesteld, zoals de tegoeden op de postchecks.

De heer De Bondt. — Ergo, het Rekenhof is niet in staat ons, parlementsleden, een van de Executieve onafhankelijk volledig inzicht te verschaffen.

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Ik beweer niet dat het daartoe niet in staat zou zijn, maar het is zijn wettelijke opdracht niet.

De heer De Bondt. — Wij moeten dus, wat de thesauriegegevens betreft, blindelings vertrouwen op wat de regering ons wil mededelen?

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Inderdaad, mijnheer De Bondt, maar de rekeningen van de Thesaurie zijn in die zin controleerbaar dat de thesaurieverrichtingen componenten zijn van elementen

die van elders komen. De storting van de Nationale Bank aan de Thesaurie is een gegeven dat bij de Nationale Bank perfect gecontroleerd kan worden. De stand van dergengelden bij de Dienst der Postchecks, bij de Consignatiekas,... zijn gegevens die gecontroleerd kunnen worden aan de hand van documenten van die instellingen. De Thesaurie kan daar niet mee «sjoemelen». Dat zou onmiddellijk blijken. Er zal wellicht ergens nog een «relikwaat» zijn van sommige ingewikkelde transacties, korte termijnschulden, SWAP-operaties enzovoort. Men zou wel kunnen discussiëren over het feit of deze verrichtingen al dan niet als verworven, worden geboekt. 90 pct. van de thesaurie-uitgaven zijn echter onmiddellijk extern controleerbaar.

De heer De Bondt. — Ook door het Parlement?

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Het Parlement kan, zoals om het even wie, aan het Bestuur der Postchecks de eindstand vragen per 31 december. De sommen, afgedragen door de Nationale Bank aan de Thesaurie, worden vermeld in de officiële rapporten van de Nationale Bank. Het excédent dat boven het dividend aan de Schatkist zal worden overgedragen, is eveneens een gegeven dat bekend is. Het zou misschien niet oninteressant zijn indien het Parlement een audit kon organiseren over de inkomsten van de Thesaurie. Ik zie daarin geen enkel probleem en ik veronderstel dat ook de regering daar geen moeite mee heeft. De wettelijke basis daartoe ontbreekt echter en u weet hoe strikt het Rekenhof zich houdt aan de wettelijke omschrijving van zijn taak, wat het niet belet op tijd en stond toch een appreciatie over de inkomsten te geven. Dit gebeurt dan wel bij wijze van appreciatie en niet van attestatie. Het subtiële onderscheid tussen deze begrippen zal u, mijnheer De Bondt, wel bekend zijn.

De heer Didden. — Mijnheer de minister, sta mij toe erop te wijzen dat de uitspraak van het Rekenhof waarvan u daarstraks gewag maakte, in het jaarboek voorkomt als een citaat van de Nationale Bank. Het Rekenhof neemt ter zake dus geen standpunt in.

Ik wil ook even ingaan op de bedenking van de heer De Bondt in verband met de thesaurieverrichtingen. Beschouwt u de thesaurieverrichtingen werkelijk als een positief niet-voorziën begrotingsresultaat dat definitief verworven is? Wanneer u op 3 januari het netto te financieren saldo mededeelt, zal ik dat niet betwisten. Indien achteraf echter blijkt dat het positief resultaat gedeeltelijk gebaseerd is op een tijdelijk gegeven, namelijk 29 miljard thesaurieverrichtingen — een bedrag dat toevallig hoger is dan vroeger —, maar bij de eindafrekening over 1989 wordt vastgesteld dat het bedrag van 29 miljard er niet is, wat gaat u dan doen? Wij kunnen toch geen appels met citroenen vergelijken.

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — De thesaurieverrichtingen worden opgenomen in de begroting. Als u de algemene toelichting bij de begroting 1989 nog eens ter hand neemt, mijnheer Didden, dan zult u zien dat bij de raming van het netto te financieren saldo rekening wordt gehouden met de geraamde thesaurieverrichtingen. Op het einde van het jaar moet men niet het geraamde resultaat van de thesaurieverrichtingen nemen, maar wel het reële resultaat. Of het bedrag van 29 miljard het geraamde dan wel het reële bedrag is, doet niets af aan de methodologische ontleding. Wanneer u het begrotingsresultaat op basis van ordonnanceringsnemen, moet u daar het resultaat van de thesaurieverrichtingen bijtellen of aftrekken (naargelang het positief of negatief is) om de band te leggen tussen het begrotingssaldo en het netto te financieren saldo.

U voelt zich bij de neus genomen, mijnheer Didden. Die pijnlijke indruk berust wellicht op een vergissing. U heeft hier een totaal nieuwe leer in publieke financiën ontwikkeld. Ik ben zeer leergierig en nieuwsgierig, maar tot nu toe heb ik bij geen enkele auteur de redenering gevonden die u volgt. Het lijkt wel alsof ik beschaamd zou moeten zijn omdat het netto te financieren saldo op kasbasis vorig jaar niet alleen overeen-

stemde met de doelstellingen van de regering, maar zelfs enigszins gunstiger uitviel.

Ik heb steeds gewaarschuwd voor een verafgoding van het netto te financieren saldo op kasbasis. Men mag er geen fetisj van maken zoals de vorige regering dat deed. Dit neemt niet weg dat, om de vergelijkbaarheid te bewaren, het netto te financieren saldo steeds met dezelfde elementen moet worden samengesteld. Het is dat netto te financieren saldo dat alle internationale instellingen hanteren als parameter voor de openbare financiën. Ook het rapport van het IMF, dat dit jaar voor ons gunstiger was dan vorig jaar, is gebaseerd op de ontleding van hetzelfde netto te financieren saldo. Ik zou u kunnen volgen indien bleek dat het netto te financieren saldo als momentopname een steeds zwellend stuwmeer van niet-uitgevoerde betalingsopdrachten voor zich uit zou schuiven. Slechts dan zou u gelijk hebben, mijnheer Didden. Ik heb er steeds voor gewaarschuwd dat men goed in het oog moet houden of de kredieten die elk jaar worden «getransporteerd» voortdurend aanzwellen dan wel of zij binnen een bepaalde marge blijven. Ongeveer 30 pct. van de begrotingskredieten worden traditioneel van het ene jaar naar het andere doorgeschoven, hoofdzakelijk om redenen van administratieve aard. Indien dat plots moest oplopen tot 60 pct. dan zou het netto te financieren saldo inderdaad een vrij theoretische diagnose zijn. Tot nu toe is dit echter nog niet het geval geweest. Er kan wel een probleem rijzen wanneer de Gemeenschappen en de Gewesten, die traditioneel ook 30 pct. van hun kredieten «transporteren» van het ene jaar naar het andere, in 1990, wanneer zij over een groter volume middelen zullen beschikken, plots zouden beslissen niet langer 30 pct., maar slechts 15 pct. van de kredieten door te schuiven naar 1991. Dit zou aanleiding geven tot een versnelling in 1990 van de ordonnanceringsnemen en ook van de uitbetalingen, wat een invloed kan hebben op het netto te financieren saldo van 1990. In 1991 zal dan allicht wel het evenwicht worden hersteld.

Het specifieke van begrotingsdisciplines en begrotingsanalyses is dat men steeds een doorsnee kan maken van de situatie, maar dat men alles ook in een dynamisch perspectief moet plaatsen. De vergelijking van de begroting met het netto te financieren saldo op kasbasis is altijd een nuttige oefening. Men zou ook geregeld het netto te financieren saldo naast de stand van uitvoering van de begroting moeten leggen. Deze blijkt uit de percentages van ordonnanceringsnemen en vastleggingen. Dit zou ons misschien in staat stellen uw filosofie te verzoenen met de mijne, wat ik op het eerste gezicht niet voor mogelijk hield, mijnheer Didden.

Ik kan u die percentages vrij gemakkelijk geven voor het lopend begrotingsjaar. Op het einde van mei was 45 pct. van de kredieten voor 1990 van de federale regering vastgelegd en geordnanceerd. Dat is een perfect normaal percentage. Het kan niet normaler en orthodoxer. Er is dus van geen enkele ontsparing van de begroting sprake. Ik kan niet spreken over de Gemeenschappen en de Gewesten, want ik beschik niet over gegevens hiervoor.

Zoals altijd worden echter ook betalingen verricht vanuit begrotingsfondsen. Daarop heeft men niet zo gemakkelijk een zicht als op de gewone lopende uitgaven en de gesplitste kredieten van titel I en titel II. Over begrotingsfondsen kunnen wij niet altijd actuele gegevens verschaffen. Daarom heeft het Parlement beslist fondsen af te schaffen. Het is uw beslissing die ik uitvoer. Ik ben bezig met het bestuderen van de 330 begrotingsfondsen van de centrale overheid. Ik denk dat er ongeveer 300 zullen worden afgeschaft en een dertigtal zullen behouden blijven om operationele redenen, maar dan wel in de wettelijke vorm van organieke fondsen.

De CVP-fractie is bijvoorbeeld zeer bekommerd om wat er met het Fonds voor ontwikkelingssamenwerking zal gebeuren. Dit fonds zal waarschijnlijk behouden blijven gezien de specificiteit van de sector. Als deze hervorming rond is, zal het tempo van de ordonnanceringsnemen een nog betrouwbaarder graadmeter zijn voor de overeenstemming tussen het netto te financieren saldo en het begrotingssaldo.

Mijnheer Didden, ik moet toegeven dat ik even de indruk had dat ik een toespraak van de oppositie aanhoorde, toen u de

regering verweet dat zij met de aankondiging van het netto te financieren saldo eigenlijk niet behoorlijk heeft gehandeld. Dit berust echter op een fundamenteel misverstand. Tijdens de studiedag van de Senaat ben ik bereid, aan de hand van de documenten die dan ter beschikking zullen zijn, nog eens heel grondig in te gaan op het onderscheid tussen het begrotingssaldo en het kassaldo. Ik kan alvast de lectuur aanbevelen van het uitstekend verslag van de heer Jacobs van 7 maart, met als titel *Transparantie van de begrotingsuitvoering*. Deze studie zal tijdens de studiedag eveneens ter beschikking zijn.

Ik waarschuw er meteen voor dat het een illusie is de Amerikaanse wet op het begrotingstekort te willen kopiëren. Ik ken deze wet ook. Zij is een complete mislukking en geeft in de Verenigde Staten aanleiding tot de meest afgrijselijke onorthodoxe kunstgrepen, omdat zij onuitvoerbaar is. Het volstaat niet te decreteren hoe groot het tekort mag zijn en te bepalen dat de Thesaurie geblokkeerd wordt, wanneer de begrotingsgelden opgebruikt zijn. Daar komt deze wet eigenlijk op neer. Men kan immers de uitbetaling van de ambtenaren en de betaling van de rente op de schuld niet stilleggen. Ook moeten verplichtingen tegenover derden worden nagekomen. Deze wet wordt in de praktijk dus niet toegepast en het Amerikaans Congres moet zijn eigen wet verkrachten, omdat men vaststelde dat het niet gaat om een weloverwogen begrotingspolitiek, maar om een soort noodkreet. Men kan de reële budgettaire toestand niet bezweren zoals medicijnmannen dat doen. Dat men knipperlichten plaatst en het de uitvoerende macht moeilijk maakt, indien ordonnanceringen een bepaalde drempel overschrijden, is logisch en evident. Hoe meer men dat doet, hoe beter.

Maar denken dat men zo maar op een arbitraire wijze de Staat kan stilleggen aan de hand van begrotingscriteria, is natuurlijk een volkomen illusie.

Mijnheer De Bondt, u heeft met de vasthoudendheid die u siert en kenmerkt gevraagd naar de kwestie «lasten van het verleden — Onderwijs». U hebt ook van een behoorlijke façade voor de uitslag 1990 gesproken. Achter deze façade staat echter een solide kastoestand die tegen iedere aardbeving van oratorische aard bestand is. Dit wil niet zeggen dat wij in 1990 geen problemen zullen hebben. Ik heb ze zelf gesitueerd.

Inzake de lasten van het verleden in het Onderwijs hebt u terecht scherpzinnig opgemerkt dat in de begroting een paar lettertjes zijn verdwenen, namelijk N F, en dat wij daarvan één globale post hebben gemaakt. Het gaat niet zo maar om een schriftuurkunstje, maar om een politieke keuze. Wij hebben daarmee willen uitdrukken dat op dat vlak niets definitiefs werd beslist. Het blijft een moeilijk dossier. De commissie ter zake werd geïnstalleerd en werkt. Uiteindelijk zal de regering politieke conclusies uit haar bevindingen moeten trekken.

Ik heb voor alle zekerheid en omdat ik vind dat men nooit voorzichtig genoeg kan zijn, de Thesaurie opnieuw de dwingende instructie gegeven, dat geen enkele betaling mag worden verricht alvorens deze conclusies zijn getrokken. Nochtans had ik graag dat aan Vlaamse kant enige zin voor consequentie aan de dag werd gelegd. De regering heeft omwille van de sociale vrede in het openbaar ambt overwogen een kleinigheid van het kijk- en luistergeld supplementair te ristorneren. Dit was het centrale akkoord in verband met het Openbaar Ambt, een idee waarvan men mij het vaderschap hardnekkig blijft toeschrijven. Aangezien in de politiek geen procedure voor ontkenning van vaderschap bestaat, sta ik daar tamelijk machteloos tegenover.

Ik kan alleen zeggen dat het historisch onjuist is, zoals het ook historisch onjuist is dat de Vlaamse Executieve niet aanwezig was op het ogenblik dat men dit is overeengekomen. Het gaat evenwel, globaal budgettair gezien, over een kleinigheid, een paar honderd miljoen. Als in de Vlaamse Raad wordt beweerd dat dit eigenlijk niet kan en niet mag en dat men het wafelijzer niet mag bovenhalen, dan mag men inzake de lasten van het verleden evenmin het wafelijzer bovenhalen, zeker als het over zeer grote bedragen gaat.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

Ik heb de indruk dat er dan een andere boodschap uit de milieus van de Vlaamse Raad, de Vlaamse Executieve en de Vlaamse leden van het nationaal Parlement naar mij wordt gestuurd.

Op het ogenblik worden de dossiers nagekeken en voor een deel zijn ze reeds afgewerkt. Er zullen conclusies te voorschijn komen die de centrale regering zullen dwingen bepaalde beslissingen voor te stellen en te nemen.

De heer De Bondt. — Mijnheer de minister, u zal mij geen minderwaardigheidsgevoel aanpraten; daar heb ik geen last van.

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Die illusie heb ik niet.

De heer De Bondt. — Er mag daar geen onderscheid worden gemaakt. Men moet de facturen op hun juistheid nagaan.

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Ik zeg alleen dat ik blijkbaar word benaderd van de kant van de Vlaamse Executieve en de Vlaamse Raad met het dringende verzoek inzake de lasten van het verleden op bepaalde evenwichten te letten. Ik wil mij daarvoor graag inspannen, maar men mag mij niet voortdurend lastig vallen met de zaak van het sociaal akkoord en die enkele honderden miljoenen *ristorno's* kijk- en luistergeld, en zeggen dat het principieel niet kan. Als het daar principieel niet kan, dan kan het op het andere vlak ook niet.

De heer De Bondt. — Ik maak daar geen principe van. De facturen die ik ken en waarover u gesproken hebt, suggereren bedragen aan de ene en de andere kant die omvangrijk waren en die als men het begrotingsartikel leest, niet waren gereflecteerd. Daar hebt u de goede conclusie getrokken door de etiket weg te wissen, zodat de som die nu is samengevoegd, veel te gering is. Ik wacht de resultaten van het onderzoek van uw commissie met een bepaalde nieuwsgierigheid en met ongeduld af.

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Het gaat om een provisie.

De heer De Bondt. — Het hoeft toch geen jaar te duren, of is dat zo moeilijk? Stelt u deze uitgaven soms liever nog een ogenblik uit?

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Langzaamheid past grote zaken. Alvo-rens geld uit te geven voor aangelegenheden die niet absoluut zeker gewettigd en gerechtvaardigd zijn is het beter alles tweemaal na te kijken, en zelfs liever driemaal dan tweemaal. Alvo-rens dit vele geld vrij te maken moet men de absolute zekerheid hebben dat men daartoe werkelijk de plicht heeft.

Ik vind dit daarenboven een onsmakelijk dossier. Ik heb boekhoudkundig nog geen definitieve gegevens, maar ik voel het zo aan. Dat is een zaak die we nog enkele jaren zullen meeslepen, voor deze stal helemaal zal zijn uitgemest. Dan zullen we eindelijk weten hoeveel het onderwijs ons in het unitaire tijdperk werkelijk heeft gekost. Dat weten wij nog altijd niet. Intussen is de toestand iets duidelijker geworden — dank zij de federalisering van het onderwijs.

De Voorzitter. — Mijnheer de Vice-Premier, u heeft zoëven het woord «onsmakelijk» uitgesproken, dit woord doet velen denken aan het woord «smakelijk».

De heer Schiltz, Vice-Eerste minister en minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Mijnheer de Voorzitter, het is goed dat u mij daaraan doet denken. Ik zal onmiddellijk besluiten.

Mijnheer Deprez, het verheugt mij dat u onze pogingen steunt. Wij weten al lang dat in ons land de oriëntering van de politiek, misschien helaas, niet enkel afhangt van de prioriteiten die hier tot uiting komen. Men heeft de steun nodig van alle georganiseerde krachten in de samenleving. Wij trachten de begrotingsdoeleinden op termijn op een ruimer gebied ingang te doen vinden.

Zowel het Internationaal Monetair Fonds als de OESO en andere internationale instellingen, alsmede de Nationale Bank rekenen alle in hun analyses dezelfde strategie uit. Deze stemt overeen met wat de regering en ikzelf ook hier reeds enkele malen hebben trachten voor te stellen en aan te prijzen, namelijk dat over drie à vier jaar het jaarlijks netto te financieren saldo ongeveer het Europees gemiddelde moet bereiken en dat over een goede tien jaar onze schuldquota substantieel gereduceerd moet zijn.

Het verheugt mij dat u deze visie steunt. Het bereiken van dat doel zal natuurlijk niet eenvoudig zijn. Daarover ben ik het met u eens. Wij zullen echter voortgaan op de ingeslagen weg.

Ik heb al herhaaldelijk onze situatie vergeleken met een nest waarin een koekoeksjong zit. Het jaar 1991 zou wel eens op begrotingsgebied vrij hard kunnen aankomen. Er is het rapport van de onderzoekscommissie in de Kamer en de reeks maatregelen die de regering op basis daarvan heeft voorgesteld om het vertrouwen van de burger te herstellen. Er is de Noordzeeconferentie. Er is het probleem van de herwaardering van het openbaar ambt, maar telkens weer stellen wij vast dat wij voor al die dossiers eigenlijk geen geld hebben. We zitten als het ware in een keurslijf dat ons belet deze doelstellingen met de nodige kracht en de nodige budgettaire armslag na te streven. Deze opgave overstijgt de werkingsruimte van de huidige regering.

Het is immers niet alleen een opgave voor de huidige, maar ook voor de volgende regeringen, welke samenstelling die ook zullen hebben. Zij zullen deze opgave tot een goed einde moeten brengen, willen wij niet hopeloos achterop geraken in het geheel van de Europese integratie. Het kan toch niet dat de burgers nu een nooit gekende welvaart beleven, en dat wij het fundament van die welvaart zouden weggraven door er niet voor te zorgen dat de publieke financiën een veilige grondslag blijven voor de ontwikkeling van onze samenleving.

Het verheugt mij dat u uw steun hebt toegezegd voor deze lange-termijnvisie. Ik zal u nog enkele maanden getrouw op de hoogte houden van het begrotingssaldo en van het netto te financieren saldo. Ik hoop dat die verder gunstig zullen evolueren en wij de richting kunnen blijven volgen die wij door het brengen van vele offers hebben kunnen inslaan. Deze offers zullen wij echter, helaas, nog enkele jaren moeten blijven brengen. (Applaus.)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten en bespreken wij de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1990

Discussion et vote d'articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE RIJKS MIDDELENBEGROTING VAN HET BEGROTINGSJAAR 1990

Beraadslaging en stemming over artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1990.

Wij bespreken nu de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting van het begrotingsjaar 1990.

Un amendement ayant été déposé par M. Monfils à l'article premier, le vote sur les articles du tableau est réservé.

Aangezien de heer Monfils een amendement heeft ingediend bij artikel 1, wordt de stemming over de artikelen van de tabel aangehouden.

De artikelen van het ontwerp van wet luiden :

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 1990 worden de lopende ontvangsten van de Staat herhaald :

Voor de fiscale ontvangsten, op 1 061 074 800 000 frank.

Voor de niet-fiscale ontvangsten, op 78 102 100 000 frank.

Zegge te samen : 1 139 176 900 000 frank.

Overeenkomstig Titel I van de hierbijgaande tabel.

Article 1^{er}. Pour l'année budgétaire 1990, les recettes courantes de l'Etat sont réévaluées :

Pour les recettes fiscales, à 1 061 074 800 000 francs.

Pour les recettes non fiscales, à 78 102 100 000 francs.

Soit ensemble : 1 139 176 900 000 francs.

Conformément au Titre I^{er} du tableau ci-annexé.

M. Monfils présente l'amendement que voici :

« A cet article, remplacer les montants de « 78 102 100 000 francs » et de « 1 139 176 900 000 francs » par les montants de « 72 566 800 000 francs » et de « 1 133 541 600 000 francs. »

« In dit artikel de bedragen « 78 102 100 000 frank » en « 1 139 176 900 000 frank » respectievelijk te vervangen door de bedragen « 72 566 800 000 frank » en « 1 133 541 600 000 frank. »

Cet amendement est-il appuyé ? (Plusieurs membres se lèvent.) Cet amendement étant régulièrement appuyé, il fera partie de la discussion.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article premier sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 1 worden aangehouden.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 1990 worden de kapitaalontvangsten herhaald op de som van 9 528 700 000 frank, overeenkomstig Titel II van de hierbijgaande tabel.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 1990, les recettes en capital sont réévaluées à la somme de 9 528 700 000 francs, conformément au Titre II du tableau ci-annexé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. In artikel 7 van de wet van 11 december 1989 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1990 wordt het jaartal « 1989 » vervangen door het jaartal « 1990 ».

Art. 3. Dans l'article 7 de la loi du 11 décembre 1989 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1990, le millésime « 1989 » est remplacé par le millésime « 1990 ».

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — M. Monfils propose d'insérer un article 3bis (nouveau), libellé comme suit :

« Insérer un article 3bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 3bis. § 1^{er}. Dans l'article 11 de la loi du 11 décembre 1989 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1990, les montants « 170 783 100 000 francs » et

« 224 855 800 000 francs » sont remplacés par les montants « 172 753 465 000 francs » et « 288 388 752 000 francs ».

§ 2. Dans l'article 13, alinéa premier, de la même loi, le montant « 81 305 000 francs » est remplacé par le montant « 113 188 000 francs ».

« Een artikel 3bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Art. 3bis. § 1. In artikel 11 van de wet van 11 december 1989 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1990 worden de bedragen « 170 783 100 000 frank » en « 224 855 800 000 frank » respectievelijk door de bedragen « 172 753 465 000 frank » en « 288 388 752 000 frank ».

§ 2. In het eerste lid van artikel 13 van dezelfde wet wordt het bedrag « 81 305 000 frank » vervangen door het bedrag « 113 188 000 frank ».

Cet amendement est-il appuyé ? (Plusieurs membres se lèvent.) Cet amendement étant régulièrement appuyé, il fera partie de la discussion.

Le vote sur l'amendement est réservé.

De stemming over het amendement wordt aangehouden.

Art. 4. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Art. 4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel hebben later plaats.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1990

Discussion et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN HET BEGROTINGSJAAR 1990

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1990.

Wij bespreken nu de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1990.

Personne ne demandant la parole sur les programmes du tableau des crédits, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt over de programma's van de kredietentabel, breng ik deze in stemming.

— Ces programmes sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents nos 970-1 et 2, session 1989-1990, du Sénat de Belgique et document n° 5/26-1170/1, session 1989-1990, de la Chambre des représentants de Belgique.)

Deze programma's worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 970-1 en 2, zitting 1989-1990, van de Belgische Senaat en stuk nr. 5/26-1170/1, zitting 1989-1990, van de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers.)

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden :

Hoofdstuk 1. — Algemene bepalingen

Sectie 01. — Begrotingskredieten

Art. 1.01.1. De kredieten ingeschreven voor het begrotingsjaar 1990 worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken) :

Chapitre 1^{er}. — Dispositions générales

Section 01. — Crédits budgétaires

Art. 1.01.1. Les crédits inscrits pour l'année budgétaire 1990 sont ajustés suivant les données détaillées au tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

a) Niet-gesplitste kredieten b) Ordonnanceringskredieten c) Vastleggingskredieten		1990 Initiaal — 1990 Initial	Aanpassing lopend jaar — Ajustements année cour.	1990 Aangepast — 1990 Ajusté	Vorige jaren — Années antérieures	a) Crédits non dissociés b) Crédits d'ordonnancement c) Crédits d'engagement
(1)		(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)
0. BEGROTINGEN ZONDER PROGRAMMA						0. BUDGETS SANS PROGRAMME
01 Ministerie van Financiën, voor de Dotaties	a)	5 493,3		5 493,3		01 Ministère des Finances, pour les Dotations.
02 Begroting van de Dotaties aan de Gemeenschappen en aan de Gewesten ..	a)	5 526,3	-29,8	5 496,5	448,1	02 Budget des Dotations aux Communautés et aux Régions.
1. AUTORITEITSDEPARTEMENTEN						1. DEPARTEMENTS D'AUTORITE
11 Diensten van de Eerste minister	a)	1 974,1	74,4	2 048,5	15,1	11 Services du Premier ministre.
	b)	6 283,4	-150,0	6 133,4		
	c)	7 567,8	1 833,6	9 401,4		
12 Ministerie van Justitie	a)	24 860,8	-74,7	24 786,1	181,5	12 Ministère de la Justice.
	b)	74,3	64,9	139,2		
	c)					
13 Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt	a)	13 496,7	-61,1	13 435,6	31,7	13 Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.
	b)	937,0	-154,7	782,3		
	c)	867,2	-7,7	859,5		
Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking:						Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement:
14 Voor de Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	a)	10 291,1	-438,2	9 852,9	310,8	14 Pour les Affaires étrangères et Commerce extérieur.
	b)	343,0	-30,0	313,0		
	c)	239,0	-30,0	209,0		

a) Niet-gesplitste kredieten b) Ordonnanceringskredieten c) Vastleggingskredieten		1990	Aanpassing	1990	Vorige	a) Crédits non dissociés b) Crédits d'ordonnement c) Crédits d'engagement
		Initiaal — 1990 Initial	lopend jaar — Ajustements année cour.	Aangepast — 1990 Ajusté	jaren — Années antérieures	
(1)		(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)
15 Voor Ontwikkelingssamenwerking	a) b) c)	16 520,1 300,0 530,0	- 274,1 68,6	16 246,0 368,6 530,0	11,0	a) b) c)
16 Ministerie van Landsverdediging	a) b) c)	79 088,5 19 659,5 18 653,0	- 771,5 70,4 - 565,0	78 317,0 19 729,9 18 088,0	423,1	a) b) c)
17 Rijkswacht	a) b) c)	19 072,7 1 215,0 1 118,5	177,1 - 158,0 - 52,5	19 249,8 1 057,0 1 066,0	267,7	a) b) c)
18 Ministerie van Financiën	a) b) c)	51 364,3 12,4 5,4	- 1 355,5	50 008,8 12,4 5,4	61,4	a) b) c)
2. SOCIALE DEPARTEMENTEN						2. DEPARTEMENTS SOCIAUX
21 Pensioenen	a) b) c)	210 762,1	- 961,6	209 800,5	7,1	a) b) c)
22 Ministerie van Middenstand	a) b) c)	6 927,7	- 38,5	6 889,2	1,0	a) b) c)
23 Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid	a) b) c)	38 783,5	- 3 599,2	35 184,3	101,0	a) b) c)
24 Ministerie van Sociale Voorzorg	a) b) c)	169 254,8 14,0	- 3 282,7 26,0 55,0	165 972,1 40,0 55,0	51,6	a) b) c)
25 Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu	a) b) c)	44 732,5 2 010,3 733,4	445,8 6,6	45 178,3 2 010,3 740,0	33,0	a) b) c)
3. INFRASTRUCTUUR EN ECONOMIE						3. INFRASTRUCTURE ET ECONOMIE
31 Ministerie van Landbouw	a) b) c)	10 626,4 64,1 59,5	33,5 1,0 - 4,0	10 659,9 65,1 55,5	30,2	a) b) c)
32 Ministerie van Economische Zaken	a) b) c)	37 499,9 149,9 103,0	2 560,8	40 060,7 149,9 103,0	43,9	a) b) c)
33 Ministerie van Verkeerswezen	a) b) c)	67 214,4 7 934,0 25,3	- 325,4 718,3	66 889,0 8 652,3 25,3	398,7	a) b) c)
34 De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie	a) b) c)	12 542,1 40,8	602,6 10,0	13 144,7 50,8	6,0	a) b) c)
35 Ministerie van Openbare Werken	a) b) c)	56 205,9 8 365,1 3 874,5	- 761,2 21,6 21,9	55 444,7 8 386,7 3 896,4	136,4	a) b) c)
4. ONDERWIJS EN CULTUUR						4. ENSEIGNEMENT ET CULTURE
41 Wetenschappelijke en Culturele Aangelegenheden	a) b) c)	14 459,0 68,5 68,5	230,9	14 689,9 68,5 68,5	171,8	a) b) c)
51 Ministerie van Financiën, voor de Rijks-schuld	a) b) c)	708 228,5	33 168,1	741 396,6	156,7	a) b) c)
Totaal	a) b) c)	1 604 924,7 47 471,3 33 845,1	25 319,7 488,1 1 257,9	1 630 244,4 47 959,4 35 103,0	2 887,8	a) b) c)
	a) + b)	1 652 396,0	25 807,8	1 678 203,8	2 887,8	a) + b)

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk 2. — Bijzondere bepalingen van de departementen

*Sectie 13. — Ministerie van Binnenlandse Zaken
en Openbaar Ambt*

Art. 2.13.1. Het artikel 2.13.1 van de wet van 11 december 1989 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1990, wordt aangevuld als volgt:

«4) Alle werkingskosten alsmede de vergoedingen en toelagen van alle aard van de provinciale gouvernementen, met uitzondering van de uitgaven voor aankoop van duurzame roerende goederen, binnen de perken van de basisallocaties van het programma 58/0.»

Chapitre 2. — Dispositions particulières des départements

Section 13. — Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique

Art. 2.13.1. L'article 2.13.1 de la loi du 11 décembre 1989 contenant le budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1990, est complété comme suit:

«4) Toutes les dépenses de fonctionnement ainsi que les indemnités et les allocations de toute nature des gouvernements provinciaux dans les limites des allocations de base du programme 58/0, à l'exception des dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables.»

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.13.2. In artikel 2.13.6 van de wet van 11 december 1989 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1990, wordt het programma 56/1 — Algemene administratieve politie, opleiding, preventie en uitrusting, aangevuld als volgt:

«4° Betoelaging enerzijds van erkende scholen en trainings- en opleidingscentra, anderzijds van universitaire instellingen, voor bijscholings- en specialiteitscycli die er ten behoeve van politieofficiëren worden ingericht.

5° Toelage aan de op te richten VZW «Politievakblad» voor het uitgeven en bevorderen van publikaties betreffende de uitoefening van de politiefunctie evenals voor het ontwerpen en bevorderen van de didactische methodes betreffende de uitoefening van de politiefunctie.

6° Betoelaging van Belgische universiteiten of andere instellingen, betrokken bij de studie of beheersing van de criminaliteit, van publieke of private initiatieven inzake criminaliteitspreventie, inzonderheid voetbalvandalisme, geïntegreerde initiatieven van lokale criminaliteit en onderzoek naar het voorkomen van bepaalde criminele fenomenen.

7° Toelage aan de «Koninklijke Federatie van commissarissen en adjunct-commissarissen van politie van België VZW» voor de onkosten gemaakt naar aanleiding van haar aansluiting bij de «Fédération internationale des fonctionnaires supérieurs de police».

8° Toelage aan de commissie «Public Relations» van de gemeentepolitie, teneinde de betrekkingen tussen de gemeentepolitie en de gemeenschap te bevorderen en als tussenkomst van de Staat in de door de commissie gemaakte kosten naar aanleiding van manifestaties met nationaal karakter.

9° Toelagen bestemd voor initiatieven ter bevordering van de rekrutering van leden voor de gemeentepolitie.»

Art. 2.13.2. Dans l'article 2.13.6 de la loi du 11 décembre 1989 contenant le budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1990, le programme 56/1 — Police administrative générale, formation, prévention et équipement, est complété comme suit:

«4° Subvention à accorder, d'une part, aux écoles et centres d'entraînement et de formation agréés, et, d'autre part, aux

organismes universitaires, pour des cycles de recyclage et de spécialisation qui y sont organisés en faveur des officiers de police.

5° Subvention à l'ASBL «Revue policière», encore à créer, pour l'édition et la promotion de publications relatives à l'exercice de la fonction policière ainsi que pour le développement et la promotion des méthodes didactiques en matière de l'exercice de la fonction policière.

6° Subvention à accorder aux universités belges ou autres organismes, concernés par l'étude ou le contrôle de la criminalité, des initiatives publiques ou privées en matière de prévention de la criminalité, notamment du hooliganisme, des initiatives intégrées de criminalité locale et par l'enquête concernant la présence de certains phénomènes criminels.

7° Subvention à la «Fédération royale des commissaires et commissaires adjoints de police de Belgique ASBL» pour les frais faits suite à son adhésion à la «Fédération internationale des fonctionnaires supérieurs de police».

8° Subvention de la commission «Public Relations» de la police communale, en vue d'améliorer les relations entre la police communale et le public et à titre d'intervention de l'Etat dans les frais faits par la commission suite à des manifestations à caractère national.

9° Subventions destinées aux initiatives de promotion du recrutement des membres de la police communale.»

— Aangenomen.

Adopté.

Sectie 14. — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel

Art. 2.14.1. Binnen de perken van de betrokken basisallocatie kan de volgende toelage worden toegekend:

PROGRAMMA 51/1 — BUITENLANDSE HANDEL

— Toelage aan de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel bestemd tot financiering van het project «Vernieuwing en uitbreiding van de geïnformatiseerde systemen van de BDBH» (bureauticaschijf 1989).

Section 14. — Affaires étrangères et Commerce extérieur

Art. 2.14.1. Dans la limite de l'allocation de base concernée, le subside suivant peut être octroyé:

PROGRAMME 51/1 — COMMERCE EXTERIEUR

— Subside à l'Office belge du Commerce extérieur destiné au financement du projet «Renouvellement et extension des systèmes informatisés de l'OBCE» (tranche bureautique 1989).

— Aangenomen.

Adopté.

Sectie 16. — Ministerie van Landsverdediging

Art. 2.16.1. Binnen de perken van de betrokken basisallocaties kunnen de volgende toelagen worden toegekend:

PROGRAMMA 50/0 — BESTAANSMIDDELEN

1) Toelage aan het Nationaal Geografisch Instituut, bestemd tot de financiering van het project «Modernisering van het productieproces van de topografische basiskaart» (bureauticaschijf 1989).

2) Toelage aan het Nationaal Geografisch Instituut ten belope van 12 miljoen frank, boven het aandeel van het departement van Landsverdediging vastgesteld in artikel 12, § 1, van de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van dit instituut.

Section 16. — Ministère de la Défense nationale

Art. 2.16.1. Dans les limites des allocations de base concernées, les subsides suivants peuvent être octroyés :

PROGRAMME 50/0 — SUBSISTANCE

1) Subside à l'Institut géographique national, destiné au financement du projet « Modernisation du processus de production de la carte topographique de base » (tranche bureaucratique 1989).

2) Subside à l'Institut géographique national d'un montant de 12 millions de francs, au-delà de la quote-part du département de la Défense nationale fixée à l'article 12, § 1^{er}, de la loi du 8 juin 1976 portant création de cet institut.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.16.2. In artikel 2.16.13 van de wet van 11 december 1989 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1990 worden, na de eerste alinea, de volgende alinea's ingelast :

« Deze fondsen mogen, ook na het verstrijken van het begrotingsjaar, aangewend worden voor het aanrekenen van de uitgaven die uit de vorenvermelde contracten voortvloeien.

Het overschot aan fondsen wordt in de Schatkist teruggestort zodra de betrokken rekenplichtige de beheersrekening houdende eindafrekening van de contracten waarvoor deze fondsen werden toegekend, aan het Rekenhof heeft overgelegd. »

Art. 2.16.2. Dans l'article 2.16.13 de la loi du 11 décembre 1989 contenant le budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1990, les alinéas suivants sont insérés après le premier alinéa :

« Ces fonds peuvent être utilisés également à l'issue de l'année budgétaire, pour imputer les dépenses résultant des contrats précités.

Les fonds excédentaires sont reversés au Trésor dès que le comptable concerné a soumis à la Cour des comptes, le compte de gestion comportant le décompte final des contrats pour lesquels ces fonds ont été alloués. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.16.3. Het artikel 2.16.15 van de wet van 11 december 1989 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1990, wordt aangevuld als volgt :

« De op deze wijze verkregen fondsen mogen, ook na het verstrijken van het begrotingsjaar, aangewend worden voor het aanrekenen van de vorenvermelde uitgaven.

Het overschot aan fondsen wordt in de Schatkist teruggestort zodra de betrokken rekenplichtige de beheersrekening houdende eindafrekening van de contracten waarvoor deze fondsen werden toegekend, aan het Rekenhof heeft overgelegd. »

Art. 2.16.3. L'article 2.16.15 de la loi du 11 décembre 1989 contenant le budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1990, est complété comme suit :

« Les fonds ainsi obtenus peuvent être utilisés également à l'issue de l'année budgétaire pour imputer les dépenses précitées.

Les fonds excédentaires sont reversés au Trésor dès que le comptable concerné a soumis à la Cour des comptes, le compte

de gestion comportant le décompte final des contrats pour lesquels ces fonds ont été alloués. »

— Aangenomen.

Adopté.

Sectie 22. — Middenstand

Art. 2.22.1. In afwijking van artikel 6, § 1, 2^o, van de wet van 29 maart 1976, wordt de rijkssubsidie aan het stelsel van gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, voor het begrotingsjaar 1990 en aan de vereffeningscoëfficiënt 3,1125, vastgesteld op 4 983,1 miljoen frank.

Section 22. — Classes moyennes

Art. 2.22.1. Par dérogation à l'article 6, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 29 mars 1976, la subvention de l'Etat au régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants est, pour l'année budgétaire 1990 et au coefficient de liquidation 3,1125, fixée à 4 983,1 millions de francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Sectie 23. — Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Art. 2.23.1. Forfaitaire vergoedingen mogen toegekend worden aan de leden van de Poolse en Hongaarse delegaties verblijvend in België in het kader van de bilaterale hulp aan Polen en Hongarije alsook aan het personeel van het departement en de organismen van openbaar nut onder haar voogdij, dat hen vergezelt, om hun geringe uitgaven te dekken.

Section 23. — Ministère de l'Emploi et du Travail

Art. 2.23.1. Des indemnités forfaitaires peuvent être accordées aux membres des délégations polonaises et hongroises séjournant en Belgique dans le cadre de l'aide bilatérale à la Pologne et à la Hongrie ainsi qu'au personnel du département et des organismes d'intérêt public soumis à sa tutelle qui les accompagnent, pour couvrir leurs menues dépenses.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.23.2. Binnen de perken van de betrokken basisallocatie van het programma 52/1 — Acties ten gunste van de sociale, morele en intellectuele promotie van de werknemers, kan een toelage worden toegekend aan de representatieve werknemersorganisaties bedoeld bij artikel 3 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

Art. 2.23.2. Dans les limites de l'allocation de base concernée du programme 52/1 — Actions en faveur de la promotion sociale, morale et intellectuelle des travailleurs, un subside peut être accordé aux organisations représentatives des travailleurs, visées à l'article 3 de la loi du 5 décembre 1968 relative aux conventions collectives de travail et aux commissions paritaires.

— Aangenomen.

Adopté.

Sectie 24. — Ministerie van Sociale Voorzorg

Art. 2.24.1. Binnen de perken van de betrokken basisallocaties kunnen de volgende toelagen worden toegekend :

PROGRAMMA 51/1 — ZIEKTE

Toelage aan de RIZIV bestemd tot financiering van het project «Geneeskundige controle — Netwerk centrale dienst» (bureauticaschijf 1989).

PROGRAMMA 51/4 — ARBEIDSONGEVALLEN EN BEROEPSZIEKTEN

Toelage aan het Fonds voor beroepsziekten en aan het Fonds voor arbeidsongevallen bestemd tot financiering van het project «Gestiloc» (bureauticaschijf 1989).

Toelage aan het Fonds voor arbeidsongevallen bestemd tot financiering van het project «Personadmini» (bureauticaschijf 1989).

PROGRAMMA 52/4 — REGLEMENTERING INZAKE KINDERBIJSLAG EN VOOGDIJ OVER KASSEN VOOR KINDERBIJSLAG

Toelage aan de Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders van de diamantnijverheid bestemd tot financiering van het project «Aansluiting Rijksregister — Aansluiting sociale kruispunt-databank — Boekhouding» (bureauticaschijf 1989).

Toelage aan de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers bestemd tot financiering van het project «Kennissysteem — Gewaarborgde kinderbijslag» (bureauticaschijf 1989).

Section 24. — Ministère de la Prévoyance sociale

Art. 2.24.1. Dans la limite des allocations de base concernées, les subsides suivants peuvent être octroyés:

PROGRAMME 51/1 — MALADIE

Subside à l'INAMI destiné au financement du projet «Contrôle médical — Réseau service central» (tranche bureaucratique 1989).

PROGRAMME 51/4 — ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Subside au Fonds des maladies professionnelles et au Fonds des accidents du travail destiné au financement du projet «Gestiloc» (tranche bureaucratique 1989).

Subside au Fonds des accidents du travail destiné au financement du projet «Personadmini» (tranche bureaucratique 1989).

PROGRAMME 52/4 — REGLEMENTATION EN MATIERE D'ALLOCATIONS FAMILIALES ET TUTELLE DES CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Subside à la Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur de l'industrie diamantaire destiné au financement du projet «Exploitation Registre national — Raccordement à la banque de données carrefour — Comptabilité» (tranche bureaucratique 1989).

Subside à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés destiné au financement du projet «Système expert — Allocations familiales garanties» (tranche bureaucratique 1989).

— Aangenomen.

Adopté.

Sectie 25. — Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu

Art. 2.25.1. Goedgekeurd wordt de bij deze wet gevoegde begroting voor het jaar 1990 van het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen.

Deze begroting beloopt 3 400 600 000 frank voor de ontvangsten en 3 630 500 000 frank voor de uitgaven.

De ontvangsten en de uitgaven voor orde worden geraamd op 73 359 000 frank.

Wat de artikelen 561.02 en 561.05 betreft, zullen vanaf 1 januari 1991 mogen aangewend worden de bij deze wet verleende kredieten, waarvan op 31 december 1990 geen gebruik zou gemaakt zijn, mits het akkoord van de minister van Begroting.

Section 25. — Ministère de la Santé publique et de l'Environnement

Art. 2.25.1. Le budget du Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales pour l'année 1990 annexé à la présente loi est approuvé.

Ce budget s'élève pour les recettes à 3 400 600 000 francs et pour les dépenses à 3 630 500 000 francs.

Les recettes et les dépenses pour ordre sont évaluées à 73 359 000 francs.

En ce qui concerne les articles 561.02 et 561.05, il pourra être fait usage, dès le 1^{er} janvier 1991, des crédits accordés par la présente loi et dont il n'aurait pas été fait usage au 31 décembre 1990, moyennant l'accord du ministre du Budget.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.25.2. Goedgekeurd wordt de bij deze wet gevoegde begroting voor het jaar 1990 van het Instituut voor veterinaire keuring.

Deze begroting beloopt 1 620 000 000 frank voor de ontvangsten en 1 559 200 000 frank voor de uitgaven.

De ontvangsten en de uitgaven voor orde worden geraamd op 10 000 000 frank.

Art. 2.25.2. Est approuvé le budget de l'Institut d'expertise vétérinaire pour l'année 1990 annexé à la présente loi.

Ce budget s'élève pour les recettes à 1 620 000 000 de francs et pour les dépenses à 1 559 200 000 francs.

Les recettes et les dépenses pour ordre sont évaluées à 10 000 000 de francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.25.3. Goedgekeurd wordt bij deze wet de oprichting voor het begrotingsjaar 1990 van een begrotingsfonds in de sectie 02, Deel IV «Instituut voor hygiëne en epidemiologie», Sectie I «Staatsuitgaven op inkomsten met speciale bestemming», Hoofdstuk III «Fondsen gestijfd door bijzondere inkomsten», artikel 66.25.A «Tijdelijk fonds bestemd voor de financiering van het Instituut voor hygiëne en epidemiologie onder beheer van het medebeheerscomité».

Het totaal van de ontvangsten bedraagt 216 900 000 frank en het totaal van de uitgaven bedraagt 216 900 000 frank.

Art. 2.25.3. Est approuvé par la présente loi la création pour l'année budgétaire 1990 d'un fonds budgétaire dans la section 02, Partie IV «Institut d'hygiène et d'épidémiologie», Section I «Dépenses de l'Etat sur ressources affectées», Chapitre III «Fonds alimentés par des ressources particulières», article 66.25.A «Fonds temporaire pour le financement de l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie sous gestion du comité de cogestion».

Le total des recettes s'élève à 216 900 000 francs et le total des dépenses s'élève à 216 900 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Sectie 31. — Landbouw

Art. 2.31.1. Binnen de perken van de nieuwe betrokken basisallocaties, mogen de volgende toelagen worden toegekend op het programma 53/1 — Landbouweconomische politiek:

- 1) Nationale hulp voor projecten te verwezenlijken in Polen, op het gebied van de landbouw;
- 2) Nationale hulp voor investeringsprojecten te verwezenlijken in Polen, op het gebied van de landbouw;
- 3) Nationale hulp voor projecten te verwezenlijken in Hongarije, op het gebied van de landbouw;
- 4) Nationale hulp voor investeringsprojecten te verwezenlijken in Hongarije, op het gebied van de landbouw.

Section 31. — Agriculture

Art. 2.31.1. Dans les limites des nouvelles allocations de base concernées, les subsides suivants peuvent être octroyés au programme 53/1 — Politique économique agricole:

- 1) Aide nationale à des projets à réaliser en Pologne dans le domaine de l'agriculture;
- 2) Aide nationale à des projets d'investissements à réaliser en Pologne dans le domaine de l'agriculture;
- 3) Aide nationale à des projets à réaliser en Hongrie dans le domaine de l'agriculture;
- 4) Aide nationale à des projets d'investissements à réaliser en Hongrie dans le domaine de l'agriculture.

— Aangenomen.

Adopté.

Sectie 32. — Economische Zaken

Art. 2.32.1. Binnen de perken van de nieuwe betrokken basisallocaties mogen de volgende toelagen worden toegekend op het programma 52/7 — Deelneming in de werkingskosten van bepaalde comités en instellingen die hun activiteiten uitoefenen in de energiesector:

- 1) Dotatie aan het Studiecencentrum voor kernenergie (SCK) voor de financiering van het sociaal passief;
- 2) Dotatie aan het NIRAS voor het Fonds voor de financiering van het nucleair passief.

Section 32. — Affaires économiques

Art. 2.32.1. Dans les limites des nouvelles allocations de base concernées, les subsides suivants peuvent être octroyés au programme 52/7 — Participation aux frais de fonctionnement de certains comités et d'organismes qui exercent leurs activités dans le secteur de l'énergie:

- 1) Dotation au Centre d'étude de l'énergie nucléaire (CEN) pour le financement du passif social;
- 2) Dotation à l'ONDRAF pour le Fonds de financement du passif nucléaire.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.32.2. De transfers van kredieten voor een bedrag van 184 300 000 frank, toegelaten bij artikel 2.32.9 van de wet van

11 december 1989 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1990, van het programma 52/7 — Deelneming in werkingskosten van bepaalde comités en bepaalde instellingen die hun activiteiten uitoefenen in de energiesector — naar het artikel 66.14.B — Fonds Eurochemic — worden tot 166 700 000 frank verminderd.

Art. 2.32.2. Les transferts de crédits d'un montant de 184 300 000 francs, autorisés par l'article 2.32.9 de la loi du 11 décembre 1989 contenant le budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1990, du programme 52/7 — Participation aux frais de fonctionnement de certains comités et organismes qui exercent leurs activités dans le secteur de l'énergie — à l'article 66.14.B — Fonds Eurochemic — sont ramenés à 166 700 000 francs.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.32.3. Op het artikel 60.03.A « Nationaal Solidariteitsfonds », worden de vastleggingsmachtigingen voor een bedrag van 19 847 100 000 frank voor de lopende verrichtingen en van 2 270 300 000 frank voor de kapitaalverrichtingen, geopend bij artikel 2.32.10 van de wet van 11 december 1989 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1990, verhoogd tot 21 233 900 000 frank voor de lopende verrichtingen en tot 2 274 800 000 frank voor de kapitaalverrichtingen.

Art. 2.32.3. A l'article 60.03.A « Fonds de solidarité nationale », les autorisations d'engagement d'un montant de 19 847 100 000 francs pour les opérations courantes et de 2 270 300 000 francs pour les opérations de capital, ouvertes par l'article 2.32.10 de la loi du 11 décembre 1989 contenant le budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1990, sont portées à 21 233 900 000 francs pour les opérations courantes et 2 274 800 000 francs pour les opérations de capital.

— Aangenomen.

Adopté.

Sectie 33. — Verkeerswezen

Art. 2.33.1. Binnen de perken van de betrokken basisallocatie kan de volgende toelage worden toegekend:

Programma 52/5 — Steun inzake de infrastructuur en uitrusting van de luchthavens en de vliegvelden (RLW). — Toelage aan de Regie der Luchtwezen, bestemd tot financiering van het project « Lanex: informatisering van het beheer van personen en goederen » (bureauticaschijf 1989).

Section 33. — Communications

Art. 2.33.1. Dans la limite de l'allocation de base concernée, le subside suivant peut être octroyé:

Programme 52/5 — Aide à l'infrastructure et à l'équipement des aéroports et aérodromes (RVA). — Subside à la Régie des Voies aériennes, destiné au financement du projet « Lanex: informatisation de la gestion du personnel et des biens » (tranche bureautique 1989).

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.33.2. De minister van Verkeerwezen wordt ontslagen ten laste van de NV Scheepswerven St. Pieter te Hemiksem, in falig, de som van 32 720 frank terug te vorderen welke deze verschuldigd is uit hoofde van de verleende diensten inzake het meten van het m/s « Ahlers Bridge » in uitvoering van het koninklijk besluit van 5 oktober 1962, gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 oktober 1977.

Art. 2.33.2. Le ministre des Communications est dispensé de procéder au recouvrement à charge de la SA Scheepswerven St. Pieter à Hemiksem, en faillite, de la somme de 32 720 francs dont celle-ci est redevable du chef de services accomplis en matière de mesurage du bateau moteur « Ahlers Bridge » en exécution de l'arrêté royal du 5 octobre 1962, modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1977.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.33.3. De minister van Verkeerswezen wordt ontslagen ten laste van de heer en mevrouw R. Hoornaert-De Ceulaerde de som van 1 022 132 frank terug te vorderen welke deze verschuldigd zijn uit hoofde van het verleende scheepskrediet ad. 1 325 000 frank in het kader van de wet van 23 augustus 1948.

Art. 2.33.3. Le ministre des Communications est dispensé de procéder au recouvrement à charge de M. et Mme R. Hoornaert-De Ceulaerde, de la somme de 1 022 132 francs qui leur avait été accordée sous forme de crédit maritime à concurrence de 1 325 000 francs dans le cadre de la loi du 23 août 1948.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.33.4. De wedde van de heer T.F. waarvan de benoeming tot de graad van chef radiotechnicus-specialist bij de Regie der Luchtwegen werd vernietigd bij arrest nr. 28329 van 30 juni 1987 van de Raad van State wordt behouden voor de periode van 1 september 1982 tot 30 september 1987.

Deze bepaling heeft geen uitwerking op de graad- en de weddebevordering van de betrokkene.

Art. 2.33.4. Le traitement de M. T.F., dont la nomination au grade de chef technicien spécialiste de radio à la Régie des Voies aériennes a été annulée par arrêt n° 28329 du 30 juin 1987 du Conseil d'Etat, est maintenu pour la période du 1^{er} septembre 1982 au 30 septembre 1987.

Cette disposition reste sans effet sur l'avancement de grade et de traitement de l'intéressé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.33.5. Het artikel 4 van de wet van 6 juli 1989 houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Verkeerswezen van het begrotingsjaar 1988 is ingetrokken wat de wedde van de heer T.F. betreft.

Art. 2.33.5. L'article 4 de la loi du 6 juillet 1989 ajustant le budget du ministère des Communications pour l'année budgétaire 1988 est abrogé en ce qui concerne le traitement de M. T.F.

— Aangenomen.

Adopté.

Sectie 35. — Openbare Werken

Art. 2.35.1. De staatssecretaris belast met de herstructurering van het ministerie van Openbare Werken wordt ertoe gemachtigd, ten laste van de basisallocatie 53.12.72.02 van de begroting van het ministerie van Openbare Werken, uitgaven aan te rekenen ten belope van 857 250 frank als terugbetaling aan de Regie der Gebouwen van verbintenissen die door haar tijdens het jaar 1987 werden afgesloten ten gerieve van het ministerie van Openbare Werken.

Section 35. — Travaux publics

Art. 2.35.1. Le secrétaire d'Etat chargé de la restructuration du ministère des Travaux publics est autorisé à imputer, à

charge de l'allocation de base 53.12.72.02 du budget du ministère des Travaux publics, des dépenses au montant de 857 250 francs à titre de remboursement à la Régie des Bâtiments des engagements contractés par elle au cours de l'année 1987 au profit du ministère des Travaux publics.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.35.2. Artikel 2.35.18 van de wet van 11 december 1989 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1990 wordt als volgt gewijzigd.

Volgende organismen worden toegevoegd als begunstigde van de toelagen voorzien in het programma 40/1:

a) Belgische organismen

1. Belgische Vereniging voor de studie, de beproeving en het gebruik van materialen;

2. Belgisch Centrum voor studie en documentatie inzake watervoorraden (BECEWA);

3. Belgische Vereniging voor fotogrammetrie;

4. Belgische Vereniging voor verlichtingskunde;

5. Belgisch Centrum voor de studie van de invreting (Cebelcor);

6. Vaste Vereniging der Belgische wegencongressen;

7. Permanent Coördinatie-secretariaat voor de internationale maatschappijen voor rots- en grondmechanica en grote stuwdammen.

b) Internationale organismen

1. Internationale Permanente Vereniging voor scheepvaartcongressen;

2. Internationale Permanente Vereniging voor wegencongressen;

3. « International Association for hydraulic research »;

4. « International Club for plastic use in building and engineering »;

5. « COBATY international »;

6. Europese Vereniging voor transportinstituten (ESTI);

7. « Central Dredging Association » (CEDA);

8. Internationale Commissie voor de grote stuwdammen;

9. Internationale Vereniging voor bruggen- en geraamtebouw.

Art. 2.35.2. L'article 2.35.18 de la loi du 11 décembre 1989 contenant le budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1990 est modifié comme suit.

Ajouter comme bénéficiaires des subsides au programme 40/1, les organismes suivants:

a) Organismes belges

1. Association belge pour l'étude, l'essai et l'emploi de matériaux;

2. Centre belge d'étude et de documentation des eaux (CEBE-DEAU);

3. Société belge de photogrammétrie;

4. Société belge de l'éclairage;

5. Centre belge d'étude de la corrosion (Cebelcor);

6. Association permanente des congrès belges de la route;

7. Secrétariat permanent de coordination entre les sociétés internationales de mécanique des roches et des sols et des grands barrages.

b) Organismes internationaux

1. Association permanente internationale des congrès de navigation;

2. Association permanente internationale des congrès de la route;
3. « International Association for hydraulic research »;
4. « International Club for plastic use in building and engineering »;
5. « COBATY international »;
6. Association européenne des instituts de transports (ESTI);
7. « Central Dredging Association » (CEDA);
8. Commission internationale des grands barrages;
9. Association internationale des ponts et charpentes.
— Aangenomen.
Adopté.

Art. 2.35.3. Bij afwijking van artikel 2, § 2, *b*, van de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren, wordt de staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen, belast met de herstructurering van het ministerie van Openbare Werken, ertoe gemachtigd op de basisallocatie 55.30.21.01 van organisatieafdeling 55 de intrestlasten vast te leggen en te ordonnanceren van de leningen afgesloten tussen 1 januari 1975 en 31 december 1979 door de huisvestingsmaatschappijen of door het Amortisatiefonds van de leningen voor de sociale huisvesting om de lasten van het verleden te dekken.

Art. 2.35.3. Par dérogation à l'article 2, § 2, *b*, de la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux, le secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du ministère des Travaux publics, est autorisé à engager et à ordonnancer sur l'allocation de base 55.30.21.01 de la division organique 55, les charges d'intérêt des emprunts contractés entre le 1^{er} janvier 1975 et le 31 décembre 1979 par les sociétés de logement ou par le Fonds d'amortissement des emprunts du logement social pour couvrir les charges du passé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.35.4. De staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen, belast met de herstructurering van het ministerie van Openbare Werken, wordt er uitzonderlijk toe gemachtigd om voor rekening van de EEG Telefax-apparaten aan te kopen, voor een bedrag van 17 miljoen frank. Deze uitgave zal worden aangerekend op programma 40/0, basisallocatie 40.02.74.01.

Art. 2.35.4. Le secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du ministère des Travaux publics, est autorisé exceptionnellement à acquérir pour le compte de la CEE des appareils Telefax pour un montant de 17 millions de francs. Cette dépense sera imputée au programme 40/0, allocation de base 40.02.74.01.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.35.5. De staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen, belast met de herstructurering van het ministerie van Openbare Werken, wordt ertoe gemachtigd, in zijn hoedanigheid van beheerder van het Wegenfonds, te verzaken aan de recuperatie, ten laste van het departement van Openbare Werken, van een bedrag van 164 583 frank, verschuldigd aan het Wegenfonds wegens de detachering van een agent van dit organisme bij het kabinet van Openbare Werken gedurende de periode van 1 april 1982 tot 30 juni 1982.

Art. 2.35.5. Le secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la restructuration du ministère des Travaux publics, est autorisé, en sa qualité de gérant du Fonds des routes, à renoncer à la récupération, à charge du ministère des Travaux publics, d'une somme de 164 583 francs due au Fonds des routes du chef du détachement, pour la période du 1^{er} avril 1982 au

30 juin 1982, au cabinet du ministre des Travaux publics d'un agent du Fonds des routes.

— Aangenomen.

Adopté.

Sectie 41. — Culturele en Wetenschappelijke Aangelegenheden, Onderwijs

Sectie 73. — Lasten van het verleden

Art. 2.41.1. Worden van de vijfjarige verjaring ontheven de schuldvorderingen vermeld in volgende tabel:

Schuldeisers	Facturatiejaar	Bedrag (in franken)
Editions LA CHARTE SA	1975	508
Editions LA CHARTE SA	1976	546
Editions LA CHARTE SA	1977	847
Editions LA CHARTE SA	1979	969
Editions LA CHARTE SA	1980	446
KARTRO	1980	3 758
KARTRO	1980	17 957
KARTRO	1980	3 866
KARTRO	1980	17 713
Régie Postes	1981	221 402
Régie Postes	1981	241 086
Régie Postes	1981	239 196
Régie Postes	1981	241 380
KARTRO	1981	14 666
KARTRO	1981	3 720
KARTRO	1981	18 560
RTT	1982	5 137
Régie Postes	1982	187 929
Sociétés des transports intercommunaux de Bruxelles	1982	13 600
Editions LA CHARTE SA	1982	573
Air Portugal	1983	46 400
Editions LA CHARTE SA	1983	1 503
Régie Postes	1983	320

Section 41. — Affaires culturelles et scientifiques, Education

Section 73. — Charges du passé

Art. 2.41.1. Sont relevés de la prescription quinquennale, les créances mentionnées au tableau ci-après:

Créanciers	Année de la facture	Montant (en francs)
Editions LA CHARTE SA	1975	508
Editions LA CHARTE SA	1976	546

Créanciers	Année de la facture	Montant (en francs)
Editions LA CHARTE SA	1977	847
Editions LA CHARTE SA	1979	969
Editions LA CHARTE SA	1980	446
KARTRO	1980	3 758
KARTRO	1980	17 957
KARTRO	1980	3 866
KARTRO	1980	17 713
Régie Postes	1981	221 402
Régie Postes	1981	241 086
Régie Postes	1981	239 196
Régie Postes	1981	241 380
KARTRO	1981	14 666
KARTRO	1981	3 720
KARTRO	1981	18 560
RTT	1982	5 137
Régie Postes	1982	187 929
Sociétés des transports intercommunaux de Bruxelles	1982	13 600
Editions LA CHARTE SA	1982	573
Air Portugal	1983	46 400
Editions LA CHARTE SA	1983	1 503
Régie Postes	1983	320

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2.41.2. § 1. 1° De bewerkingen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer van het rijksonderwijs — Franstalige en Duitstalige regimes voor de begrotingsjaren 1985 tot 1987 mogen aangerekend worden op artikel 70.02 C geopend op hoofdstuk *Ibis* van Sectie II van Titel IV — Afzonderlijke Sectie van de begroting van Onderwijs — Franstalig regime van deze jaren.

2° De bewerkingen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer voor de PMS-centra van de Staat — Franstalige en Duitstalige regimes voor het begrotingsjaar 1987 mogen worden aangerekend op artikel 70.04 C geopend op hoofdstuk *Ibis* van Sectie II van Titel IV — Afzonderlijke Sectie van de begroting van Onderwijs — Franstalig regime van dit jaar.

§ 2. 1° De bewerkingen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer van het rijksonderwijs — Nederlandstalig regime voor de begrotingsjaren 1985 tot 1987 mogen worden aangerekend op artikel 70.04 C geopend op hoofdstuk *Ibis* van Sectie II van Titel IV — Afzonderlijke Sectie van de begroting van Onderwijs — Nederlandstalig regime van deze jaren.

2° De bewerkingen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer voor de PMS-centra van de Staat — Nederlandstalig regime voor het begrotingsjaar 1987 mogen worden aangerekend op artikel 70.05 C geopend op hoofdstuk *Ibis* van Sectie II van Titel IV — Afzonderlijke Sectie van de begroting van Onderwijs — Nederlandstalig regime van dit jaar.

§ 3. De bewerkingen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer voor de wetenschappelijke instellingen van de Staat, opgericht bij koninklijk besluit nr. 504 van 31 december 1986, voor het begrotingsjaar 1987 mogen worden aangerekend op artikel 70.08 C geopend op hoofdstuk *Ibis* van Sectie II van Titel IV — Afzonderlijke Sectie van de begroting van Onderwijs — Gemeenschappelijke Sector van de Franstalige en de Nederlandstalige regimes van dit jaar.

§ 4. De bewerkingen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer « Nationale Dienst voor congressen », opgericht bij koninklijk besluit nr. 544 van 31 maart 1987, voor het begrotingsjaar 1987 mogen aangerekend worden op artikel 70.11 C geopend op hoofdstuk *Ibis* van Sectie II van Titel IV — Afzonderlijke Sectie van de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken van dit jaar.

Art. 2.41.2. § 1^{er}. 1° Les opérations des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat — régimes français et germanophone pour les années budgétaires 1985 à 1987 peuvent être enregistrées à l'article 70.02 C ouvert au chapitre 1^{er} *bis* de la Section II du Titre IV — Section particulière du budget de l'Education nationale — régime français de ces années.

2° Les opérations des services de l'Etat à gestion séparée pour les centres PMS de l'Etat — régimes français et germanophone pour l'année budgétaire 1987 peuvent être enregistrées à l'article 70.04 C ouvert au chapitre 1^{er} *bis* de la Section II du Titre IV — Section particulière du budget de l'Education nationale — régime français de cette année.

§ 2. 1° Les opérations des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat — régime néerlandais pour les années budgétaires 1985 à 1987 peuvent être enregistrées à l'article 70.04 C ouvert au chapitre 1^{er} *bis* de la Section II du Titre IV — Section particulière du budget de l'Education nationale — régime néerlandais de ces années.

2° Les opérations des services de l'Etat à gestion séparée pour les centres PMS de l'Etat — régime néerlandais pour l'année budgétaire 1987 peuvent être enregistrées à l'article 70.05 C ouvert au chapitre 1^{er} *bis* de la Section II du Titre IV — Section particulière du budget de l'Education nationale — régime néerlandais de cette année.

§ 3. Les opérations des services de l'Etat à gestion séparée des établissements scientifiques de l'Etat, créés par l'arrêté royal n° 504 du 31 décembre 1986, pour l'année budgétaire 1987 peuvent être enregistrées à l'article 70.08 C ouvert au chapitre 1^{er} *bis* de la Section II du Titre IV — Section particulière du budget de l'Education nationale — Secteur commun aux régimes français et néerlandais de cette année.

§ 4. Les opérations des services de l'Etat à gestion séparée « Service national des congrès », créé par l'arrêté royal n° 544 du 31 mars 1987, pour l'année budgétaire 1987 peuvent être enregistrées à l'article 70.11 C ouvert au chapitre 1^{er} *bis* de la Section II du Titre IV — Section particulière du budget des Affaires culturelles communes de cette année.

— Aangenomen.

Adopté.

Hoofdstuk 3. — Diverse bepalingen

Art. 3.01.1. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

Chapitre 3. — Dispositions diverses

Art. 3.01.1. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3.01.2. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3.01.2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux.

Ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken. (*Instemming.*)

VOORSTEL VAN WET — PROPOSITION DE LOI

Indiening — Dépôt

De Voorzitter. — De heer Cooreman heeft ingediend een voorstel van wet strekkende tot plafonnering van het loon der werknemers op 120 000 frank per maand voor de berekening van de sociale-zekerheidsbijdrage.

M. Cooreman a déposé une proposition de loi visant à plafonner la rémunération des travailleurs salariés à 120 000 francs par mois pour calculer la cotisation à la sécurité sociale.

Dit voorstel van wet zal worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Cette proposition de loi sera traduite, imprimée et distribuée.

Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

Il sera statué ultérieurement sur sa prise en considération.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 21 juin 1990, à 15 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 21 juni 1990, te 15 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 20 h 20 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 20 h 20 m.*)